

10 TUN 1 - 10-12-18 Sidi Bouzid (partie 3)

Laboratoiredesfrondeurs.org

<http://www.webdo.tn/2011/03/02/abdessattar-bennour-nouveau-directeur-general-de-la-surete-nationale/>

Abdessattar Bennour, nouveau directeur général de la Sûreté Nationale

Publié par Neil le 02 mars 2011 à 14:40

Selon l'agence TAP, le ministère de l'Intérieur a annoncé la nomination de Abdessattar Bennour au poste de Directeur général de la Sûreté Nationale.

Abdessattar Bennour est un ancien du ministère de l'Intérieur où il a occupé le même poste en 2005. Par la suite, cet ancien juge a été écarté par Ali Sariati, rapporte Mosaïque FM

Il remplace ainsi, le numéro deux de l'armée, le général-major Ahmed Chebir qui a pris la direction de la sûreté nationale, le 1er février 2011. Pour certains, cette nomination est un signe d'une nouvelle organisation du ministère loin de la présence des militaires.

<http://www.lalettremed.com/select-infos/325-hillary-clinton-au-caire-et-a-tunis-pour-corriger-le-tir>

Hillary Clinton au Caire et à Tunis pour corriger le tir

Mercredi, 16 Mars 2011 17:53 Julie Rafondriaka



La diplomatie américaine part à la réconciliation avec les peuples arabes longtemps délaissés entre les mains de leurs régimes autocratiques. Pour tenter de redorer l'image de son pays dans la région, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton effectue actuellement une tournée officielle en Égypte et en Tunisie.

Sa mission est d'apporter, comme elle l'a confié avant son départ de Washington, à des membres du Congrès américain, un soutien ferme de l'Amérique à ces pays, et de leur exprimer sa volonté d'être "partenaire" de la transition en cours.

Hillary s'est rendue mercredi sur la place Tahrir du Caire, épice centre des manifestations qui ont précipité la chute du régime de Hosni Moubarak, ancien allié stratégique des USA dans le Proche-Orient.

Arrivée mardi au Caire, la chef de la diplomatie américaine qui s'est entretenue avec le Numéro « Un » égyptien, le chef du Conseil suprême des forces armées, Hussein Tantawi et

le Premier ministre, Essam Charaf, a espéré devant les journalistes que les autorités provisoire parviennent à mettre rapidement en œuvre des réformes et de consolider les acquis de la révolution.

Pour Washington «c'est un enjeu énorme» de faire en sorte que ces deux pays, l'Égypte et la Tunisie, «soient les modèles du type de démocratie que nous souhaitons voir», a encore affirmé la semaine dernière Hillary Clinton.

A Tunis, où elle est attendue pour une visite similaire, une centaine de manifestants tunisiens se sont rassemblés la veille, près du ministère de l'Intérieur, pour exprimer leur réprobation au sujet de cette visite.

"Clinton dégage", "non à la présence américaine en Tunisie", scandaient les manifestants qui brandissaient des banderoles anti-américaines.

Les manifestants entendaient protester contre le long silence observé par les gouvernements occidentaux et à leur tête l'exécutif américain à l'égard du régime autocratique de Ben Ali et des autres dictatures arabes.

Il s'agit de la première visite officielle dans la région, d'un haut responsable de la Maison Blanche, depuis le début des révoltes arabes et la chute des régimes Moubarak et Ben Ali. Si au Caire Hillary a été amicalement accueillie à Place Tahrir, nombre d'Égyptiens notamment dans les rangs de l'opposition, reprochent aux États-Unis leur soutien inconditionnel durant les 30 dernières années au régime autocratique de Hosni Moubarak, leur allié régional notamment en ce qui concerne la sécurité d'Israël. L'équipe Obama tente ainsi de corriger le tir, en promettant aux futures démocraties arabes aides et soutien.

<http://www.leaders.com.tn/article/un-couvre-feu-decrete-a-mdhilla-sur-fond-d-actes-de-violences?id=4717>

Un couvre-feu décrété à Mdhilla, sur fond d'actes de violences

2011-04-04

Un couvre-feu de 21H00 à 05H00, à compter de ce soir, lundi, jusqu'à nouvel ordre, a été décrété à Mdhilla (gouvernorat de Gafsa), indique un communiqué du gouverneur de la région.

Cette mesure fait suite aux affrontements et autres actes de violence que connaît la ville depuis la nuit de dimanche à lundi, et qui ont causé, selon des sources médicales plusieurs blessés, sans gravité pour la plupart.

Une dispute entre un nombre limité de personnes qui a dégénéré en affrontements violents entre des proches des belligérants serait à l'origine des troubles, ont indiqué des sources de la police et de l'armée au bureau régional de l'agence TAP.

Selon des témoins oculaires, des forces de la sécurité et de l'armée nationales se sont déployées dans la ville dans l'objectif d'éviter de nouveaux affrontements.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=39311:&catid=52:general

Nouveaux actes de violence et de trouble dans la ville de Mdhilla

GAFSA, 5 avr 2011 (TAP) - De nouveaux actes de violence et de trouble ont eu lieu, mardi, à Mdhilla, où un couvre-feu avait été décrété lundi soir, suite aux incidents survenus, dimanche dernier, dans la même ville.

Après une nuit calme, des groupes d'individus se sont affrontés de nouveau, au moyen de fusils de chasse, d'engins incendiaires, d'armes blanches, de pierres et de bâtons.

Ces incidents ont fait un mort (Kais Delleli, victime d'un tir de fusil de chasse) et plusieurs blessés, indiquent des sources médicales au correspondant de l'Agence TAP. Les blessés ont été transportés au dispensaire de Mdhilla et à l'hôpital régional de Gafsa.

En dépit du redéploiement des forces de sécurité et de l'armée nationale dans la ville, ces heurts ont repris de plus belle malgré les tentatives menées en vue de rétablir le calme et de réconcilier ces groupes.

Face à la recrudescence des événements, les autorités régionales ont décidé de proroger, jusqu'à nouvel ordre, le couvre-feu à Mdhilla qui sera de 19h00 à 05h00 au lieu de 21h à 05h00.

<http://fr.allafrica.com/stories/printable/201104051354.html>

Tunisie: Gafsa -- Actes de violences - Couvre-feu à Mdhilla

5 Avril 2011

Un couvre-feu de 21h00 à 05h00, à compter d'hier soir, jusqu'à nouvel ordre, a été décrété à Mdhilla (gouvernorat de Gafsa), indique un communiqué du gouverneur de la région.

Cette mesure fait suite aux affrontements et autres actes de violence que connaît la ville depuis la nuit de dimanche à lundi, et qui ont causé, selon des sources médicales, plusieurs blessés, sans gravité pour la plupart.

Une dispute entre un nombre limité de personnes qui a dégénéré en affrontements violents entre des proches des belligérants serait à l'origine des troubles, ont indiqué des sources de la police et de l'armée au bureau régional de l'agence TAP.

Selon des témoins oculaires, des forces de la sécurité et de l'armée nationales se sont déployées dans la ville dans l'objectif d'éviter de nouveaux affrontements.

<http://www.webmanagercenter.com/management/article-104298-tunisie-le-calme-regne-de-nouveau-a-bab-el-jazira-a-tunis>

Tunisie: Le calme règne de nouveau à "Bab El Jazira" à Tunis

webmanagercenter.com - 08 Avril 2011 05:00:00

Par Omar El Oudi

Après Ksar Helal, Mdhilla et Menzel Temim, le quartier de Bab El Jazira, à Tunis, n'a pas échappé à la vague des violences que connaît la Tunisie révolutionnaire depuis quelques semaines. Cette zone, qui se caractérise par sa dynamique permanente, a connu, depuis samedi 2 avril 2011, des affrontements survenus, entre les vendeurs du Souk «Sidi Boumendil» et de «Sabaghine» (connus par Ouled Jelma) et les habitants de Bab Jdid et Bab El Falla. Il aura fallu en conséquence plus de trois jours avant que l'ordre ne revienne dans ces quartiers.

Depuis ce jeudi, 7 avril 2011, nous avons constaté, lors de notre déplacement à Bab El Jazira, que les choses semblent rentrer dans l'ordre avec la reprise au petit trot des activités commerciales dans le quartier; la majorité des boutiques de Sidi Boumendil sont ouvertes ainsi que celles du Sabaghine, la circulation des personnes et des voitures était, quant à elle, aussi importante.

Pour éviter que la situation ne dégénère, un important dispositif sécuritaire a été mis en place, depuis dimanche dernier, surtout à côté du Souk Sidi Boumendil. «Il était environ 3h du matin quand les forces de sécurité ont reçu l'ordre d'intervenir», nous a confié un agent de police. Il ajoutera que «face à nous, plus de 200 jeunes ayant pour la plupart entre 20 et 30 ans».

A une question sur les causes de ces violences, l'agent policier a répondu que «ces événements ont été déclenchés après l'assassinat, dans la nuit du samedi dernier, du fils du commissaire de police à Tunis par un groupe de vendeurs du Souk Sidi Boumendil».

Peu de temps après, des personnes sont venues grossir les rangs des camarades du jeune assassiné, «s'en est suivi des jets de pierres, saccage des boutiques et endommagement de biens publics», affirme Mohamed, étudiant et témoin sur les événements.

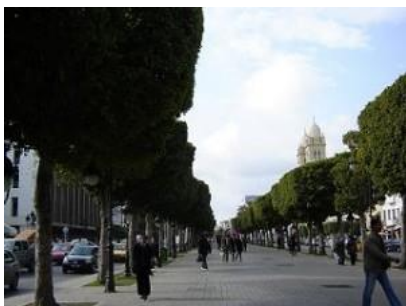
Autre conséquence: des blessés parmi les forces de l'ordre après des tentatives menées, mardi matin, par les marchands de Sidi Boumendil en vue d'incendier des locaux de commerce de la rue Sabaghine, selon un agent de sécurité.

Pour sa part, Salem, propriétaire d'une boutique au Souk Sidi Boumendil a signalé, en souriant, que «ce n'est pas la première fois que les vendeurs de Sidi Boumendil se disputent avec les habitants de Bab El Jazira, j'habite ce quartier depuis 23 ans et j'étais témoin sur plusieurs affrontements entre les deux parties». Il va plus loin pour affirmer que «ça devient une habitude que nous devons apprendre à vivre avec».

<http://www.webdo.tn/2011/04/08/panique-sur-lavenue-bourguiba-apres-lagression-dun-policier-en-civil/>

Panique sur l'avenue Bourguiba après l'agression d'un policier en civil

Publié par Yasmin le 08 avril 2011 à 17:27



Une scène familière a celles déjà vécues lors des affrontements avec les services de l'ordre au temps du couvre feu a été vécue cette après midi.

Aux alentours de 16 heures, les passants de l'avenue Habib Bourguiba ont été pris de panique et fuyaient dans tous les sens, les magasins se barricadaient et les voitures klaxonnaient pour fuir....

Il s'est avéré que lors d'une manifestation, comme celles que l'on a pris l'habitude de voir ces derniers jours devant le théâtre municipal, a tourné au vinaigre lorsque les manifestants ont découvert que l'un d'entre eux était un policier en civil. L'officier démasqué a été rué de coups jusqu'à ce qu'une ambulance de la protection civile vienne le chercher et l'emmène à l'hôpital.

S'en est suivie une descente de la brigade anti émeutes qui a évacué tout le monde sur l'avenue, y compris les personnes qui étaient attablées sur les terrasses des cafés. Des gaz lacrymogènes ont même été tirés sur la foule aux alentours du Palmarium. Le calme est revenu sur l'avenue Bourguiba.

<http://www.lalettremed.com/info-7-sur-7/347-tunisie-les-qsnipersq-bientot-devant-la-justice>

Tunisie: les "snipers" bientôt devant la justice

Vendredi, 08 Avril 2011 00:00 Desk

Deux mois après la chute du régime autocratique de l'ex-président Ben Ali le 14 janvier, les autorités tunisiennes ont commencé à lever le voile sur le dossier des meurtres commis par des "snipers". Les enquêtes judiciaires ouvertes ont permis l'identification d'un bon nombre des auteurs de ces crimes qui seront bientôt traduits en justice.

En pleine révolte populaire contre le régime de Ben Ali, des tireurs isolés ont, pendant des semaines, semé la terreur à Tunis et dans plusieurs villes du pays en tirant à bout portant sur des manifestants. Les tribunaux tunisiens ont été saisis de 192 affaires d'assassinat de Tunisiens par des francs tireurs lors du soulèvement du peuple tunisien. Plusieurs agents de sécurité fidèles au clan Ben Ali, sont soupçonnés d'être impliqués dans ces meurtres et font l'objet d'un mandat d'amener. Un grand nombre des 200 morts recensés lors des émeutes, est attribué à l'appareil policier du président déchu. Depuis, les familles et proches des victimes ne cessent de réclamer justice.

<http://www.webdo.tn/2011/04/09/mandats-de-depot-contre-un-ancien-dg-de-la-surete-nationale-et-un-haut-officier/>

Mandats de dépôt contre un ancien DG de la sûreté nationale et un haut officier

Publié par Dorra le 09 avril 2011 à 11:19

Deux mandats de dépôt ont été émis, vendredi, contre un ancien directeur général de la sûreté nationale et un haut officier accusés d'être impliqués dans des meurtres commis lors des événements survenus à Thala et Kasserine durant la révolution, informe une source judiciaire.

Ces deux mandats ont été émis par le juge d'instruction de Kasserine et l'enquête se poursuit, ajoute la TAP qui vient de publier cette information.

Par ailleurs, les tribunaux tunisiens ont été saisis de 192 affaires d'assassinat de Tunisiens par des "snipers" lors des événements de la Révolution, a indiqué jeudi une source judiciaire.

"Plusieurs agents de sécurité ont été arrêtés alors que d'autres font l'objet d'un mandat d'amener", a précisé la même source. L'enquête se poursuit pour identifier d'autres suspects indique la TAP.

Signalons que l'annonce de ces actions judiciaires survient à la suite des nombreuses réclamations et protestations émanant de plusieurs parties, tels que les avocats et quelques organisations, sur la nécessité d'activer les enquêtes sur les meurtres commis durant la révolution et la mise en accusations des parties incriminées quelle que soit leur appartenance au corps de la police ou à l'ancien gouvernement de Ben Ali ou leur poste de responsabilité.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/04/09/lundi-4-avril-tunis/>

Lundi 4 avril, Tunis

Publié le 09/04/2011 par Se trouver



Tunis manifestation du 4 avril

Il y a environ huit jours, des jeunes de Tunis et d'ailleurs squattent les marches du Théâtre de la Ville sur l'avenue Bourguiba, la Casbah étant inaccessible depuis le 24 mars (un barrage policier et militaire y siège en permanence). Une banderole intitulée « Casbah 3, ils reviennent, nous aussi! » en référence aux caciques du RCD toujours présents à certains postes clef, barre la façade de l'édifice. Des pancartes proclament l'unité entre laïques et musulmans, et des tracts sont distribués en arabe, demandant entre autre la séparation des pouvoirs exécutif législatif et judiciaire. Ces jeunes ont appelé à un rassemblement plus massif pour le vendredi suivant. Ils sont à peine 300 à répondre à l'appel passé sur facebook. Une impression de flottement se dégage. Au même moment, 1000 personnes, presque exclusivement des hommes surgissent sur l'avenue Bourguiba, devant le théâtre. Un drapeau du Jihad et d'Etahrir(1) dominant la foule. Des pancartes en arabe, en français et en anglais sont brandies. L'une d'elle dit : « le hijab est obligatoire. Nous voulons la paix avec le pays ». Certains scandent des versets du coran, et des « Allah-u-akhbar ». Il s'agit d'une véritable démonstration de force, moult tracts sont distribués, les revendications sont claires : la permission pour les femmes de porter le voile partout et même au travail ou dans les administrations publiques, ou la fin de la constitution laïque par exemple. La veille, le gouvernement a fait passer le décret 108 visant à autoriser les femmes à porter le voile sur les photos d'identités de documents officiels. Une façon d'anticiper ce type de manifestation, et de calmer les esprits avant qu'ils ne s'échauffent? Toujours est-il qu' après la distribution de

tracts, le cortège se dirige subitement vers le ministère de l'intérieur. Il est suivi dans un premier temps par certaines personnes présentes sur les marches du théâtre, mais beaucoup rebrousse vite chemin. Le cortège fait halte devant le blindé, dernier rempart avant les barbelés, protégeant l'édifice. Un service d'ordre fort efficace empêche les quelques jeunes un peu échaudés d'avancer vers les flics et les militaires, qui se sont déployés en force. De longs pourparlers sont engagés avec les passants sur l'avenue, on explique à toute personne ressemblant à un journaliste les raisons de cette manifestation et toute occasion est saisie pour soigner son image. Quand certaines personnes entament leurs ablutions, on comprend qu'ils s'appêtent à faire une prière collective en pleine rue. La tension monte d'un cran. Un des militaires du blindé brandit un verset du coran, sous les « Allah-u-akhbar » enflammés de la foule, et sous l'œil réprobateur de son chef, qui n'ose intervenir.



Commence alors la prière. Un silence de plomb s'abat, que vient rompre le bruit d'un hélicoptère au dessus du rassemblement. Il faut s'imaginer la portée de la scène, dans un pays où toute manifestation religieuse publique est encore illégale et où les militaires sont soumis à un droit de réserve politique et religieux extrêmement strict. Sous Ben Ali, fréquenter assidument la mosquée suffisait à entrainer une convocation de la police politique. Une prière dans la rue était donc tout bonnement inimaginable. A la fin de la prière, le cortège se dirige vers la Kasbah. La police lui en interdisant l'accès, la manifestation rejointe par des jeunes du quartier tourne à l'émeute au niveau de bab Jedid : jets de pierres contre tirs tendus de gaz lacrymo. La police mettra deux heures à les disperser.



Un tel événement ne sera mentionné dans la presse que plusieurs jours après, et de façon confuse ou contradictoire. Le gouvernement ripostera 7 jours plus tard (le jeudi 7 avril), déclarant que « désormais les prières dans la rue sont interdites », car « entravant la libre circulation et menaçant les intérêts des commerçants, fonctionnaires et ouvriers ».

A Tunis, il est assez difficile de savoir ce qu'il se passe, d'où ça part, pourquoi... La tension palpable dans les rues donne l'impression qu'à n'importe quel moment tout peut arriver. Les rumeurs qui circulent en permanence en compliquent d'autant plus la lecture. Pourtant, on peut facilement avoir le sentiment qu'il ne se passe rien. Il y a comme un empressement à nous cacher tout trouble ou tension, même lorsque nous en sommes directement témoins. A ce titre, ce qu'il nous est arrivé lundi est édifiant.



Après une première nuit à l'hôtel, dans une rue parallèle à l'avenue Bourguiba, nous sommes réveillés à 9h du matin, par le coup de fil d'un ami dans la rue qui nous dit qu'il y a une charge, qu'il ne comprend rien. Nous sortons quelques minutes plus tard, et nous nous engageons dans la rue Al Jazira. Tous les stores des boutiques sont baissés, les vendeurs ambulants sont absents ; effectivement une tension est bien palpable. Nous croisons des jeunes et moins jeunes, par petits groupes, l'un d'eux nous interpelle pour nous conseiller de rebrousser chemin. Lorsque nous posons des questions, on nous rétorque que tout va bien, mais que nous devons nous éloigner. On finit par nous renseigner plus précisément : ce week end un jeune du quartier est mort à coups de tessons suite à une rixe entre bandes. Les funérailles ont eu lieu ce matin, et ont été suivies d'une émeute. Sur la place plus loin, lieu du crime, gros bordel, plein de monde, le climat est tendu, des jeunes arpentent encore la rue avec des barres de fer. De nombreux flics occupent la place, certains discutent avec des jeunes, pendant que d'autres fument leur clope, nonchalamment affalés sur le capot de leur fourgon. Leur attitude tranche avec la discrétion dont ils faisaient preuve depuis leur retour sur la scène tunisoise. Un homme nous demande si on est journaliste puis nous explique que le jeune du quartier a été tué par un vendeur à la sauvette. On a l'impression que ce conflit se transforme en règlement de compte entre habitants du quartier Bab El Jazira et vendeurs ambulants, lesquels ont investi en masse les trottoirs depuis la chute de Ben Ali. Effectivement depuis quelques semaines, la presse fait ses choux gras du « problème » des vendeurs à la sauvette. Accusés de ne pas venir de Tunis, de faire de la concurrence déloyale aux honnêtes commerçants du quartier, ils ont fini par cristalliser le débat sur le retour à l'ordre. Après quelques minutes de discussion, le type est interrompu par quelqu'un qui lui parle en arabe... on comprend par son attitude et le mot touriste qui revient à plusieurs reprises, qu'on n'a rien à faire ici. Nous repartons, car l'attention sur nous devient pesante. En remontant la rue, un triporteur conduit par un gosse, déboule et heurte une voiture. A l'arrière, un autre, hilare, brandit son sabre...



A Tunis, les évènements de ce type ont toujours lieu aux abords de l'avenue Bourguiba, de la medina et de la Kasbah. C'est sur ce territoire relativement restreint que se concentrent les activités du -et de la- politique, du tourisme et de l'économie. Rien d'étonnant alors qu'ici surgissent toutes les tensions.



Essebsi, premier ministre succédant à Ghannouchi, n'a pas attendu qu'aient lieu les émeutes de Bab El Jazira, pour entendre « restaurer l'autorité de l'Etat ». Il l'a annoncé au pays lors d'une allocution télévisée mardi 29 mars, retransmise en direct sur trois chaînes nationales tunisiennes pendant une heure trente. « La démocratie, ce n'est pas la révolution ». Il compte bien pour cela se doter des armes nécessaires. Le même jour, il change le ministre de l'intérieur, magistrat respecté ayant participé aux manifs contre Ben Ali. Il le remplace par Habib Essid, chef du cabinet du ministre de l'intérieur entre 1997 et 2001. Parallèlement à cela, la police réoccupe le terrain sous toutes ses formes : flics en civil déployés par grappes à tous les carrefours de l'avenue Bourguiba, unités en motos, cars de BOP (équivalent des CRS) présents sur tous les grands axes... Seule la police politique a officiellement été dissoute, mais personne n'est dupe, ce sont bien les mêmes qui réapparaissent devant le ministère de l'Intérieur. Il paraît clair que la situation leur est de nouveau favorable. Si pendant 20 jours, le gouvernement de transition a montré un visage sympathique afin d'aplanir la situation, aujourd'hui il en est fini de l'opération séduction.

(1) Etahrir est un groupe islamiste radical créé en Tunisie dans les années 80. Il prône notamment le retour du Califat. Durement réprimé sous Ben Ali, de nombreux membres s'exilent en Angleterre. Aujourd'hui ils demandent la légalisation de leur mouvement.

Tunis: restes du commissariat de la Goulette

Publié le 09/04/2011 par Se trouver

Commissariat de la Goulette, quartier de Tunis, bord de mer.
Beaucoup de commissariat ont été brûlés avant et après le 14 janvier en Tunisie.



On découvre une salle plus dévastée que les autres...



...la salle des fameuses petites fiches de Ben Ali.



Voici ce qu'il reste du commissariat de la Goulette



Les véhicules présents dans l'enceinte ont tous été brûlés.

<http://www.mosaiquefm.net/index/a/ActuDetail/Element/13930-Ben-Ali-aurait-ordonn%C3%A9-de-Bombarder-cit%C3%A9-Ezzouhour-%C3%A0-Kasserine.html>

Ben Ali aurait ordonné de bombarder cité Ezzouhour à Kasserine

12-04-2011 17:24:45

Le président déchu aurait ordonné de bombarder toute la cité Ezzouhour à Kasserine dans une tentative de mettre fin aux émeutes qui secouaient la ville du centre ouest du pays pendant la révolution.

C'est ce qui ressort des premières enquêtes menées au gouvernorat de Kasserine par la Commission nationale d'établissement des faits sur les dépassements et abus commis au cours des derniers événements.

La riposte du régime de Ben Ali aux protestations sociales pacifiques ont été très violentes, barbares et inhumaines. Des témoignages des victimes révèlent le recours injustifié à la force en utilisant des balles réelles ainsi que l'extermination physique intentionnelle et systématique des manifestants.

Des jeunes manifestants ont été violés dans les postes de police par les agents du régime qui sont allés très loin dans leur provocation et l'humiliation des habitants en jetant des bombes lacrymogène dans un hammam public pour femmes obligeant ces dernières à quitter les lieux toutes nues.

Les enquêtes ont révélé également que les snipers ne sont que des agents de la brigade de l'ordre public.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=37436&Itemid=43

Sit-In, à Tunis, des partisans du RCD dissous, en signe de protestation contre l'article 15 du décret-loi organisant les élections de la Constituante



TUNIS, 16 avril 2011 (TAP)- Des milliers de sit-inneurs parmi les partisans du Rassemblement constitutionnel démocratique dissous, ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de "dictature de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique", au cours d'un Sit-in organisé, samedi, à la place des droits de l'Homme, au niveau de l'avenue Mohamed V, dans la capitale.

Dans des déclarations au journaliste de l'agence TAP, les protestataires, dont des ex-ministres et d'anciens hauts responsables, secrétaires généraux et sous-secrétaires généraux de comité de coordination du RCD dissous, ont exprimé leur refus "de l'exclusion des anciens constitutionnels démocrates des prochaines échéances politiques" et leur condamnation de la "confiscation des droits civils et politiques de plusieurs catégories de tunisiens".

Un ancien haut responsable du RCD dissous (secrétaire général-adjoint), qui a préféré garder l'anonymat, a fait observer que "la révolution pour la dignité et la liberté commande aujourd'hui de consacrer les principes de l'exercice démocratique, de garantir les droits de l'Homme et d'assurer la dignité pour l'ensemble des Tunisiens sans exception, ni marginalisation".

Les sit-inneurs ont brandi des banderoles sur lesquelles on lisait notamment : "Le peuple exige la légitimité de l'urne" ; "Non aux procès politiques" ; "Oui pour demander des comptes de manière individuelle" et "Non à l'exclusion collective".

Le journaliste de l'agence (TAP) a été témoin de la signature par les sit-inneurs d'une pétition, dénonçant "l'exclusion abusive des anciens constitutionnels démocrates de la vie politique" et appelant à "la nécessité d'amender l'article 15 du projet de décret-loi organisant les élections de la constituante, prévues le 24 juillet prochain".

Cette pétition sera ultérieurement adressée au président de la république par intérim, au premier ministre du gouvernement provisoire et au président de la Haute instance pour la

réalisation des objectifs de la révolution, en tant que message de protestation contre "l'exclusion et la marginalisation", a appris l'agence TAP.

Au cours de ce Sit-In, qui s'est déroulé dans une atmosphère pacifique, un communiqué a été distribué aux participants. Le texte du communiqué souligne que le projet de loi organisant les élections de la Constituante "est en contradiction, dans son contexte comme dans son esprit, avec les minima de la loi, dont figurent parmi ses fondements essentiels la justice, l'équité et le traitement des citoyens sur un pied d'égalité.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=37596&Itemid=43

Le général de corps d'armée, Rachid Ammar, prend ses fonctions de chef d'état-major des armées

TUNIS, 18 avr 2011 (TAP) - En vertu du décret émis par le président de la République par intérim et chef suprême des Forces Armées, le général de corps d'armée, Rachid Ammar, a été promu chef d'état-major des armées et continuera d'assumer les fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre.

Au cours d'une cérémonie officielle organisée, lundi, au siège du ministère de la Défense nationale, le ministre, M. Abdelkarim Zbidi, a procédé à l'installation du général Rachid Ammar dans ses nouvelles fonctions.

Le ministre a souligné, à cette occasion, que cette noble mission est un honneur et un hommage au général de corps d'armée Rachid Ammar, notamment suite à son rôle distingué ainsi que celui de l'armée nationale, depuis le déclenchement de la glorieuse révolution populaire et des jeunes, la révolution de la dignité, de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale, ainsi qu'à la faveur des hautes qualités dont ont fait preuve les forces armées, en termes de discipline, d'abnégation au service de la patrie, de défense de son invulnérabilité et de préservation des principes du régime républicain, dans le cadre de la fidélité et de la loyauté à la Tunisie.

Le ministre de la Défense nationale a ajouté que l'intervention de l'armée, en cette conjoncture délicate, a épargné au pays les affres de la discorde et peut-être de la guerre civile, faisant preuve de fidélité aux valeurs et principes républicains.

Il a affirmé que l'armée nationale demeurera une école de militantisme et d'abnégation, et sera toujours prête à répondre à l'appel du devoir pour défendre l'intégrité et l'invulnérabilité de la patrie.

M. Abdelkrim Zbidi a salué le rôle humanitaire que n'ont cessé de jouer les forces armées, depuis les premiers jours de la révolution, et suite à l'afflux de réfugiés à la frontière tuniso-libyenne, ce qui a valu à l'armée nationale considération et respect dans le monde entier ainsi que la reconnaissance du peuple tunisien.

<http://www.20minutes.fr/ledirect/709789/monde-tunisie-deux-tues-43-blesses-bagarre-entre-tribus>

Tunisie: Deux tués et 43 blessés dans une bagarre entre tribus

Mis à jour le 19.04.11 à 21h39

Deux lycéens ont été tués et 43 autres blessés dans le centre de la Tunisie au cours d'une bagarre entre élèves de tribus rivales, rapporte mardi le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs centaines de jeunes, pour certains armés de couteaux, se sont affrontés dans le lycée de Sened, localité située à 350 km de Tunis, dans la région de Gafsa.

Un jeune homme a succombé à des blessures à l'arme blanche et une fille a également trouvé la mort dans l'affrontement, précise le ministère dans un communiqué. Sur les 43 blessés, dix ont dû être hospitalisés. Des classes ont en outre été mises à sac et une voiture a été incendiée.

Un couvre-feu a été décrété et les établissements scolaires de la ville ont été fermés.

Avec Reuters

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/04/19/97001-20110419FILWWW00557-tunisie-2-lyceens-tues-43-blesses.php>

Tunisie: 2 lycéens tués, 43 blessés

AFP

19/04/2011 | Mise à jour : 16:59

Deux lycéens ont été tués aujourd'hui et 43 blessés dans de violents affrontements dans la région de Gafsa, à 400 km au sud de Tunis, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Un millier de personnes, majoritairement des élèves, se sont battus ce matin avec des bâtons, des armes blanches et à coup de pierres dans et autour d'un lycée de la ville de Sened, à 50 km de Gafsa, a précisé le ministère dans un communiqué. Deux élèves ont été tués, un garçon poignardé et une fille écrasée par la foule, selon la même source.

Quelque 43 personnes ont été blessées, dont dix ont dû être transportées à l'hôpital régional de Gafsa, a-t-on ajouté. Des salles de cours et une voiture administrative ont été brûlées.

Selon le ministère de l'Intérieur, un désaccord entre des élèves appartenant à deux tribus rivales a été la cause de l'incident.

<http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5jK-cqfaDxajZzW6zuWrCLs1SaCSg?docId=6611714>

Tunisie: deux morts et 43 blessés dans des violences entre lycéens

De The Associated Press – 19 avr. 2011

TUNISIA, Tunisia — Deux élèves ont été tués et 43 autres personnes ont été blessées lors de violents accrochages ayant notamment opposé mardi des élèves d'un lycée de la ville de Sned, proche du bassin minier de Gafsa, dans le centre-ouest tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Selon l'agence TAP, les affrontements ont été déclenchés par une dispute entre deux élèves appartenant à deux tribus rivales, avant de s'étendre à un grand nombre de lycéens auxquels se sont joints des habitants de la région.

Après un échange de coups de pierres, les antagonistes font usage d'engins pointus et d'armes blanches, ce qui a entraîné la mort des deux élèves, un garçon poignardé et une fillette piétinée. En outre, 43 personnes ont été blessées, dont dix ont été transférées à l'hôpital régional de Gafsa, et les autres vers l'hôpital local de Sned.

Le lycée a subi d'importants dégâts, avec notamment des salles de classe qui ont été saccagées, a ajouté la TAP.

Il a fallu l'intervention des forces de l'armée, de la sécurité et de la garde nationale pour mettre fin aux violences.

A la suite de ces troubles, les autorités ont décrété un couvre-feu de 17h à 5h locales et décidé la suspension des cours dans les collèges et lycées de la délégation (sous-préfecture) du Sned.
AP

xbb/pyr

<http://setrouver.wordpress.com/2011/04/19/%C2%AB%C2%A0ne-sois-pas-conciliant%C2%A0%C2%BB/>

« Ne sois pas conciliant »

Publié le 19/04/2011 par Se trouver

Entretien avec Laouni, un habitant de Redeyef.

Redeyef, 30 000 habitants perdus dans le bassin minier de Gafsa. En 2008, cette ville a tenu une grève dure de 6 mois. De janvier à avril les manifestations et les émeutes s'enchaînent pour protester contre les conditions frauduleuses de recrutement à l'usine de la Compagnie de Phosphates de Gafsa, seule source de travail dans la région. Ici, il faut payer pour travailler... Dès le début de la protestation, 6000 policiers occupent la ville. L'UGTT nationale se désolidarise, désignant les responsables syndicaux de Redeyef de « fauteurs de troubles » indignes du syndicat. En avril, une première vague de répression tente d'affaiblir le mouvement, en vain. Les femmes manifestent devant la délégation, réclamant la sortie de ceux qui sont en garde à vue. Puis les manifs, les débrayages, les assemblées reprennent. Jusqu'au 6 juin, jour où les BOP finissent par tirer à balles réelles sur la foule. 4 morts. Les flics pourchassent les habitants jusque dans leurs maisons. La communauté de lutte de Redeyef s'enfuit dans la montagne et s'y cache. Elle en redescend dès le lendemain pour reprendre les manifestations. Dès lors, la police installe des barrages sur les principaux axes de la ville pour empêcher toute propagation et tout relais de la situation par des journalistes. Les mois qui suivront, elle procédera à l'arrestation des syndicalistes dissidents de l'UGTT et des fortes têtes, repérés tout au long du mouvement par la police politique venue en renfort. 300 arrestations en tout. Certaines personnes recherchées arrivent malgré tout à échapper à la répression en se cachant à Redeyef. Un ami vivra ainsi clandestinement pendant deux ans.

Beaucoup expliquent cette lutte effrénée par la tradition ouvriériste d'une ville qui s'est construite autour de l'extraction du phosphate. Mais qu'une population entière tienne tête pendant 6 mois ne peut s'expliquer uniquement par la présence d'un syndicat fortement ancré localement. Ce qui se dégage de cette ville, de ses habitants, c'est une force, une volonté incroyable, saisissante. Il semble plutôt que l'engagement syndical, unique forme reconnue, soit venu prendre le relai d'un esprit de lutte bien plus ancien, toujours vivace, et qui déborde

largement la sphère de la politique classique. « Une guerre, pas si lointaine, avait trouvé terrain dans ces coins reculés. Ces lieux sont en effet connus pour avoir été une place forte pour les réseaux des fellagas de la région qui s’y étaient établis, et qui bien que modestement armés, profitaient des reliefs escarpés et des nombreuses gorges étroites pour mener leur entreprise de harcèlement continu des troupes coloniales, visant les voies ferrées par lesquelles transitait le phosphate extrait des mines. Nombreux autres groupes de bédouins fellagas avaient également pris leurs quartiers autour de Gafsa, Kasserine et Sidi Bouzid, participant activement au mouvement de libération nationale. » (Habib Kaltoum, *La Presse de Tunisie*) A Redeyef on dit que c’est ici qu’ont eu lieu les prémices de la révolution de janvier... Nous y avons rencontré Laouni. D’origine bédouine, il est infirmier syndiqué à l’UGTT locale depuis des années. Le personnage est indescriptible.

A une terrasse de café de Redeyef, le 14 avril.

Nous: Est-ce-que tu peux nous parler de tes origines bédouines et des bédouins dans le bassin minier de Gafsa?

Laouni : Les origines de presque tous les habitants de Redeyef sont bédouines. Ce sont des nomades à la campagne qui se déplacent avec leurs troupeaux pour chercher le pâturage. Moi j’ai vécu comme cela pendant quatre ans, je m’en souviens très bien. Autrefois on se déplaçait beaucoup – dernièrement moins. Car lorsque le phosphate a été découvert, les hommes ont commencé à travailler. Ils travaillaient ici et ils repartaient dans le Sahara. On a découvert le phosphate il y a une centaine d’années. Il y a eu des gens qui n’ont pas voulu travailler et ont préféré rester bédouins, mais beaucoup ont travaillé à la mine. Peu après ils ont commencé à construire des maisons, à se sédentariser.

N: ça me fait penser qu’on dit que les bédouins ont une forte tradition de lutte, non?

L : Autrefois, près de la frontière avec l’Algérie, mon père et mon grand-père me racontent que les rebelles, les révolutionnaires luttèrent contre la colonisation. On les appelait aussi les fellagas, c’est-à-dire les bandits, mais c’était des révolutionnaires. Ils disent les fellagas pour être péjoratifs. On raconte que les rebelles venaient le soir de la montagne pour prendre le dîner, pas tous les jours, mais parfois ils avaient besoin de manger parce que leur nourriture c’était de la sardine et des conserves et tout ça. Alors chaque tente, chaque famille préparait un plat de couscous avec de la viande. Les révolutionnaires mangeaient durant la nuit et après ils remontaient dans la montagne pour s’abriter. Pour effacer leurs traces de pas, ils faisaient marcher à leurs trousses les troupeaux de brebis. Mon grand-père m’a raconté que plusieurs fois les gendarmes français sont venus chez nous. Ils le soupçonnaient parce qu’il avait un grand troupeau, et qu’il pouvait inviter et nourrir les rebelles. Il y a des mouchards partout, ils ne meurent pas les mouchards, ils sont toujours présents. Pour qu’ils ne trouvent pas nos fusils de chasse, les femmes les cachaient sous leur robe. Elles jouaient un rôle primordial pour soutenir les rebelles. Elles ne se battaient pas avec les hommes ou alors c’était très rare, en Algérie peut-être.

La tradition de lutte du bassin minier est connue. La première « opération » était contre les colons, les soldats français, entre Redeyef et Metlaoui, dans les montagnes en 1952 ou 1953 je ne sais plus. La révolution a éclaté en 1952. Il y a un cimetière des martyrs là bas, ce sont tous des bédouins. La grande tribu bédouine qui vit ici à Redeyef c’est Aouled Sid Habid- les autres sont moins nombreux. Cette tribu est séparée : il y a ceux qui vivent en Algérie et ceux qui vivent en Tunisie, à Redeyef surtout. Vous les trouvez le long de la frontière algérienne.

Autrefois il y avait des conflits entre les tribus, à cause de la terre surtout. Et après la révolution de janvier il y a eu de nouveaux conflits à Metlaoui.

N : C'est quoi ton tatouage sur le bras?

L : Là il y a le croissant et l'étoile, et là le sabre. C'est-à-dire qu'on défend notre patrie la Tunisie avec le sabre. Quand je l'ai fait, j'avais treize ans, je l'avais vu sur d'autres, et mon grand-père m'a raconté ce que ça signifiait. Mon père l'avait aussi mais il était caché car en tant que signe révolutionnaire il était interdit. Dans la religion musulmane les tatouages sont un péché. Les origines sont berbères. Ici à Redeyef on voit des anciens avec des tatouages sur le visage. Les berbères ici sont musulmans malgré le péché des tatouages. Sinon ils pratiquent l'Islam comme les arabes, ils font la prière. Les tatouages sont faits pour se différencier entre tribus.

N : Tu nous as dit ce matin que tu avais vu dans un rêve la révolte qui a eu lieu à Redeyef?

L : Oui j'ai rêvé de ça plusieurs fois.

J'ai rêvé de notre fuite dans la montagne, et c'est arrivé. J'ai vu les lacrymogènes, les jeunes qui jettent des pierres sur les brigades d'ordre public, je les ai vu tirer à balles réelles sur des gens isolés presque deux ans avant le mouvement. Alors ça veut dire qu'on peut prévoir, mais on ne peut pas éviter ce qui va se passer, le danger, c'est ça le problème.

J'ai rêvé de mon arrestation avant que ça n'arrive : je voyais les barreaux. Je me suis fait arrêter plusieurs fois. La première fois quand le mouvement de 2008 a commencé, ils nous ont arrêtés quatre jours. Après cette arrestation, les femmes ont protesté devant la délégation, sous la pression, ils nous ont relâchés. Nous avons continué notre mouvement encadré par des syndicalistes. Lors de cette première arrestation, mon fils s'est fait arrêté le même jour. C'est un militant de l'UGET (syndicat étudiant). Vous savez que ce qui a déclenché notre mouvement, c'est le trucage du recrutement pour travailler à la mine, par la mafia du pouvoir et des syndicalistes. Alors les jeunes ont protesté. Depuis une centaine d'années ici on vit dans la misère. L'économie de la Tunisie s'articule autour du phosphate, et nous on n'a rien récolté. Seulement la pollution, les maladies, les accidents de travail, parfois mortels, les handicaps. Autrefois dans le bassin minier il y avait 15000 mineurs, ils ont été réduits à 5000, on a un chômage massif en conséquence de la mécanisation. Les pères et les grands-pères sont tous des victimes, ils ont été exploités toute leur vie. Ils ont juste touché quelques sous. Vous savez qu'il y a un taux très élevé de cancer à cause de la pollution. L'uranium dans le phosphate détruit les dents de tout le monde ici à cause de l'eau.

Le mouvement a débuté encadré par les syndicalistes locaux. Des manifestations, des rassemblements, des slogans politiques et sociaux. Par exemple : « Travail, Liberté, Dignité ». C'était le mouvement de la dignité. Il y avait aussi « Le travail est une nécessité pour les voleurs »

N : Qu'est ce que tu entends par « mouvement de la dignité »?

L : Le travail est indispensable pour l'individu. Le travail c'est la dignité. Si vous êtes au chômage, vous demandez l'aumône. C'est pourquoi le travail protège la dignité. La dignité est proche de la fierté, bien sûr. On ne peut pas être fier sans dignité.

N : Et on ne peut pas être digne sans travailler?

L : On peut bien sûr, mais alors la dignité peut être écrasée. Le pauvre on peut l'écraser. Quelqu'un qui n'a pas de travail, pas à manger, et qui a une famille, pour l'habiller, se nourrir, sans argent, on ne peut rien faire. Dans les villes on ne trouve pas de soutien, et on peut mourir de faim si on ne travaille pas. Ici il y a beaucoup de chômage mais les gens sont solidaires. Si on vit sous les lois d'un dictateur, il n'y a pas de dignité, car il impose ses lois, parfois on n'a même pas le droit de regarder, de lever les yeux, de parler, de réclamer ses droits. Passer devant le poste de police c'est une épreuve. Parfois les jeunes qui passaient devant le poste se faisaient arrêter, frapper, sans raison. La liberté aussi, c'est la dignité. Si on n'est pas libre, on n'a pas de dignité.

Pendant les manifestations de Redeyef, tous les jeunes, tous les habitants sont sortis. Au bout d'un moment les flics ont voulu mettre fin à tout ça. Il leur fallait un prétexte pour intervenir. Alors un soir toutes les brigades de police, BOP, police politique, unités avec les chiens sont sortis de la ville. Vers 23h le commissariat était attaqué. C'était ce dont ils avaient besoin pour commencer à arrêter les militants. Cette nuit là, vers 4h du matin, ils ont commencé à perquisitionner les maisons. Ils sont passés par dessus les murs, les toits. Vers 4h30 j'ai entendu un bruit. J'étais avec ma femme dans la chambre à coucher. Ils ont enfoncé la porte de la chambre et ont braqué un revolver sur la tempe de ma femme. « Où est ton fils! » criaient-ils. Je suis sorti dans la cour et j'ai trouvé là une centaine de BOP. Tous alignés, ils étaient comme des machines, comme des robots avec leur armure et leur matraque. Ils sont entrés dans la chambre de mon fils et ils l'ont emmené dans la cour. Jusque là il était endormi, il ne comprenait rien à ce qu'il se passait. Je lui ai donné quelques gifles, « Allez réveille-toi » je lui disais, lui ne comprenait rien. Je me suis disputé avec un gars des brigades. Je me suis fait bousculé, il m'a insulté, il a insulté ma mère... Ils ont emmené mon fils pieds nus. J'ai essayé de rassurer mes filles, ma femme. Lorsque je suis sorti, il y avait des centaines de policiers. Devant le local de l'UGTT ils étaient aussi au moins une centaine. Ils ont commencé à agresser deux syndicalistes, alors je suis intervenu, je me suis interposé, ils m'ont agressé aussi. Ils ont commencé à me tirer les cheveux, ils m'ont tiré jusqu'au poste de police, en me frappant à coups de pieds, coups de matraques. Maintenant encore j'ai des douleurs dans la région lombaire. Au commissariat ils m'ont jeté sur le sol. Ils ont continué à me frapper. Ils m'ont sauté dessus à pieds joints, j'ai eu deux côtes cassées. Les deux autres syndicalistes sont arrivés. Ils les ont frappés avec le talon de leurs chaussures, sur le visage. Ensuite ils ont voulu nous transférer au poste de police de Gafsa. Au commissariat de Gafsa il y avait du sang partout sur le sol. Quand nous sommes arrivés on nous a fait nous aligner. Un policier a dit « Tout le monde doit s'incliner ». Moi je ne m'inclinerai que quand je serai mort. Alors je me suis fait frapper, on m'a arraché les cheveux, on m'a craché dessus. En fait ce qui m'a torturé c'est pas les coups, c'est pas la peur non plus. Mais quand j'ai vu comment ils ont agressé même les mineurs j'ai pensé à mon fils, et là j'ai eu très peur. Moi je n'étais pas recherché, mais mon fils si. On nous a fait descendre dans le souterrain du commissariat. On nous a répartis dans trois grandes cellules. Il y avait de grands projecteurs braqués sur nous, tout le monde était ébloui. J'étais déjà connu de la police parce que j'avais participé à beaucoup de manifestations, même avant le mouvement. Alors un chef policier est venu me voir. Il m'a dit « Toi, tu dois te déshabiller ». Il a insisté. Après ils m'ont mis dans une cellule. Je n'avais plus que mon caleçon. Le chef de la police est venu, il a commencé à me fixer. Là j'ai eu peur qu'ils torturent mon fils devant moi, qu'ils lui fassent des choses intimes. Ils l'ont fait sortir d'une autre cellule et l'ont fait passer devant moi. Ils l'ont emmené dans une autre cellule, juste à côté de la mienne. Et là je l'ai entendu crier, et j'ai compris qu'ils commençaient à le torturer. Ils ont fait ça exprès. Plus tard deux policiers sont sortis et m'ont regardé en rigolant. Ils m'ont dit « On a torturé ton fils, et tu n'as rien fait... » Ca c'était terrible. Terrible. Ca m'a beaucoup torturé, pire que si c'était moi. Les coups ça s'efface, pas ça. Vous entendez votre fils crier, vous savez comment on le torture... Ils ont fait le « poulet

rôti ». Vous savez ce que c'est le poulet rôti? Ils accrochent les mains aux chevilles comme ça, ils accrochent les pieds et les mains à un bâton, la personne est nue. Ils mettent les deux extrémités du bâton sur une table, et on est comme un poulet rôti sur une broche. Et là ils peuvent commencer à nous torturer. Ils mettent les matraques dans le rectum, toutes ces choses là... c'est terrible. Ce sont des machines. Ils n'ont pas de sentiments. Ils obéissent comme des robots. Ils exécutent les ordres, aveuglément...

N : Et ces policiers là, ils sont toujours en service, quelque part...

L : Oui bien sûr! Ils ont juste fait des permutations, ils sont plus à Redeyef ou à Gafsa. C'est tout. La dissolution du corps de la police politique, c'est ridicule ça. C'est du vent. Rien n'a changé. Ceux de Gafsa sont partis à Bizerte, et vice et versa...

(Long silence...)

On a été relâché au bout de 4 jours. Après ça nous avons continué notre mouvement. Nous n'avons pas renoncé. (Il allume une cigarette, boit son café).

N : Tu penses que rien n'a changé depuis la chute du régime de ben Ali?

L : Non. On nous dit qu'on va dégager les flics, ceux du RCD, mais on n'a rien vu de tout ça. Jusque là rien n'a changé. Le peuple doit continuer à mettre la pression. On doit s'unir, parce que maintenant c'est une période très délicate. Les ennemis de la révolution sont toujours là, ils nous guettent. Alors on doit être très vigilants. On doit tous être mobilisés, tous ceux qui ont fait la révolution. Sinon elle va être avortée avant même d'avoir vu le jour.

Bon je reviens à 2008. On a continué notre protestation, on a continué à manifester, avec les délégués, avec les habitants de Redeyef. Mais l'Etat a sérieusement commencé à se dire qu'il fallait mettre fin à ce mouvement. Ils ont eu peur de la contagion, de la propagation de la révolte au reste de la région, et du pays.

*Digression sur le froid. Il se marre en disant qu'il aime le sirrocco, et qu'il adore voire les gens avoir trop chaud... « Quand le sirrocco souffle, moi, je ris! »
Il raconte l'incantation des esprits quand il était plus jeune*

Autrefois il y avait des vieux à Redeyef , des voyants. Maintenant ils sont tous décédés. Ils venaient surtout de ma tribu, les Dervichs, qui appartiennent à la grande tribu des Aouled Sid Habid. Moi je suis un Chraïti. Les Chraïti ont beaucoup de dervichs. Les dervichs font la Hadra, la Transe. Comme pendant l'occupation de la Kasbah, tu te souviens de ceux qui chantaient avec les bougies allumées? Ils chantaient pas en arabe, mais dans une autre langue. Hadra ça veut dire « présence », ça veut dire « vent ». On commence à chanter, comme les indiens qui font « héhéhéhé » (il rigole). Quelqu'un commence et puis on répète des syllabes, des mots. Par exemple « Allah, allah » ou des choses comme ça. Puis on fait des « sidras », les sidras c'est quand on fait des souffles comme ça avec sa poitrine (il fait de l'hyperventilation en se tapant la poitrine).

Après une énième pirouette, il nous parle de ses cheveux, qui lui donnent de la force, bien qu'un jour il ait du les couper pour changer de visage.

N : Toi aussi tu as dû te cacher ?

Bien sûr je suis resté un mois dans la montagne, alors je me suis coupé les cheveux et les moustaches, je me suis fait un chapeau, parce que les policiers me recherchaient. Pour me

couper les cheveux j'ai appelé un coiffeur la nuit, j'étais seul à la maison, je lui ai dit « coupe-moi les cheveux et les moustaches ».

Une fois les cheveux coupés il allait partir, je lui dis « attends, tu es le seul qui sait qui je suis... je vais te tuer » (rires). Il m'a regardé comme ça (il fait les yeux apeurés), « je lui dis : combien? », il me dit : « c'est pas la peine ». (rires)

C'est la nuit que la police nous cherchait alors des fois le jour je rentrais à la maison. Un jour un mouchard est devant ma maison, il veut savoir où j'habite, alors il me dit « s'il-vous-plaît apportez-moi un peu d'eau, il fait chaud », je lui ai dit « désolé je n'habite pas ici », il voulait que j'entre dans la maison, mais moi je suis vieux et rusé comme un renard. (rires) Le fait qu'ils me cherchent, j'ai pris ça comme une aventure, comme un plaisir. Mes amis me disaient « toi Laouni tu aimes la montagne voilà maintenant tu y es ».

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=37706&Itemid=43

Une atmosphère tendue règne sur la visite du ministre de l'Intérieur à Sidi Bouzid

SIDI BOUZID, 20 avr 2011 (TAP) - La visite effectuée par le ministre de l'Intérieur, Habib Essid, dans le Gouvernorat de Sidi Bouzid, à l'occasion de l'installation dans ses fonctions de M. Nabil Nsiri, en tant que nouveau Gouverneur de la région, s'est accompagnée, mercredi, d'une atmosphère tendue.

Des unités de la police et de la sécurité intérieure, qui portaient le brassard rouge, ont revendiqué l'amélioration de leurs conditions sociales et professionnelles et la révision de leurs promotions, en plus de la libération de leurs collègues emprisonnés.

Cette action a été dénoncée par un grand nombre de citoyens de la région, qui la considèrent comme étant un obstacle au développement dans la région.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=37785&Itemid=43

Dhiba: les rebelles contrôlent le poste-frontière du côté libyen



Le poste-frontière du côté libyen au niveau du point de passage de Dhiba (photo du 20 avril 2011)

TATAOUINE, 21 avr 2011 (TAP) - Les rebelles libyens ont pris, jeudi matin, le contrôle du poste-frontière du côté libyen au niveau du point de passage de Dhiba, après de violents combats déclenchés, dès l'aube, entre les insurgés libyens et les forces pro-Kadhafi, a indiqué un témoin oculaire à l'envoyé de TAP.

Selon la même source, la troupe loyale au régime libyen qui était stationnée au poste-frontière du côté libyen a pris la fuite vers le territoire tunisien.

Une source militaire de haut niveau a affirmé au correspondant de TAP, l'arrivée de la troupe libyenne au territoire tunisien. Celle-ci est composée de 13 officiers dont un colonel major et deux commandants.

Les membres de la troupe ont été placés en détention auprès des autorités militaires tunisiennes.

Le point de passage frontalier, désormais sous contrôle des rebelles libyens, a été fermé, a ajouté la même source qui a fait part de l'arrivée de 9 libyens blessés des suites du bombardement continu sur les zones libyennes de l'ouest, dont quatre d'entre eux ont été transférés vers l'hôpital régional de Tataouine.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=39989:&catid=52:general

Réorganisation du camp de Choucha pour renforcer la sécurité des déplacés



RAS JEDIR, 22 avr 2011 (TAP) - Les efforts de réorganisation du camp Choucha dans la zone frontalière de Ras Jedir, se poursuivent afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil aux déplacés.

Il s'agit d'installer une clôture pour le camp, de réaménager les tentes et de mettre fin à l'installation anarchique des déplacés des différentes nationalités.

Selon des sources militaires, les efforts des unités de l'armée tendent à réunir toutes les conditions d'hygiène nécessaires dans les camps, en raison de la hausse de la température, de la prolifération des insectes venimeux et de la menace des incendies.

"Les efforts seront intensifiés en vue de maîtriser la situation sécuritaire et de protéger les déplacés", ont ajouté les mêmes sources.

Le calme s'est rétabli, vendredi, dans le camp de Choucha, après des affrontements survenus la veille entre des déplacés tchadiens et somaliens, et qui ont fait 17 blessés dont 4 parmi les unités de l'armée.

Cinq enfants ont été remis, vendredi, par les forces de l'armée à l'organisation de l'UNESCO. Ces mineurs ont été abrités dans le centre intégré de l'enfance à Ben Guerdane.

Un réfugié érythréen souffrant du virus du SIDA est décédé, aujourd'hui, à l'hôpital de Gabès, après avoir été transféré le 3 mars dernier vers l'hôpital de Ben Guerdane, puis de Gabès.

Le haut commissariat des affaires des réfugiés examine actuellement la possibilité d'enterrer ce déplacé en Tunisie ou de le rapatrier sachant qu'un autre réfugié tchadien souffre du même virus et attend son rapatriement, dans les plus brefs délais.

Sur un autre plan, une délégation de journalistes, composée de 7 britanniques et indonésiens, ainsi que des hommes d'affaires ont franchi, vendredi, le post frontalier de Ras Jedir et se sont dirigés directement vers l'aéroport de Djerba-Zarzis.

Quelque 1701 libyens ont regagné aujourd'hui leur pays via le même point de passage, outre 1032 commerçants tunisiens.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=38064&Itemid=43

Manifestation à Zaghuan contre la participation d'anciens partisans du RCD dissous à la vie politique

ZAGHOUAN, 24 avr 2011 (TAP) - Une manifestation imposante a été organisée, dimanche, à l'avenue de l'indépendance, à Zaghuan, pour protester contre la participation d'anciens partisans du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) dissous à la vie politique.

Les protestataires ont exprimé leur mécontentement quant à la poursuite par des mouvements issus du RCD dissous de leurs activités politiques.

Ils ont, également, appelé à rompre catégoriquement avec les symboles et les vestiges du parti du RCD.

"Les partisans du RCD dissous provoquent les citoyens de la région qui aspirent à la liberté en organisant des réunions dans les cafés et les espaces publics", a souligné Ridha Belhaj, membre du comité de protection de la révolution à Zaghuan.

http://www.investir-en-tunisie.net/index.php?option=com_content&view=article&id=9819

Tunisie : panique à Dhehiba

Vendredi, 29 Avril 2011 15:20 By M.B Dépêche Actualité - Politique & Social

Les affrontements à la frontière tuniso-libyenne entre troupes du colonel Kadhafi et les combattants de l'opposition ont poussé les loyalistes à se réfugier dans le territoire tunisien. Les combats ont causé de la panique dans le centre ville de Dhehiba où 15 véhicules relevant de ces troupes ont investi les quartiers de la ville et ses environs, a constaté le correspondant de l'agence TAP.

Malgré les efforts déployés par l'armée nationale et la garde frontière pour arrêter les troupes de Kadhafi et confisquer leurs armes, des citoyens de Dhehiba et des Libyens réfugiés ont

lancé des pierres sur les véhicules des troupes de Kadhafi exprimant leur refus de les laisser entrer dans la ville.

Depuis les premières heures de la journée, l'armée nationale a poursuivi le ratissage de la ville à la recherche de membres des troupes de Kadhafi.

Des appels de détresse ont été lancés par les citoyens de la ville où plusieurs obus sont tombés, réclamant l'intensification de la présence des forces armées et de sécurité pour protéger la population.

Le point de passage frontalier tuniso-libyen de Dhehiba-Wezen connaît depuis jeudi soir des échanges de tirs nourris entre les opposants et les troupes de Kadhafi qui ont pris le contrôle du point de passage frontalier du côté libyen pendant environ quatre heures, avant d'être repris par les combattants de l'opposition.

Selon des sources militaires et de sécurité, les combats ont causé des dizaines de morts des deux côtés du conflit sur le sol libyen et une vingtaine de blessés dont douze ont été transférés à l'hôpital régional de Tataouine où deux d'entre eux ont subi une intervention chirurgicale tandis que les services médico-sanitaires de Dhehiba ont pris en charge les autres blessés.

Le correspondant de l'agence TAP a indiqué que les unités de l'armée nationale et de la garde frontière ont renforcé leur présence pour protéger les frontières nationales et ont saisi les armes des insurgés qui se sont réfugiés dans le territoire tunisien.

Malgré ces efforts, les affrontements ont provoqué une panique chez la population de Dhehiba et parmi les milliers de réfugiés libyens dans la région.

Par ailleurs, des milliers de familles libyennes ont continué à affluer vers la Tunisie au cours de la nuit de jeudi selon des sources concordantes ce qui a poussé le Haut commissariat pour les réfugiés à installer des tentes supplémentaires au camp de Remada où le risque d'aggravation de la situation humanitaire et sécuritaire est plus que jamais réel.

<http://www.businessnews.com.tn/Le-conflit-Libyo-libyen-atteint-le-territoire-Tunisien-!,520,24558,1>

Le conflit Libyo-libyen atteint le territoire Tunisien !

29/04/2011

L'invasion des forces loyales de Kadhafi sur le territoire national ce vendredi matin, 29 avril 2011, à la suite de violents combats avec les rebelles sur la zone frontalière tuniso-libyenne, a provoqué un état de panique général régnant sur la ville de Dhiba, où environ 15 véhicules des forces de Kadhafi ont envahi la ville et ses environs, selon le correspondant régional de la TAP.

Bien que les forces de l'armée Tunisienne, avec les gardes frontaliers ont fait face à ces milices et ont confisqué leurs armes, les habitants et les rebelles libyens ont jeté des pierres sur leurs véhicules en guise de protestation de leur incursion dans la ville.

Les forces de l'armée continuent depuis ce matin ses opérations de ratissage de la ville à la recherche des membres des forces de Kadhafi. De leur côté, les habitants de la région ont lancé des appels au secours après la tombée des obus des tirs des milices de Kadhafi sur leur ville, réclamant le renforcement de la présence militaire et des forces de sécurité afin de protéger les habitants.

Les affrontements entre les rebelles et les forces de Kadhafi dans les zones frontalières ont fait selon le correspondant de TAP, des dizaines de morts des deux clans sur le territoire Libyen et environ 20 blessés dont 12 ont été transférés à l'hôpital régional de Tataouine, les autres blessés ont été pris en charge par l'unité sanitaire de Dhiba.

Les forces armées ainsi que les forces de sécurité ont été renforcés, et ont confisqués les armes des milices à leur entrée sur le territoire Tunisien. Néanmoins, ces confrontations ont créé une ambiance de peur hors pair parmi les habitants de Dhiba et les réfugiés Libyens.

D.M

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/04/29/008-tunisie-manifestation-islamistes.shtml>

Mise à jour le vendredi 29 avril 2011 à 23 h 13

Manifestation d'islamistes dispersée à Tunis



Photo: AP/Hassene Dridi
Manifestation d'islamistes dispersée à Tunis

La police tunisienne a fait usage vendredi de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation d'islamistes au centre de Tunis, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place.

Plusieurs centaines de salafistes s'étaient rassemblés en début d'après-midi, après la prière du vendredi, sur l'avenue Bourguiba, principale artère de Tunis, pour protester contre des propos « offensants » tenus par un enseignant de Bizerte (nord) et un autre de Sousse (centre-est), a expliqué un étudiant barbu âgé de 27 ans.

« Nous sommes venus de Kasserine pour porter haut l'étendard du prophète Mahomet et réclamer une sanction contre quiconque lui porte atteinte », a déclaré un membre d'un groupe venu de cette région du centre-ouest. « Il y a des lignes rouges à ne pas franchir », a-t-il ajouté.

« Nous ne pardonnerons pas à ceux qui insultent le prophète », pouvait-on lire sur l'une des pancartes brandies par les manifestants, qui scandaient « Allahou Akbar [Dieu est grand, NDLR] » à l'aide de hauts parleurs.

Après plus de deux heures, les manifestants, la plupart en djellaba et barbus, ont tenté de braver les forces de l'ordre qui ont fait usage de bombes lacrymogènes pour les disperser et éviter l'affrontement.

Associated Press

http://www.tunisie-soir.com/index.php?format=html&Itemid=86&option=com_content&view=section&layout=blog&id=6&limitstart=515

Allocution du Président de la République par intérim à l'adresse du peuple tunisien à ...

TUNIS, 30 avr 2011 (TAP)- Le président de la République par intérim, M. Foued Mebazaa a indiqué que le peuple tunisien a confirmé à l'occasion de la glorieuse révolution du 14 janvier son attachement à la dignité qui ne peut avoir de sens sans une source de revenu garantissant une vie décente.

Il a affirmé que la célébration, demain dimanche, en Tunisie de la fête nationale du travail revêt cette année un caractère particulier, en ce sens qu'elle intervient en une période historique exceptionnelle que vit le pays à la suite de la révolution de la dignité et de la liberté.

Il a souligné, dans l'allocution qu'il a prononcé à l'adresse, samedi, au peuple tunisien, à l'occasion de cette fête, la détermination du gouvernement provisoire, en cette phase transitoire, de concentrer les efforts sur la préservation des postes d'emploi et à aider les entreprises à surmonter les retombées de la conjoncture actuelle et à reprendre leur rythme d'activité.

M. Mebazaa a également mis en relief la nécessité d'élaborer un programme exceptionnel d'emploi comprenant des mécanismes qui visent à octroyer aux chômeurs parmi les diplômés de l'enseignement supérieur des allocations et à leur offrir des opportunités de formation et de mise à niveau destinés à leur ouvrir de plus larges perspectives d'insertion dans le marché de l'emploi.

Après avoir rappelé les mesures annoncées dans le programme de réforme sociale arrêté par le gouvernement provisoire et destinées notamment à régulariser la situation de certaines catégories spécifiques de travailleurs, à renforcer tous les attributs d'un emploi décent et à supprimer le travail sous le régime de sous-traitance dans le secteur public, le président de la République par intérim a rappelé les efforts déployés en vue de résoudre le problème du chômage et à redresser le déséquilibre interrégional, outre la dynamisation de plusieurs secteurs économiques vitaux, tout en focalisant l'attention sur la stimulation du développement régional dans les zones dont il a souligné les besoins patents en matière d'équipements collectifs et d'infrastructure.

Il a ajouté que ce programme de réforme comprend également des mesures conjoncturelles qui tendent à soutenir les entreprises ayant subi des dégâts lors des incidents survenus dans le pays après la révolution, de manière à leur permettre de poursuivre leurs activités, de préserver leur pérennité et de sauvegarder les emplois.

Dans le souci d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens à revenu limité, M. Mebazaa a annoncé la majoration du salaire minimum garanti, dans les secteurs agricole et interprofessionnels ; ces majorations devant être délimitées après concertation avec les organisations professionnelles concernées.

Il a formé le souhait que ces différentes mesures puissent contribuer « à assainir le climat social et à ranimer le tissu économique tunisien », pour permettre, ce faisant, d'accélérer le rythme de croissance et de surmonter, de la meilleure manière, cette conjoncture délicate. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement provisoire de ne ménager aucun effort pour réactiver le circuit économique et associer toutes les catégories concernées à l'effort du développement de

façon à assurer la répartition équitable de ses dividendes et à garantir davantage d'opportunités d'emploi.

Sur un autre plan, le président de la République par intérim a évoqué les efforts consentis en vue de « remettre de l'ordre dans les affaires politiques », afin de préparer la transition démocratique saine du pouvoir, déclarant : « nous veillons à faire en sorte qu'elle se déroule dans un cadre consensuel national responsable ».

Il a relevé que la vie quotidienne reprend petit à petit et à degrés différents son rythme normal, dans un climat de confiance et de sérénité grâce aux efforts et aux sacrifices consentis par les unités de la sécurité intérieure, de la garde et de l'armée nationales, ainsi qu'à la faveur de la prise de conscience et de la cohésion qui ont caractérisé la majorité des tunisiens en cette période transitoire difficile.

M. Mebazaa a, par ailleurs, indiqué que les hommages unanimes rendus par les observateurs à la révolution tunisienne, désormais considérée comme modèle de transition démocratique et qui mérite d'être soutenue et préservée contre tous les dangers et convulsions, constitue pour l'ensemble des tunisiens "une source de fierté quant à cette révolution intervenue dans notre pays pour éliminer tout désespoir et tout sentiment de marginalisation et d'exclusion".

Le président de la République par intérim s'est repris, cependant, en relevant que ces hommages et ces éloges "commencent à se muer graduellement en appréhensions et peurs au vu de certains faux pas, actes d'anarchie et instabilité", à cause des sit-in, des grèves, de la paralysie de certains services publics et des manifestations de revendications, déclarant à leur sujet : "nous pouvons en comprendre certaines du point de vue de principe, mais nous ne pouvons en comprendre le déclenchement en cette date, encore moins les méthodes suivies".

Il a affirmé que de telles pratiques commencent à influencer négativement les intentions extérieures d'investissement en Tunisie, voir la survie de certains projets d'investissement dans notre pays ainsi que la relance du rythme normal de l'activité touristique, précisant que des centaines de milliers de familles tunisiennes vivent de ce secteur.

"Je confirme que ces peurs sont authentiques et qu'il faut les appréhender d'un point de vue responsable ; l'avenir de cette révolution conditionnant le devenir de nos générations futures et qu'il est du devoir de chaque tunisien aujourd'hui de le préserver", a-t-il ajouté.

M. Mebazaa a souligné qu'il est temps "de se remettre au travail avec tout le sérieux nécessaire et de s'attacher à préserver les potentialités de l'Etat à fournir au citoyen tous les services publics" qui figurent parmi ses droits fondamentaux.

Il a indiqué que le travail et la persévérance notamment aujourd'hui ne sont en aucune manière incompatibles avec la démocratie, faisant remarquer qu'il s'agit de deux voies "inséparables et complémentaires, dans la mesure où "la démocratie ne saurait coexister avec le désordre et l'irresponsabilité ».

Il a déclaré dans ce contexte : "je compte sur l'esprit de responsabilité qui anime toutes les organisations professionnelles ainsi que sur le sens qu'elles ont de la précarité de l'étape en cours et de l'impératif de préserver l'invulnérabilité et les équilibres de l'économie de notre pays, et d'adopter le dialogue et la concertation en tant que démarche pour parvenir à un consensus sur toutes les questions qui intéressent les différents partenaires de la production",

ce qui est de nature à contribuer au développement des entreprises économiques du pays et à améliorer leurs conditions de travail.

Le président de la République par intérim a, d'autre part, souligné la grande responsabilité qui incombe aux partenaires sociaux, tout particulièrement, en cette conjoncture délicate, en matière de réhabilitation du travail, en tant que valeur civilisationnelle et moyen idéal pour la consécration de la citoyenneté.

Il a exhorté tous les tunisiens à s'adonner au travail sérieux et constructif, et à redoubler d'effort pour développer la production et en améliorer la qualité, de manière à reprendre le rythme normal d'activité dans les divers secteurs et à répondre aux attentes légitimes de la jeunesse révolutionnaire, dans le cadre d'un modèle de développement qui prend appui sur le compter sur soi et prend en considération les besoins des régions défavorisées dans les domaines de l'investissement et de la création d'emplois.

M. Mebazaa a aussi souligné le rôle des médias nationaux, des partis politiques et de toutes les composantes de la société civile, en cette étape cruciale de l'Histoire de la Tunisie, en matière d'encadrement et de sensibilisation quant à l'intérêt premier de la patrie auquel tous les tunisiens doivent s'attacher, indiquant que : "tous les courants intellectuels et programmes électoraux doivent être au-dessus de tout calcul politique".

Il a relevé que la révolution commence aujourd'hui à connaître un tournant décisif qui nécessite une prise de position sérieuse de l'ensemble des fils et filles de la Tunisie qui placent l'intérêt de la patrie au-dessus de toutes autres considérations.

Le président de la république par intérim a, en outre, indiqué que le peuple tunisien a offert à cette chère patrie une révolution glorieuse qui représente une opportunité historique qui impose l'unité de l'objectif en dépit de la diversité des visions, commande d'unir les rangs malgré la présence de différends et exige la réconciliation nationale, la considérant comme étant une opportunité unique pour l'édification d'une société nouvelle "qui doit rompre avec les aspects négatifs du passé et ne pas commettre les mêmes erreurs, pour que l'Histoire ne se répète pas".

M. Mebazaa a, en conclusion, souligné que ce nouvel édifice sociétal doit se fonder sur une base consensuelle solide accueillant tous les tunisiens sans exception, une base qui rejette la rancœur et qui rapproche tous les enfants de la Tunisie.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=38585&Itemid=43

Arrestation de 125 évadés des prisons de Kasserine et de Gafsa (Intérieur)

TUNIS, 30 avr 2011 (TAP) - Des efforts conjoints déployés par les unités de la sécurité intérieure, de la garde nationale et de l'armée ont permis d'arrêter, jusqu'à samedi, 125 parmi les évadés des prisons de Kasserine et de Gafsa.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur diffusé, samedi, précise que ces efforts se poursuivent dans les différentes régions en vue d'arrêter le reste des détenus en fuite et de les renvoyer dans les établissements pénitentiaires d'où ils s'étaient évadés.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=38689&Itemid=43

Actes criminels: 1234 suspects arrêtés en 10 jours

TUNIS, 2 mai 2011 (TAP) - Les campagnes sécuritaires conjointes menées par les forces de sécurité intérieure, dans les différentes régions ont permis l'arrestation de 1234 auteurs d'actes criminels, au cours de la période du 23 avril au 2 mai 2011.

Selon un communiqué rendu public, lundi, le ministère de l'Intérieur ajoute que ces crimes sont, notamment, des vols par effraction dans des habitations ou des locaux commerciaux, des vols de voitures, des actes de violence et de pillage, ainsi que des meurtres avec préméditation, port d'arme sans autorisation, propos immoraux, jet de pierres, détention de fausse monnaie, consommation et trafic de drogue...

Parmi les individus arrêtés, 410 sont recherchés pour divers méfaits.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=38675&Itemid=43

Situation stable dans les prisons (Direction des établissements pénitentiaires)

TUNIS, 2 mai 2011 (TAP) - 200 prisonniers parmi ceux qui se sont évadés le week-end dernier des prisons de Kasserine et Gafsa ont regagné leurs cellules.

La Direction générale des établissements pénitentiaires et de rééducation a appelé les prisonniers en état de fuite à retourner en prison afin d'éviter que des sanctions pénales ne leur soient infligées.

La situation dans toutes les prisons tunisiennes est actuellement stable, indique une source auprès de la Direction générale des établissements pénitentiaires et de rééducation.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=38894&Itemid=43

Compromis sur l'art 15 du décret-loi relatif à l'élection de la Constituante

TUNIS, 4 mai 2011 (TAP)- L'art 15 du décret-loi relatif à l'élection de la Constituante a fait l'objet d'un compromis entre la Haute Instance pour la Réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique et le gouvernement provisoire, a annoncé, mercredi, Yadh Ben Achour, président de la haute instance.

Ce compromis a été trouvé suite à la rencontre, mardi, du premier ministre du gouvernement provisoire, Beji Caied Essebsi avec les membres du bureau de l'instance.

Lors de la réunion de la Haute instance, M. Ben Achour a indiqué que le premier ministre au gouvernement provisoire soumettra au conseil des ministres prévu, vendredi, un projet d'amendement de l'art 15 qui prévoit l'interdiction aux membres du gouvernement de se présenter aux élections de la Constituante, à l'exception de ceux qui n'ont pas adhéré au RCD sous l'ancien régime.

Seront également exclus ceux qui ont assumé des responsabilités au sein des structures du RCD et les personnes qui ont exhorté le président déchu à se porter candidat à l'élection

présidentielle 2014. deux listes nominatives seront établies à cet effet par décret présidentiel, sur proposition de la haute instance.

M. Ben Achour a précisé que ce compromis permettra au pays de sortir de sa crise politique et de trouver un terrain d'entente entre le gouvernement et la haute instance.

Les membres de la haute instance, sont appelés, a-t-il dit, à dépasser la logique de confrontation, dès lors qu'il s'agit d'une question stratégique qui engage l'avenir du pays. Il est de la responsabilité de la haute instance, a estimé M. Ben Achour, de dépasser tous les antagonismes et d'aller de l'avant en vue de l'organisation des élections à la date prévue du 24 juillet.

Des intervenants ont fait part de leurs doutes concernant cette proposition d'autant plus que la question de la période considéré pour délimiter la liste des responsables du RCD n'a pas été encore tranchée.

D'autres membres ont considéré que cette proposition offre une issue à la crise actuelle entre l'instance et le gouvernement provisoire, affirmant que l'établissement de la liste de ceux qui ont fait du tord au pays est une responsabilité qui revient à l'instance. M. Mohamed Goumani a estimé que le fait que le gouvernement semble accepter de réviser sa première position témoigne d'une interaction politique entre le gouvernement et la haute instance.

La plupart des intervenants, dont moncef Yaacoubi et Mokhtar Trifi, se sont interrogés sur les garanties offertes par le gouvernement pour montrer son engagement à adopter une liste nominative, proposée par l'instance, des personnes exclues des prochaines élections sans pour autant y intervenir.

Ils ont aussi demandé si le gouvernement était prêt à présenter les documents nécessaires permettant d'établir ces listes particulièrement après la dissolution du RCD.

M. Samir Taieb a appelé au calme afin de dépasser cette situation, entamer l'élection des membres de l'instance supérieure indépendante des élections et poursuivre l'examen des différents points inscrits à l'ordre du jour des travaux de l'instance afin de parachever le processus d'organisation des élections de la constituante à la date prévue . La haute instance tiendra demain jeudi après-midi une réunion à parti de 15H.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/05/04/zarzis-un-port-frontiere/>

ZARZIS, UN PORT-FRONTIÈRE

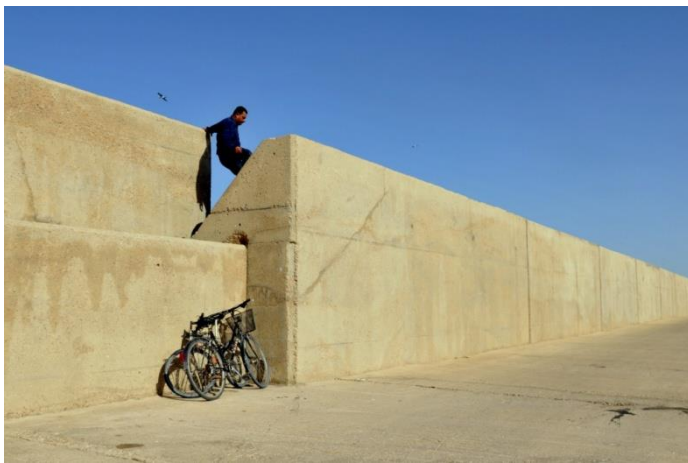
Publié le 04/05/2011 par Se trouver

Cet article parle de la situation en Tunisie depuis le gouvernorat de Médenine situé au sud-est du pays et limitrophe à la Libye. Vu d'Europe, on ne connaissait de celui-ci que l'île de Djerba et ses complexes hôteliers. Aujourd'hui, on le connaît davantage pour son point frontière, Ras jdir, pour ses camps de réfugiés comme celui de Choucha et pour Zarzis, point de départ des harragas pour Lampedusa.

Le gouvernorat est à l'image de ce qu'a été et de ce que continue à être la Tunisie depuis l'indépendance. Une côte principalement développée autour des zones touristiques et un arrière pays négligé dans tous les domaines économiques et sociaux.

Zarzis est pourtant un cas très particulier. Cette ville portuaire de 70000 habitants est involontairement devenue un point de fixation dans l'Histoire. Et là où les touristes se cachent derrière les murs de leurs hôtels, les tunisiens viennent ici, quant à eux, de toute la Tunisie emprunter une brèche dans le mur d'enceinte de la forteresse européenne.

En imposant une politique extrêmement restrictive en matière d'obtention de visa et ceci, alors que plus de quatre millions de touristes visitaient annuellement la Tunisie, l'Europe a enfermé les tunisiens dans leur propre pays. Elle a même fait de la mer un mur. Un mur comme une frontière que pourtant nulle carte ne signale.



Les murs finissent toujours par tomber. Ce n'est qu'une question de temps. Les murs peuvent être franchis. Ce n'est qu'une question de volonté. Il suffit de trouver des brèches. C'est aussi cela la force de l'Histoire.

Zarzis est peut-être une brèche comme tant d'autres dans l'Histoire.

Depuis les vacances de Pâques, les français sont de retour à l'aéroport de Djerba-Zarzis. L'Organisation Internationale pour les Migrations qui gère les rapatriements de réfugiés venant de Libye a même suspendu le temps d'un week-end ses vols pour éviter de plomber le moral des touristes et sabrer encore un peu plus une saison déjà annoncée comme catastrophique.



Le comité de protection de la révolution de Houmt-souk, sur l'île de Djerba, lui n'a ni attendu les touristes, ni l'OIM. Fin février, ce sont plus d'une dizaine de milliers de personnes qui fuient les combats dans l'ouest de la Libye et échouent là, dans le Gouvernorat de Médenine entre Ben Gardene, Zarzis et Djerba. L'état tunisien déploie ses troupes à la frontière mais ce sont bel et bien les tunisiens sans l'État qui ont dans un premier temps organisé le soutien matériel aux réfugiés. Les organisations internationales n'arriveront que plusieurs semaines après. Les appels à la mobilisation se font alors sur les radios du pays.



Des collectes en nature et en espèces se font à l'initiative des conseils ou comités locaux nés pendant la révolution. Celui de Houmt-souk s'est créé le 15 janvier, compte 22 personnes élus par plus de 200. Les initiatives se prennent à la base sans devoir en référer à une quelconque bureaucratie. Ici, on s'organise. Au tout début, les habitants de Houmt-souk hébergent sans distinction tous les réfugiés chez eux. Puis le croissant rouge, le Haut Commissariat aux Réfugiés et l'OIM commencent à prendre en charge les afflux ininterrompus de réfugiés. La croix-rouge italienne n'ouvrira un camp à Choucha qu'à la mi-avril.



Le comité local, lui, ne cesse pas pour autant de soutenir les réfugiés et opère depuis un box situé dans le hall de l'aéroport attenant à celui de la cellule de crise médicale, sociale et psychologique. On y stocke en partie de la nourriture et des boissons destinées à être distribuées aux réfugiés. Ces derniers attendent là parfois jusqu'à trois jours avant de s'envoler pour leur pays d'origine.



Noureddine Heni est membre du comité. Il a 26 ans et vient tous les jours à l'aéroport depuis février. Il ne repart que tard le soir. Il était au chômage avant la révolution et travaillait de temps à autre comme chauffeur-livreur. Noureddine pensait partir pour l'Europe avant la révolution mais maintenant il ne veut même plus y songer. Son propriétaire lui a même proposé qu'il cesse de payer son loyer depuis qu'il est là. Le comité sursoit à tous les besoins de ses membres et de leurs familles.



Ce jour là, 7 vols affrétés par l'OIM devaient ramener des réfugiés vers le Soudan, le Tchad et le Mali. Les quelques touristes majoritairement français procédaient à leur embarquement

comme si de rien n'était. Un peu mal à l'aise, traversant avec hésitation des groupes de réfugiés tout en évitant soigneusement de croiser leurs regards, déjà pressés d'oublier une brutale irruption du réel dans leur univers touristique artificiel parfumé au air-wick jasmin. Cuits au soleil comme des rôtis, adipeux et gras, ne sachant presque plus marcher et s'accrochant à leurs valises à roulettes comme à des béquilles, ils traînent avec eux le sinistre souvenir d'une Tunisie d'hôtel aseptisée.



Ils rentrent avec vélocité comme en manque de captivité vers leurs cages dorées après une semaine d'évasion.

Zarzis n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres de l'aéroport. Pourtant la plupart de ses habitants ne l'empruntent jamais. Et pour cause, les conditions d'obtention de visa pour les tunisiens sont des plus restrictives qui soient.

Pour rappel.

Les tunisiens doivent obligatoirement demander un visa et prendre rendez-vous avec le seul Consulat de France en Tunisie à 500 kilomètres de là. A Tunis. Ils doivent prendre rendez vous en utilisant un serveur vocal. Le dossier de demande de visa se compose d'un formulaire à retirer sur place. Celui-ci doit comporter plusieurs pièces justificatives relatifs aux motifs du séjour dans l'espace Schengen (ordre de mission, invitation professionnelle, événement familial), aux moyens de subsistance pendant le séjour (attestation de change, certificat de prise en charge), aux conditions d'hébergement en France (réservation d'hôtel, attestation d'hébergement), un certificat d'assurance rapatriement dont la validité doit couvrir la durée du visa demandé, des justificatifs de revenus (derniers bulletins de salaire, derniers relevés bancaires, justificatif de somme bloquée et convertible) et plus généralement tout document de nature à prouver l'intention de quitter l'espace Schengen à l'expiration du visa.

Des justificatifs spécifiques sont demandés pour les mineurs, notamment une autorisation parentale de sortie du territoire et un certificat de scolarité. Le dépôt d'une demande de visa entraîne le paiement de frais de dossier qui s'élèvent à 113,635 dinars pour les visas de court séjour dans l'espace Schengen (l'équivalent de 60 euros), 94,695 (environs 50 euros) dinars pour les visas d'études et 187,500 dinars (environs 100 euros) pour les visas de long séjour, en France uniquement.

Les tunisiens qui, après un ultime interrogatoire consulaire, auraient obtenu par miracle le précieux sésame ne sont pas forcément au bout de leur peine. A leur arrivée en France, ils doivent être en mesure de présenter tous les différents documents exigés lors de la demande

de visa à la Police des frontières. Ceux et celles qui seraient dans l'incapacité de présenter un de ces documents pourraient évidemment encore se voir refuser l'accès au territoire français.



Dans cette situation même les riches souffrent à demander des visas. La Tunisie accueillait avant la révolution plus de 4 millions de touristes par an. 5 pays d'Europe acceptent malgré tout les tunisiens sans visas. La Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Serbie. D'après Zyed médecin bac+12 qui a fait ses études aux Etats-Unis et au Liban et qui habite Tunis, il doit y avoir une erreur pour la Serbie puisque ceux qui arrivent là-bas sont automatiquement refoulés. « On est coincés ici, on ne peut pas partir en Europe légalement et quand je vois des touristes français qui ne sont parfois que plombiers ou livreurs me regarder de haut, j'enrage. Nous n'avons même pas le droit de faire du tourisme. On veut juste voir quelque chose de différent. Faire la même chose que vous, prendre un sac à dos et partir. Vous pouvez quand même comprendre qu'avec l'Algérie et la Libye à côté, on ait envie d'aller voir ailleurs. »

Alors qu'en Europe, les tour-opérateurs vendent du voyage sur le mode de l'évasion, ici il n'existe qu'une solution pour qui veut s'évader. Prendre la mer. Au péril de sa vie. Brûler la frontière. Devenir un harraga.

Rejoindre Zarzis, des milliers de dinars en poche et trouver les passeurs.



Dès le 27 décembre, les zarzissiens sont descendus dans la rue pour manifester contre le régime de Ben Ali. Le 12 janvier, 2 personnes sont tuées et 17 blessées par les balles des forces de l'ordre. Le lendemain le conseil populaire de la révolution est formé. Le siège du RCD est saccagé. Les deux commissariats sont également incendiés mais cette fois par les policiers eux-mêmes afin de ne laisser aucune trace des exactions passées. Précédant de peu Ben Ali et sa famille, les forces de police et de la garde nationale s'enfuient et quittent la ville.

Cette débandade en entrainera une autre, toute aussi improvisée. Zarzis libérée, profitant opportunément de l'absence des gardes-côtes, les premiers harragas partent le 17 janvier. Des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes prennent des bateaux. 14 joueurs du club de football de la ville, l'Espérance sportive de Zarzis, profitent de la brèche. Zacharia organise des mariages et travaillait avec son frère photographe jusqu'à ce que son frère de 23 ans parte début février. *« Il m'a appelé en pleine mer pour que je récupère son camion qu'il avait laissé sur le lieu d'embarquement. En fait, il travaillait avec les passeurs comme transporteur. Ce sont ceux qui déplacent les harragas d'un point à un autre jusqu'à la plage. Il m'a dit que le bateau n'était pas plein, qu'il était grand et qu'il faisait beau. Il a tenté sa chance et que si ça n'allait pas en France, il reviendrait cet été pour la saison des mariages. »* Un taxi, marié et père de trois enfants, qui avait amené des harragas au port est parti avec ces derniers laissant son taxi là. Certains ont embarqué au dernier moment gratuitement. D'après les estimations, ils seraient entre 4 à 6000 zarzissiens à être partis dans les semaines suivantes. La ville ne recense qu'un peu moins de 80000 habitants. Il y en aurait probablement beaucoup plus et l'été, avec le retour des émigrés de Zarzis, 150000.



« Tout le monde aime ou aimerait aller en Europe. Les gens partent là-bas pour avoir plus mais franchement on vit bien à Zarzis. » ajoute Zacharia. Avant la révolution les faux visas se vendaient aux alentours de 12000 Dinars (6000 euros). Des harragas partaient aussi de temps en temps.

Les départs de bateaux de cette première vague se comptaient parfois jusqu'au nombre de 5 à 6 par jour. A compter du 17 février, c'est une seconde vague de milliers de personnes venant cette fois de toute la Tunisie qui vient s'embarquer à Zarzis pour tenter de rejoindre Lampedusa.

Pour atteindre l'île italienne il y a plusieurs trajectoires différentes mais le trajet le plus direct compte 140 miles nautiques et demande 21 heures de traversée en moyenne, 17 pour les bateaux les plus rapides. Un passeur, quant à lui, mettait huit heures de plus par l'est afin d'éviter les patrouilles des gardes côtes tunisiens et les navires militaires italiens. Arrivé à

Lampedusa, il profita du billet de retour offert par les italiens en plus d'une petite somme allouée par l'UE dans le but d'investir. Il a ensuite acheté d'autres barques et continué de passer des harragas. Vendant aussi les coordonnées de son itinéraire 8000 Dinars (4000 euros) à d'autres passeurs. Un autre passeur de 32 ans qui avait déjà travaillé comme tel avant la révolution a été libéré le 15 janvier après huit mois de prison. Il a immédiatement recommencé le 17. Puis il y a peu, parti pêcher en mer, il fût arrêté par la garde nationale maritime à son retour au port. Suite à un malentendu avec son père qui avait entre temps déclaré le bateau volé. Une astuce nécessaire dont usent les passeurs pour ne pas s'exposer à de futures poursuites.



Adib, professeur d'allemand, rappelle qu' *« au début, c'était une impulsion mais en ce qui concerne cette deuxième vague, il ne s'agit plus que de profit et rien d'autre. L'idée était là, avant la révolution. Les passeurs ont profité du relâchement policier. Les départs se faisaient en plein jour. Toutes les transactions se faisaient sur les terrasses des cafés, dans la rue. »* Un départ se négociait alors autour de 2000 Dinars (1000 euros) puis 1000 lors de la deuxième vague pour atteindre actuellement 2500 Dinars.

Des gens de tout âge sont partis. Une femme de 72 ans a même embarqué faute de ne pouvoir obtenir de visa pour aller voir son fils vivant illégalement en Italie depuis dix ans. Des harragas sont même partis en convois de zodiacs. Un ami pêcheur d'Adib est parti complètement ivre réalisant beaucoup plus tard qu'il s'était embarqué pour Lampedusa. Dégouté par son séjour dans les camps siciliens il a fini par revenir et retrouver sa famille. Les pêcheurs vendaient leurs bateaux quand ils ne partaient pas avec, soit pour ne pas se les faire voler soit pour faire rapidement fortune. Pendant la première vague, les harragas négociaient directement avec les capitaines des bateaux, ensuite ce sont souvent des commerçants de la ville et des émigrés de retour au pays qui ont tout simplement investi leur capital dans ce nouveau business. A 70000 DNT (35000 euros) le prix de vente moyen d'un bateau débarrassé de tous ces équipements et pouvant embarquer de 70 à 120 personnes. Même en considérant la location d'un capitaine, le gasoil et autres frais, les profits étaient maximums. De l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de dinars de bénéfices pour une traversée. Et net d'impôts.

En attendant le départ, il faut trouver les harragas. Les échanger, les racheter à des intermédiaires pour emplir une barque puis les cacher dans des maisons, les nourrir pendant plusieurs jours pour ensuite les transporter en véhicule jusqu'aux barques qui les mèneront à leur tour aux bateaux mouillant à quelques centaines de mètres du rivage. Une quinzaine de personnes sont nécessaires à la conduite de ces opérations. Les équipes se forment et se déforment sans cesse au gré des besoins.

Le trafic prend un tel essor qu'il en bouleverse toute l'économie locale. La première vague, essentiellement constituée de zarzissiens, a engendré une pénurie de main d'œuvre dans tous les secteurs. La pêche est de loin le plus touché. Les bateaux se font aujourd'hui de plus en plus rares au port et quand les marins n'ont pas émigré eux-mêmes, les patrons les ont vendu liquidant ainsi leurs seuls moyens de revenus. Les prix du poisson ont depuis plus que doublé.



Chose jamais vue à Zarzis, des cafés ont dû fermer par manque de serveurs et surtout de clients. Les terrasses se sont vidées et le soir, les rues, jadis occupées par les jeunes à discuter, sont désertes.

Le secteur du bâtiment souffre aussi beaucoup et les ouvriers originaires pour la plupart des régions intérieures sont partis. Pourtant les chantiers ne manquent pas à Zarzis. De nouveaux complexes hôteliers s'édifient dans la zone touristique, des maisons se construisent ici et là comme sur la palmeraie située entre la plage et la ville. Une zone naturelle d'ailleurs sujette à spéculation depuis que les touristes européens sont revenus à Zarzis y faire construire leurs villas. Ceux-ci seraient au nombre de 700 à vivre ici à l'année. Adib les appelle « les revenants ».



Le secteur du tourisme, considérablement affaibli par les mois de février et mars, profite indirectement de la guerre civile libyenne voisine et de l'afflux de réfugiés qu'elle a engendré dans le gouvernorat de Médenine. Les hôtels de luxe n'ont évidemment pas accueilli ces réfugiés en leur sein mais plutôt le personnel de grandes organisations humanitaires comme le CICR, le HCR ou l'OIM. Épargnant à ces fonctionnaires de l'humanitaire de partager les rudes conditions de vie des réfugiés installés dans les camps situés entre Ras Jdir et Choucha à 80 kilomètres de là. Les harragas fournissent également et involontairement à ces hôtels cinq étoiles une clientèle toujours fidèle de journalistes venant pour les uns filmer pour les autres écrire sur ces vagues d'immigration illégale déferlant sur l'Europe. Augmentant encore

les profits des passeurs qui ne se gênent jamais pour leur faire payer au prix fort une traversée ou la moindre image. Le harraga est vendeur.

Les organisations humanitaires représentent actuellement à Zarzis une source d'emplois non négligeables mais évidemment précaires. Car principalement liés à l'encadrement des réfugiés fuyant la Libye. Ceci entraînant avec une hausse d'activité de la location automobile habituellement dépendante du tourisme. Les voitures de location assurent le transport de tous les personnels entre les hôtels, les camps et l'aéroport. Et les passeurs ont su tirer habilement parti de ces opportunités en y investissant leur capital. Tel un gérant de salon de coiffure de la ville qui reconverti dans le harraga s'est fait ensuite loueur d'une flotte de 6 véhicules neufs.

L'inquiétude pèse dans les conversations. Tous s'accordent à penser que ce trafic très lucratif cessera à court ou moyen terme. Liquidant malheureusement par là des économies plus durables comme celle de la pêche.

Les habitants de Zarzis sont désemparés par ce bouleversement économique et social. La plupart de ceux qui sont encore là veulent y rester pour construire « *une nouvelle Tunisie* » et n'envisagent aucunement de partir. Ils refusent toute forme de complicité avec « *ces profiteurs de la révolution qui se sont enrichis avec le commerce des harragas* » explique Ali Fellah, représentant de la coordination locale de l'Union des Diplômés Chômeurs. Ils les nomment « *les riches de guerre* ». La situation est toutefois complexe car ici personne ne peut ignorer ce que chacun fait et pense. Moez, un ancien officier de l'armée, résume assez justement la nature des rapports qui unit les zarzissiens. « *Même si je ne te connais pas, ce qui est sûr, c'est que je connais ton frère et si je ne connais pas ton frère non plus, je connais ton cousin ou ton beau-frère* ». Hormis ceux qui possèdent les capitaux pour organiser le trafic on trouve parmi les passeurs tous les profils. Chômeurs, employés, pêcheurs. Les départs impliquent en effet la participation occasionnelle ou plus régulière de nombreuses petites mains.



Le conseil populaire de la révolution, lui, interpelle fréquemment la délégation de Zarzis et le gouvernorat de Médenine multipliant pétitions, lettres, rendez-vous et manifestations afin qu'elles mettent un terme à l'insécurité générée par ce commerce. Sans succès. La garde nationale maritime est bien revenue mais reste aussi passive que l'armée. Le 11 avril, des passeurs sont même revenus récupérer un bateau saisi suite à une avarie moteur par les gardes nationaux et mis à quai ensuite. Retranchés dans leur poste situé sur le port, ils ont laissé les passeurs remettre le bateau à flot et pousser leur 4x4 dans le bassin.

Mais aujourd'hui les passeurs ont de plus en plus de peine à trouver de bons bateaux. Les meilleurs sont déjà tous partis pour Lampedusa où ils sont systématiquement détruits. Ceux qui partent sont maintenant les moins sûrs et plusieurs naufrages mortels se sont multipliés ces dernières semaines. Les harragas commencent aussi à manquer et sont de moins en moins à se porter candidat. Le trafic est sur le déclin.

Reste pourtant de sérieux doutes quant à la volonté des autorités de transition de le faire cesser.

A ce sujet, beaucoup pensent que les harragas constituent pour le gouvernement tunisien un atout majeur dans le cadre de ses négociations avec l'Union Européenne afin d'obtenir de nouveaux crédits et autres prêts. D'où l'inaction des forces de sécurité et qui serait aussi selon eux une façon de mettre le peuple au pied du mur. A l'obliger de choisir entre liberté et sécurité. Et en laissant partir des dizaines de milliers de harragas, l'Etat tunisien se débarrasse à peu de frais d'une jeunesse dont il ne sait finalement que faire.

Pour Zarzis, il s'agit désormais de savoir comment faire à partir de cette situation. Une chose est sûre, tous ici savent que les politiques européennes de restriction en matière de visa doivent radicalement changer. Il s'agit d'ouvrir les frontières et faire sauter ce verrou. Et lorsque l'on sait que la ville est jumelée avec la sinistre commune de Fresnes, il semble encore plus urgent d'en finir avec l'enfermement des tunisiens dans leur propre pays.

Pour cela, Adib souhaiterait créer une association d'entraide culturelle pour rapprocher le nord et le sud de la méditerranée. Des associations de ce type existent déjà à Zarzis comme l'Association de Développement Durable et de Coopération Internationale. Subventionnée par l'UE et ce dès l'époque de Ben Ali. Elle est connue ici depuis plusieurs années pour être une filière d'immigration illégale. Dirigée par un ex-RCDiste notoire, cette association envoyait encore il y a peu des classes d'élèves de 20 ans (!) qui pour la plupart ne rentraient pas de leur voyage d'études. Le tarif d'un aller simple pour l'Europe avec l'ADDCI est de 8000 dinars (4000 euros). Adib, lui, veut organiser des voyages pour les plus jeunes. Qu'ils puissent se faire au plus tôt une idée de ce qu'est l'Europe. Que ces jeunes de 12 à 16 ans réalisent que ce n'est pas le paradis que décrivent les émigrés de Zarzis de retour en été.

Étranges ambassadeurs que ces émigrés vivant en France et qui, revenus pour les vacances, se parent de tous les artifices comme signes extérieurs de richesse que l'on puisse déjà connaître. Affichant une réussite aussi insolente que mensongère. Grosses voitures de sport et 4x4, habits griffés et gros billets. Pas de doute ils vivent bien dans cette France bling-bling d'aujourd'hui. Opulente en apparence, misérable en consistance. Ce rapport trouble entre émigrés et ceux restés au pays atténue d'autant plus la lisibilité que l'on peut se faire de l'Europe surtout lorsque l'on ne la connaît qu'à travers la télévision. Et les chaînes satellitaires complètent en effet assez bien la promotion mensongère du « paradis » européen. Pour finir, peu de harragas se doutent de ce qui les attend en réalité là-bas.



On rencontre quelques harragas qui en sont revenus de cette Europe, dans tous les sens du terme et malgré ce qu'ils peuvent en dire son magnétisme reste plus puissant que tous les récits, aussi vrais soient-ils. Un zarzissien qui travaille actuellement pour l'OIM est parti trois fois en bateau en huit ans. Très lucide sur ce qu'est l'Europe, il ne manque pourtant jamais une occasion de rappeler à ses amis qui rêvent d'y aller ce qu'elle est en réalité. Mais l'expérience ne suffit pas, sa transmission encore moins et tant que chacun ne l'a pas éprouvé par lui-même. Les vérités ont rarement raison. Ici comme ailleurs.

Et si l'Europe demeure une perspective, elle ne constitue pas pour autant la seule ligne d'horizon pour ceux qui vivent et s'organisent à Zarzis.

La coordination locale de l'Union des Diplômés Chômeurs rassemble 450 personnes sur une ville qui compte probablement au moins 25% de chômeurs. « *Ceux qui ne sont pas qualifiés travaillent, ceux qui le sont ne travaillent pas* » signale Ali Fellah. C'est bien un des paradoxes engendrés par le régime de Ben Ali. Une génération entière de jeunes étudiants très qualifiés que l'on nomment les maitrisards, formés pour décorer la vitrine économique de la Tunisie. Malheureusement pour eux leurs formations n'étaient pas vraiment adéquates aux réalités économiques du pays et beaucoup sont depuis des années au chômage. Les plus jeunes qui ont vu leurs grands frères et leurs grandes sœurs diplômés mais sans emploi ont fini par se désintéresser des études. Pourquoi en faire si c'est pour finir chômeur. Et si c'est pour finir chômeur ici pourquoi ne pas tenter sa chance en Europe. Ce système pervers a engendré un mythe. Celui de la réussite universitaire. De leurs diplômes, ils attendaient un poste, un emploi et donc des revenus pour pouvoir se marier. Étape quasi obligée pour fonder une famille.

La coordination locale de l'UDC a été créée il y a plus de deux mois et rassemble des licenciés, des maitrisards, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés ou non. Tous au chômage.



Ils tentent dans l'immédiat de trouver des solutions d'embauche auprès des entreprises locales et notamment celles de la zone franche du port. Ils démarchent la délégation, équivalant à une sous-préfecture française, afin de l'obliger à se pencher sur le problème du chômage à Zarzis. Le gouvernement de transition de Béji Caïd Essebsi, ce vieux renard bourguibien, a su comment désamorcer avec une rare ruse ces situations explosives en nommant dans tous les pays, aux postes de délégués, les contestataires les plus remarqués dans ces mouvements de chômeurs. Un ancien maitrisard de Ghafsa, depuis 16 ans au chômage, a d'ailleurs été récemment nommé à la délégation de Zarzis.

L'UDC a investi ses locaux dans ceux de l'ex-RCD réquisitionnés avec le concours du comité populaire. Avant la révolution, ils passaient tous les jours devant en se disant qu'ils le prendraient et aujourd'hui c'est chose faite. Ils s'y réunissent presque quotidiennement.

<http://www.tunisie-soir.com/index.php>

14 obus de mortier tombés dans le territoire tunisien après la reprise des affrontements entre ...



TATAOUINE, 5 mai 2011 (TAP) - Quatorze obus de mortier sont tombés, jeudi, à l'intérieur du territoire tunisien, à la suite de la reprise des bombardements anarchiques opérés par les brigades pro-Kadafi contre les insurgés, positionnés dans le point de passage frontalier Wazen-Dhiba, en vue de les pousser à se retirer de ce poste névralgique, a indiqué une source sécuritaire de haut niveau au correspondant de l'Agence TAP.

La même source a précisé que ces obus de mortier sont tombés 500 mètres à l'intérieur du territoire tunisien entre les localités de "Martaba" et "Afina", situées à environ 6 km au Sud de la ville de Dhiba, et que l'un des obus a failli toucher un réservoir d'eau potable approvisionnant cette ville.

<http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5i3j6M2Oy-P-ZvGUuf2QIZcqa1vig?docId=6766602>

Une manifestation réprimée à Tunis

De The Associated Press – (5 mai)

TUNISIA, Tunisia — La police a dispersé sans ménagement une manifestation hostile au gouvernement jeudi après-midi à Tunis, procédant dans la foulée à de nombreuses interpellations, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Plusieurs centaines de jeunes s'étaient rassemblés sur l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale, exigeant que soient jugés les "symboles de la corruption".

"On n'a rien vu depuis le déclenchement de la révolution. Bien plus, le pays va en arrière", a lancé Mohamed Naceur Soussi, un chômeur de 25 ans.

"On se fout de nous. Aucun parti n'a demandé de tels jugements", a déploré de son côté Aymen Ben Salem, un autre homme de 25 ans, au chômage technique.

Après plus d'une heure, les manifestants ont été chargés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes.

Un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi a été violemment pris à partie par des policiers qui l'ont conduit à un poste de sécurité proche, avant de le relâcher dans un état lamentable.

Cette manifestation intervenait au lendemain de déclarations l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi qui ont provoqué de nombreuses réactions sur Internet. L'ex-responsable de la sécurité dit avoir été démis de ses fonctions par le Premier ministre Béji Caïd Essebsi, qu'il traite au passage de "menteur".

Farhat Rajhi affirme que le général Rachid Ammar a été récemment promu chef d'Etat-major des trois armées afin que l'armée prenne le pouvoir au cas où les islamistes gagnaient les élections du 24 juillet prochain ou en cas d'échec du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir sous Ben Ali).

Dans une déclaration à l'agence officielle TAP, le responsable de la communication du gouvernement transitoire Moez Sinaoui a fait part de son "étonnement" face à des "déclarations d'une telle gravité".

Il a accusé l'ancien ministre de l'Intérieur de propager "des informations infondées de nature à semer le doute et de porter atteinte à l'ordre public". Il a déploré que soit mise en cause "l'intégrité de l'institution militaire qui bénéficie d'un consensus national" pour le rôle positif qu'elle a joué pendant "la révolution du jasmin". AP

xbb/cb

<http://www.maghrebemergent.info/actualite/fil-maghreb/3203-tunisie-58-prisonniers-sevadent-de-la-prison-de-sfax.html>

Jeudi, 05 Mai 2011 13:23

Tunisie - 58 prisonniers s'évadent de la prison de Sfax

Cinquante huit détenus se sont évadés entre la nuit de mercredi à jeudi de la prison civile de Sfax après avoir mis à feu deux cellules.

L'incident n'a pas causé de dégâts humains, mais crée beaucoup de désordre dans l'établissement, a affirmé une source auprès des autorités régionales de Sfax, contactée par le correspondant de la TAP.

L'incendie s'est déclenché vers 23 H 15. Les feux ont été aussitôt maîtrisés par les unités de la protection civile. L'armée a rejoint les forces de sécurité pour rétablir l'ordre dans la prison.

Un témoin oculaire a indiqué à radio Sfax que les évadés auraient bénéficié d'une aide extérieure. Une voiture sans plaque d'immatriculation a été repérée aux alentours de la prison avec à son bord, plusieurs personnes munies d'armes blanches et de barres de fer a-t-il ajouté.

(TAP)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/05/05/97001-20110505FILWWW00568-tunisieprison-de-sfaxevasion-de-detenus.php>

Tunisie/prison: évasion de détenus

AFP

05/05/2011 | Mise à jour : 14:51 Réactions (18)

Cinquante-huit détenus se sont évadés de la prison de Sfax dans le sud de la Tunisie après avoir mis le feu à deux cellules de leur établissement carcéral, a annoncé aujourd'hui l'agence officielle TAP. L'évasion a eu lieu dans la nuit d'hier à aujourd'hui et l'incendie n'a pas fait de victimes, selon la TAP.

D'autres évasions ou tentatives d'évasion, précédées par des incendies, ont récemment eu lieu dans trois autres prisons, à Kairouan et Kasserine (centre-ouest) et Gafsa (sud-est). Deux détenus ont trouvé la mort le 1er mai dans l'incendie de la prison El-Houareb à Kairouan d'où aucun prisonnier n'a réussi à s'évader mais des centaines de détenus se sont évadés le 28 avril des prisons de Gafsa et Kasserine. Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, quelque 125 fugitifs des prisons de Kasserine et de Gafsa ont été arrêtés.

Des évasions massives s'étaient déroulées au cours du mois du soulèvement populaire qui a provoqué le 14 janvier la chute du régime du président Zine El Abidine Ben Ali après 23 ans de pouvoir. Fin janvier, le ministre de la Justice avait appelé ces détenus, estimés à 9.500 détenus, à retourner en prison.

http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5jXJrhW7xYtAY66MCxyrxd0i_vDow?docId=6764477

Tunisie: nouvelles évasions d'une prison dans le Sud

De The Associated Press – Il y a 2 jours (5 mai)

TUNISIA, Tunisia — Cinquante-huit détenus se sont évadés dans la nuit de mercredi à jeudi de la prison civile de Sfax, principale ville du Sud tunisien, à la faveur d'un incendie qu'il ont provoqué dans deux cellules de l'établissement carcéral, a rapporté jeudi l'agence de presse officielle TAP.

Les pensionnaires auraient bénéficié d'une complicité de l'extérieur, selon un témoin oculaire cité par l'agence. Une voiture sans plaques d'immatriculation a été repérée aux alentours de la prison avec à son bord plusieurs personnes munies d'armes blanches et de barres de fer, a noté le témoin.

L'incendie a été maîtrisé par des unités de la protection civile, alors que l'armée a dû intervenir aux côtés des forces de sécurité pour rétablir l'ordre dans la prison.

La semaine dernière, plus de 800 détenus s'étaient évadés des prisons de Kasserine et Gafsa, deux villes du Centre-ouest, et 135 seulement ont été récupérés, selon le ministère de l'Intérieur.

Le phénomène des évasions des prisonniers avait commencé à la mi-janvier lors des troubles qui ont suivi la chute du régime Ben Ali. Le ministre la Justice a recensé quelque 11.000 évasions.

Des opérations de ratissage menées conjointement par les forces de l'ordre et l'armée ont permis d'arrêter par vagues successives quelques milliers d'évadés, et près de 2.000 ont réintégré de leur propre chef les pénitenciers, selon la TAP. AP

xbb/st

<http://www.tunisieup.com/actualite/galerie/declaration-farhat-rajhi-lache-une-bombe-sur-la-tunisie/>

Déclaration : Farhat Rajhi lache une bombe sur la Tunisie [LES VIDEOS]

Published by Tunisie Up on 5 mai 2011 |



C'est une vraie bombe qui a été lâchée hier tard dans la soirée sur les réseaux sociaux, une vidéo qui semble avoir été filmée à son insu, dans laquelle l'ex ministre de l'Intérieur M. Farhat Rajhi, fait des révélations très dangereuses discréditant le premier ministre et impliquant d'autres personnalités qui seraient en train de manipuler et de tirer les ficelles dans l'ombre.

Nos confrères d'Express FM ont contacté M. Rajhi dans la nuit, ce dernier a confirmé toutes ses déclarations filmées.

<http://www.come4news.com/tunisie-le-gouvernement-de-transition-dans-l-embarras-981813>

Tunisie : le processus démocratique menacé (Partie 1)

05 May 2011

Sincèrement je ne sais pas comment introduire cet article. Vous rappeler que tous les observateurs à la fois locaux et internationaux se sont déjà félicité du calme relatif qui règne avant cette élection de l'assemblée constituante du 24 juillet ou bien vous parler de la confiance accordée par le peuple au gouvernement de transition et principalement au premier ministre Beji Caid Essebsi ?

Au moment où je vous parle maintenant personne, je dis bien personne ne sait comment va réagir la population tunisienne face aux révélations, une véritable bombe atomique, que vient de lâcher l'ancien ministre de l'intérieur Farhat Rajhi. Tout le monde y passe du premier ministre au général Rachid Ammar le héros qui a refusé de tirer sur la population lors de la

révolution des Jasmins. Fait inédit, le premier ministre, qui a notamment su redonner l'espoir à la population, y est traité de menteur dans la vidéo de 20 minutes d'une interview par un blogueur tunisien e Farhat Rajhi publiée sur facebook. Le titre de la vidéo est même révélateur, étant donné qu'elle s'intitule en arabe « scandali » qui veut dire scandale.

Ce sont donc des sujets au cœur même de la sécurité du pays qui sont évoqués. Allant du régionalisme en passant par l'armée, de la sécurité intérieure et notamment le gouvernement, il n'a rien laissé au hasard. Cette vidéo, qui s'est propagée comme une trainée de poudre, est maintenant l'objet des conversations de toute la blogosphère tunisienne si ce n'est de la Tunisie entière.

L'ancien ministre de l'intérieur revient sur sa « prétendue démission » accusant le premier ministre d'avoir menti, apportant alors des éclaircissements sur son éviction du gouvernement. C'est un véritable règlement de comptes même si compte tenu de la situation actuelle du pays et de certains événements, on accorderait quelques crédits à certains de ses dires. M Rajhi, plus communément appelé « Monsieur Propre » pour son franc parlé et ses discours sans détours, affirme qu'il était devenu un peu gênant et ses recommandations, et notamment les nominations des gouverneurs, n'étaient pas respectées et suivies par le gouvernement de transition, qui se bornait à remettre en selle les vieux caciques du RCD.

Des manifestations en perspectives.

Vérités ou attaques diffamatoires, l'on craint aujourd'hui de revoir l'énorme masse de la population manifestant sur toute l'allée de l'Avenue Bourguiba. Des combines se trameraient à la barbe du peuple au vu des prochaines échéances du 24 juillet. Il dénonce dans cette vidéo la main mise des « sahétiens » sur le pouvoir et ce depuis 1956. L'information, la plus capitale et la plus grave de tous, est la préparation d'un putsch par le Général Rachid Ammar pour prendre les rênes du pouvoir. Il avait même avancé que ce général Ammar aurait rencontré Ben Ali lors de sa visite au Qatar.

Et tout ceci ne va pas, cela va sans dire, laisser le peuple de marbre. C'est tout naturellement qu'on pense voir descendre dans la rue dans les prochains jours les dignes fils de la nation, ceux qui ont souffert, ont subi l'injustice de Ben Ali, pour dire à ces politicards sans vergogne qu'ils ne se laisseront jamais voler leur révolution.

Les tunisiens ne s'attendaient sûrement pas à se réveiller avec ce coup de massue sur leur tête. Et les réactions des principaux concernés ne se font pas attendre. On pourrait se demander quelle mouche a bien pu piquer Rahji et pourquoi maintenant, pourquoi hier ? S'il dit le faire parce qu'il se trouve moralement dans l'obligation de dénoncer ces agissements et ces pratiques, mesure-t-il simplement la portée des ces révélations et les conséquences désastreuses qu'elles vont causer.

Ces révélations graves, si elles sont avérées, montrent qu'il y a lieu de rappeler que rien finalement n'a changé politiquement et les martyrs de la révolution sont morts pour rien. C'est une épuration qu'il nous faudrait maintenant et espérons que ceci se passera par le billet des élections démocratiques du 24 juillet et non par des scènes de chaos et de chasse aux sorcières.

Tunisie : le processus démocratique menacé (Partie 2)

05 May 2011

Sans vouloir trop dramatiser les choses et abreuver C4N de nouvelles qui ne sont peut être d'aucune importance pour certains, cet article s'inscrit dans une série d'articles que je compte poster dans les prochains jours pour vous faire part de la situation grave que s'apprête encore à vivre la Tunisie. Et pour cause une vidéo facebook de l'interview de Farhat Rajhi l'ancien ministre de l'intérieur (cf <http://www.come4news.com/tunisie-le-gouvernement-de-transition-dans-l-embarras-981813>).

Mr. Farhat Rajhi, ancien premier ministre de l'intérieur

Le grand perdant de cette sordide affaire est et sera bien évidemment la Tunisie. Au moment où le pays s'apprête à refermer les plaies et panser les blessures post révolutionnaires, ces révélations viennent fragiliser le processus démocratique entrepris au point où l'on commence à se poser la question de savoir si les élections de l'assemblée constituante du 24 juillet prochain pourront se tenir. Avait-on besoin de cela à deux mois de ces élections ? Connu pour son franc parlé et ses discours sans langue de bois, Mr propre comme on aime l'appeler a perdu une bonne occasion de se taire. Car la Tunisie aurait bien pu se passer de ces révélations. En même temps on ne peut pas le fustiger pour ce qu'il dit de ses propres mots être un devoir envers la population qui doit savoir ce qui se passe actuellement et ce que manigancent ceux qui dirigent les affaires de la nation. Celui qui avait été mis à la porte en Mars dernier, qui aurait démissionné officiellement, revient donc pour régler ses comptes

Un coup d'Etat en cas de victoire des islamistes.

Le parti islamiste est à la fois le mieux organisé et le plus connu de la population tunisienne. Bénéficiant de la sympathie des habitants du sud, pauvres et plus conservateurs et même d'une frange d'exclus de la population du Nord, on ne serait donc pas surpris de le voir remporter les élections avec même une victoire éclatante.

C'est à quoi s'opposeront donc, si c'est le cas, les caciques de l'ancien selon les dires de Farhat Rajhi. Il a en effet déclaré que : « Si Ennahda prend le pouvoir, il y aura un coup d'Etat. Les Sahéliens (à comprendre les gens proches des régions de Sousse fief de l'ex dictateur Ben Ali) ne sont pas disposés à céder le pouvoir et si les élections ne vont pas dans leur sens, il y aura un coup d'Etat. C'est donc de la légalité de ce processus démocratique même qu'il s'agit. Donc soit on avance selon les volontés de certains soit on doit subir les foudres de l'armée. C'est à croire que Ben Ali n'était qu'un enfant de Cœur.

A l'école nationale d'ingénieur de Tunis, lié au campus El Mannar, les élèves ingénieurs sont divisés. Certains préfèrent se concentrer sur ce mois de mai afin de finir au plus vite et au plus mieux les examens de fin d'année. D'autres par contre commencent déjà à appeler à des grèves et incitent même déjà les élèves à cesser les cours, car disent-ils, l'heure est grave. La célèbre citation de Benjamin Franklin : « Ceux qui peuvent renoncer à la liberté essentielle pour obtenir une peu de sûreté provisoire ne méritent ni la liberté ni la sûreté » qui avait fait le beau jour de la révolution du 14 janvier commence à encore à être placarder.

Des manifestations à Tunis, Sfax et à Kairouan

Comme je l'avais prédit dans mon précédent article, les manifestations se font ressentir dans les principales villes de Tunis. Les démentis et les condamnations de ces propos par le gouvernement n'auront donc servi à rien. Le centre de Tunis a connu une importante manifestation vers 17h. Des centaines de manifestants réclamaient entre autres le départ du premier ministre Béji Caïd Essebsi et dénonçaient notamment le général Rachid Ammar. Les mêmes scènes sont observées à Sfax et à Kairouan la ville la plus islamique de la Tunisie. C'est sans surprise donc que les gens sont sortis dans la rue dans ces villes pour à la fois soutenir Rajhi mais aussi exiger le départ de l'actuel gouvernement.

Je n'ai pas été personnellement présent lors de cette manifestation à l'avenue Habib Bourguiba. Mais selon une dépêche de l'AFP, "Tout le peuple est avec Rajhi, c'est quelqu'un de courageux et d'honnête", avait déclaré un jeune en brandissant le drapeau tunisien tandis que d'autres manifestants appelaient "le peuple à se révolter contre la dictature".

Des ambitions présidentielles ?

La réponse à la question de savoir pourquoi ces révélations, a partiellement été donnée par Mr Rajhi en personne. Il a répondu, qu'il se présenterait bien à l'élection présidentielle si le peuple le plébiscitait, aux journalistes qui ont voulu savoir s'il avait des ambitions présidentielles. Donc ces déclarations n'étaient pas vraiment anodines. Et si elles s'inscrivaient dans la recherche de ce soutien populaire ? L'ancien ministre de l'intérieur est toutefois revenu sur ces déclarations lors d'un entretien accordé à Hanibaal TV. Il a déclaré avoir été piégé par les journalistes et qu'il s'agissait plus d'un papotage qu'une réelle interview. Quoi qu'il en soit, le Mal est fait et rien n'est sur que ceci puisse calmer la population qui est plus que jamais en colère.

<http://www.businessnews.com.tn/Farhat-Rajhi-revient-sur-ses-d%C3%A9clarations-et-dit--j%E2%80%99ai-%C3%A9t%C3%A9-pi%C3%A9g%C3%A9-par-les-journalistes-!-,520,24660,1>

Farhat Rajhi revient sur ses déclarations et dit : j'ai été piégé par les journalistes !

05/05/2011

Dans une interview accordée à Hannibal TV, jeudi 5 mai 2011 à 20h20, Farhat Rajhi, l'ancien ministre de l'Intérieur, revient quasi totalement sur ses déclarations aux journalistes à qui il a accordé une interview pour dire qu'il ne s'agissait pas d'interview réellement, mais d'un papotage avec les journalistes.

Il déclare qu'il ne voulait pas porter atteinte à quiconque, ni s'attaquer aux forces de police ou l'armée. Selon lui, les journalistes l'ont piégé. Il met carrément leur parole en doute et présente une preuve : l'interview a été donnée, à l'entendre, hier mercredi, et non lundi comme l'ont déclaré les deux jeunes journalistes qui l'ont interviewé.

Concernant le coup d'Etat qui se prépare, selon ses déclarations, M. Rajhi a déclaré qu'il ne s'agissait que de supputations qu'il a formulées en l'air ! Encore une fois, il revient pour accuser les journalistes puisqu'il ne savait pas, à l'entendre, que l'interview allait être diffusée.

A propos du gouvernement de l'ombre, pareil ! M. Rajhi déclare que c'étaient des paroles en l'air et qu'il a entendu ça à la télévision.

S'il est vrai que les deux journalistes que M. Rajhi accuse d'avoir été derrière cette escalade, sont deux stagiaires exerçant dans un journal électronique peu connu, il ne s'explique pas sur

ses déclarations accordées à Express FM à deux reprises entre hier et aujourd'hui. Dans ces deux déclarations à Express FM, il a confirmé ses propos aux deux jeunes journalistes « débutants ». Et il ne faisait pas face, dans cette radio, à une débutante habituée à colporter des rumeurs ou véhiculer de l'intox, mais à des journalistes professionnels et sérieux. Dans ses déclarations à Express FM, il avait bien souligné qu'il avait d'autres révélations qu'il va dévoiler sous 48 heures ! Il a cependant zappé la question et s'est dérobé quand les journalistes l'ont « secoué » en lui demandant de présenter les preuves de ses déclarations.

Hannibal TV a, par la suite, invité Moez Sinaoui qui a écouté le « rétropédalage » de Farhat Rajhi. Il lui a demandé de présenter explicitement, et sans ambiguïté, des excuses aux Sahéliens, au Premier ministre, aux pays frères et à tous ceux accusés par Farhat Rajhi dans son papotage ! Un papotage qui prouve la légèreté totale dont il a fait preuve et qui ont fait secouer violemment tout le pays.

N.B.

http://www.romandie.com/news/n/_Violente_dispersion_d_une_manifestation_anti_gouvernementale_a_Tunis060520111505.asp

Violente dispersion d'une manifestation anti-gouvernementale à Tunis

TUNIS - Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé vendredi environ 200 manifestants dans le coeur de Tunis qui réclamaient la démission du gouvernement transitoire et une nouvelle révolution, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les manifestants qui scandaient depuis une vingtaine de minutes des slogans comme dégage et le gouvernement de transition travaille toujours pour (le président déchu) Ben Ali ont fait face à un cordon de policiers déterminés à les empêcher de progresser en direction du ministère de l'Intérieur sur l'avenue Habib Bourguiba.

Puis soudain, les forces de l'ordre ont chargé les manifestants en tirant massivement des gaz lacrymogènes, créant un mouvement de panique parmi les manifestants, majoritairement des jeunes, et les piétons qui se sont lancés dans une course effrénée pour se mettre à l'abri pendant que les magasins baissaient leur rideau de fer.

Les policiers, dont la majorité étaient cagoulés, sillonnaient l'avenue Bourguiba à bord de moto, d'autres avec des chiens, à pied, et même un blindé léger circulait également sur l'avenue.

Il n'a pas été possible dans l'immédiat de connaître le nombre des blessés.

Un photographe de l'Agence France-Presse (AFP), Fathi Belaid, a été agressé par des forces de l'ordre.

J'ai été agressé par 4 policiers dans l'escalier du journal La Presse. Ils m'ont pris 2 appareils photo et un ordinateur portable et m'ont frappé sur la tête avec des barres de fer, a-t-il dit.

Les forces de l'ordre ont ensuite procédé à des interpellations violentes, notamment en frappant à coup de pied et de matraque des manifestants, dont certains étaient à terre. Le nombre des personnes interpellées n'a pas été communiqué.

Juste avant la manifestation, l'ancien ministre tunisien de l'Intérieur Farhat Rajhi, qui avait suscité un vif émoi la veille en dénonçant la préparation d'un coup d'Etat militaire, avait lancé un appel au calme.

Des internautes mobilisés sur Facebook avaient appelé à la tenue d'une manifestation de soutien à M. Rajhi vendredi en fin de matinée sur l'avenue Bourguiba, où un important dispositif policier s'était déjà mis en place en fin de matinée.

Environ 300 manifestants pro-Rajhi avaient été dispersés jeudi par la police jeudi sur cette artère située dans le coeur de la capitale, où les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes et procédé à des arrestations parfois très musclées.

(©AFP / 06 mai 2011 15h20)

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=40504:&catid=52:general

Marches pacifiques à Sfax et à Sidi Bouzid après les déclarations de Rajhi

SIDI BOUZID, 6 mai 2011 (TAP)- Suite aux déclarations faites par M. Farhat Rajhi, ancien ministre de l'Intérieur et président actuel du Comité supérieur des Droits de l'Homme, des manifestations pacifiques ont eu lieu à Sfax et à Sidi Bouzid.

La manifestation pacifique de Sidi Bouzid a dégénéré en des affrontements entre manifestants et unités de la sécurité intérieure et de l'armée nationale, qui ont procédé à des tirs de sommation pour les disperser.

Une source sécuritaire a indiqué au correspondant de l'Agence TAP dans la région, que des unités de l'armée ont empêché certains groupes de jeunes de s'attaquer à des directions régionales.

Il est à préciser que plusieurs délégations de Sidi Bouzid ont connu, vendredi, d'innombrables manifestations pacifiques.

Pour ce qui est de la ville de Sfax, des manifestants ont scandé des slogans dénonçant, notamment "le gouvernement provisoire" et "les tentatives de contourner la révolution".

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=40499:&catid=52:general

Décision de prolonger la durée du couvre-feu dans la ville de Mélaoui

GAFSA, 6 mai 2011 (TAP)- Il a été décidé, vendredi, après-midi, de prolonger la durée du couvre-feu décrété dans la ville de Mélaoui (Gouvernorat de Gafsa).

La durée du couvre-feu s'étendra désormais de 19H00 à 05H00 au lieu de 20H00 à 05H00, selon un communiqué du gouverneur de la région, M. Taoufik Khalfallah.

Cette décision, précise le communiqué, intervient après la détérioration de la situation sécuritaire survenue, jeudi soir, dans la ville, sur fond d'actes de trouble et de violence qui ont lieu entre des groupes parmi les habitants.

Une source militaire a affirmé à l'agence TAP que des affrontements par jet de pierres sont survenus entre des groupes parmi les habitants de la ville, dont certains ont procédé à des tirs de fusils de chasse.

Un témoin oculaire a indiqué que des affrontements au moyen de bâtons, de pierres et d'engins incendiaires ont eu lieu entre des citoyens de la région. Des forces de l'armée nationale et de la police ont été déployées afin de mettre fin à ces affrontements.

Des initiatives ont été, également, lancées par certains habitants de la ville afin de réclamer l'accalmie et de prévenir les actes pouvant attiser la haine et provoquer des rivalités tribales.

Il convient de rappeler que la ville de Mévlaoui a été, au cours du mois de mars dernier, la scène de violents affrontements entre des groupes parmi les habitants de la région, qui avaient fait deux morts et plusieurs blessés.

<http://www.985fm.ca/international/nouvelles/une-manifestation-anti-gouvernementale-est-reprime-74555.html>

Une manifestation anti-gouvernementale est réprimée par la police à Tunis

Publié par Associated Press le vendredi 06 mai 2011 à 15h25.



Hassene Dridi / The Associated Press

TUNIS, Tunisie - La police tunisienne a de nouveau fait usage vendredi de matraques et de bombes lacrymogène pour réprimer une manifestation anti-gouvernementale à Tunis organisée via le réseau social Facebook, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Comme une autre manifestation la veille, elle a été organisée suite aux déclarations de l'ancien ministre de l'intérieur Farhat Rajhi, qui a provoqué de vives réactions dans les médias et les milieux politiques en brandissant la menace d'un «coup d'État militaire» notamment en cas de victoire des islamistes lors des élections prévues le 24 juillet prochain.

Rassemblés sur l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale, quelques centaines de jeunes ont scandé des slogans hostiles au gouvernement et appelé à «une deuxième

révolution», après celle qui a fait chuter le régime du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier dernier.

Après environ une heure, les policiers ont chargé les manifestants pour les empêcher d'avancer vers le ministère de l'Intérieur. La foule a été dispersée à coups de gaz lacrymogène et de matraques.

Pourchassant les manifestants qui fuyaient dans les rues proches, les policiers ont frappé sans ménagement manifestants, journalistes et photographes en procédant à de nombreuses interpellations.

Trois journalistes — Mohamed Hammi de l'agence EPA, Zoubeir Souissi de Reuters et Fethi Bélaïd de l'AFP — ont été tabassés dans le hall du journal «La Presse», et leur matériel a été confisqué. La veille, un photographe de l'Associated Press, Hassène Dridi avait déjà été brutalisé par des policiers.

Au total, 15 journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par les forces de l'ordre lors des manifestations de jeudi et vendredi, précise le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) dans un communiqué.

Il cite notamment trois journalistes de la chaîne qatarie «Al Jazira», et d'autres du journal Achourouk, de la radio privée tunisienne Chems FM, de la chaîne Hannibal TV et du journal El-Sahafa. Le SNJT dénonce «les agissements des agents de police visant les journalistes», et évoque «un crime contre la liberté de la presse».

Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, quatre policiers ont été blessés au cours des affrontements avec les manifestants vendredi. L'un d'eux a été grièvement atteint à la tête et se trouve dans le coma, a précisé à l'AP le porte-parole du ministère, Naji Zaïri.

Selon M. Zaïri, le ministère a par ailleurs présenté ses excuses aux journalistes agressés et a décidé d'ouvrir une enquête administrative suite aux violences qu'ils ont subies.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=40481:&catid=42:politique

Sécurité: arrestation de 177 individus en deux jours

TUNIS, 6 mai 2011 (TAP) - Les campagnes sécuritaires menées par les unités de la sécurité intérieure, menées au cours des deux derniers jours, soit les 4 et 5 mai 2011, dans les différentes régions du pays, ont abouti à l'arrestation de 177 individus, impliqués dans plusieurs crimes.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur souligne que 65 individus recherchés pour de graves crimes comptent parmi ces arrestations, alors que les autres sont impliqués dans des meurtres, des agressions violentes, des opérations de pillage, de vol et d'atteinte aux biens d'autrui, et dans le trafic de drogue.

Onze détenus évadés des prisons de Kasserine, Gafsa, Sfax et Mahdia figurent parmi les individus arrêtés.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/tunisie-mysterieuses-evasions-de-prisonniers_989891.html

Tunisie: mystérieuses évasions de prisonniers

Par L'EXPRESS.fr, publié le 06/05/2011 à 12:37, mis à jour à 13:50

Environ 300 détenus se sont évadés le 29 avril de la prison de Gafsa dans le sud-ouest de la Tunisie après le déclenchement d'un incendie dans une cellule. Le même scénario s'est produit quelques heures plus tôt dans une prison à Kasserine (ci-dessus).

Des évasions à répétition dans les prisons inquiètent la population tunisienne.

Encore une évasion de prisonniers: 58 détenus se sont évadés de la prison de Sfax dans le sud de la Tunisie après avoir mis le feu à deux cellules de leur établissement carcéral, a annoncé jeudi l'agence officielle TAP. L'évasion a eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Ce n'est que le dernier épisode d'une étrange série: Plus de 1000 prisonniers avaient fait le mur, le 29 avril, des prisons de Kasserine et de Gafsa, dans le sud-ouest du pays. "Ces opérations synchronisées laissent perplexes et alimentent l'inquiétude des Tunisiens" souligne le site tunisien Kapitalis qui explique que la hausse récente de l'insécurité dans le pays conjugué à ces mystérieuses évasions alimentent toutes sortes de rumeurs.

"Selon des témoins oculaires, habitant non loin des lieux, le silence de la nuit de mercredi à jeudi a été rompu par des tirs aux alentours de la prison. Ces mêmes témoins insistent sur une "aide de l'extérieur de la prison" fournie aux évadés par plusieurs personnes cagoulées et munies d'armes blanches, à bord d'une voiture immatriculée", rapporte Saïd ben Kraïem dans La Presse.

"Des centaines de kilomètres séparent les lieux d'évasion. Pourtant, le modus operandi est le même" s'interroge Soufiane ben Farhat, également dans La Presse qui, se plaignant du peu d'informations fournies par les autorités, évoque un "mensonge par omission".

Faut-il y voir des agissements d'"hommes de main de l'ancien régime" qui s'unissent pour "instaurer le règne de la peur" en Tunisie, comme le suggère le journaliste Benoît Delmas dans une tribune publiée dans Le Monde ces derniers jours?

Des évasions massives s'étaient déjà déroulées au cours du mois du soulèvement populaire qui a provoqué le 14 janvier la chute du régime du président Zine El Abidine Ben Ali. Fin janvier, le ministre de la Justice avait appelé ces détenus, estimés à 9.500 détenus, à retourner en prison.

"On nous avait promis, solennellement, une enquête minutieuse et exhaustive. Et que ses conclusions seraient publiées. Les mois passent. On attend toujours", regrette Soufiane ben Farhat.

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-nationale/tunisie-dispersion-violente-dune-manifestation-au-centre-de-tunis/id-menu-958.html>

Tunisie : Dispersion violente d'une manifestation au centre de Tunis

Publié le Vendredi 06 Mai 2011 à 15:24

Agences- Une manifestation anti-gouvernementale au coeur de Tunis a été violemment dispersée vendredi. Les forces de l'ordre ont dispersé quelque 200 manifestants qui

réclamaient "la démission" du gouvernement transitoire et "une nouvelle révolution", ont rapporté des journalistes de l'AFP sur place.

Elles ont chargé les manifestants en tirant massivement des gaz lacrymogènes, créant un mouvement de panique parmi les manifestants. Les policiers étaient déterminés à empêcher les manifestants, qui scandaient des slogans comme "dégage" et "le gouvernement de transition travaille toujours pour (le président déchu) Ben Ali", de progresser en direction du ministère de l'Intérieur, situé sur l'avenue Bourguiba.

Les forces de l'ordre, dont la majorité des éléments étaient cagoulés, sillonnaient cette avenue à bord de motos, d'autres à pied avec des chiens, et un blindé léger circulait même sur cette artère centrale de Tunis. Un photographe de l'AFP, Fathi Belaid, a été agressé par des forces de l'ordre. "J'ai été frappé par 4 policiers dans l'escalier du journal La Presse. Ils m'ont pris 2 appareils photo et un ordinateur portable et m'ont frappé sur la tête avec des barres de fer", a-t-il dit.







<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-la-police-fait-une-demonstration-de-force-lors-d-une-manifestation-06-05-2011-1438142.php>

Tunisie: la police fait une démonstration de force lors d'une manifestation

Publié le 06.05.2011, 15h14

Avenue Bourguiba, en plein coeur de Tunis, 200 jeunes manifestants scandent des slogans anti-gouvernementaux. Soudain, la police lance la charge et les traquent sans faire de distinction entre manifestants et journalistes dans une brutale démonstration de force. | **Fethi Belaid**

Avenue Bourguiba, en plein coeur de Tunis, 200 jeunes manifestants scandent des slogans anti-gouvernementaux. Soudain, la police lance la charge et les traque sans faire de distinction entre manifestants et journalistes dans une brutale démonstration de force.

Vendredi 13H50: des manifestants crient depuis une vingtaine de minutes des slogans comme "dégage", "le gouvernement de transition travaille toujours pour (le président déchu) Ben Ali" et "nous voulons un autre révolution".

Ils font face à un cordon de policiers déterminés à les empêcher de progresser en direction du ministère de l'Intérieur sur l'avenue Habib Bourguiba, un des épicycles de la contestation qui a provoqué la chute du régime de Ben Ali le 14 janvier.

Les mains des manifestants s'agitent pour leur signifier de "dégager" eux aussi.

13H52: soudain, les forces de l'ordre chargent les manifestants. Tirs massifs de gaz lacrymogènes.

La panique se propage parmi les manifestants et les piétons qui se lancent dans une course effrénée pour se mettre à l'abri dans les halls d'hôtels et de bâtiments. Les magasins baissent leur rideau de fer.

Cagoulés, en uniforme ou en civil, les policiers sillonnent l'avenue Bourguiba à bord de moto, d'autres avec des chiens noirs, à pied. Un blindé léger circule également sur l'avenue.

Sous le regard d'hommes en costume cravate salués respectueusement par les forces de l'ordre, un manifestant est durement frappé par plusieurs policiers alors qu'il est tombé sur les rails des tramways verts sapin de Tunis.

D'autres manifestants sont frappés à coup de matraque et de bâtons toujours encerclés par plusieurs policiers à la fois.

Ensuite, la violence n'épargne pas non plus les journalistes, dont un photographe de l'Agence

France-Presse (AFP), Fathi Belaid.

"J'ai été agressé par 4 policiers dans l'escalier du journal La Presse. Ils m'ont pris 2 appareils photo et un ordinateur portable et m'ont frappé sur la tête avec des barres de fer", dit-il.

Un autre photographe travaillant pour l'agence EPA, Mohamed El-Hammi, est également tabassé.

"Ils m'ont violemment tabassé et m'ont confisqué mon appareil photo et ce sont des policiers en civil qui m'ont confisqué mon matériel. Je ne peux plus bouger mon dos tellement j'ai mal", raconte-t-il à l'AFP avant de se rendre à la clinique.

La veille, c'est un autre photographe de l'agence américaine Associated Press (AP), Hassan Dridi, qui reçoit des coups de poing et de pied alors qu'il est à terre après avoir tenté de prendre des photos de la dispersion d'une manifestation.

Vendredi 14h00: les forces de l'ordre procèdent à des interpellations violentes, frappant à coups de pied et de matraque des manifestants, dont certains sont à terre.

La police traque des jeunes manifestants dans les rues adjacentes à l'avenue Bourguiba y compris dans des immeubles.

Terrifiées, plusieurs fillettes s'évanouissent près du ministère des Affaires de la femme. La police continue sa traque.

La manifestation avait été appelée sur Facebook pour soutenir un ancien ministre de l'intérieur Farhat Rajhi, qui a provoqué un électrochoc dans le pays en évoquant la préparation d'un "coup d'Etat militaire".

Le gouvernement transitoire avait dénoncé ses propos, affirmant qu'ils "constituent une atteinte à l'ordre public".

AFP

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=39038&Itemid=43

Calme précaire au centre de la capitale et déploiement sécuritaire après la dispersion d'un rassemblement

TUNIS, 6 mai 2011 (TAP) - Un important déploiement des forces de l'ordre a été remarqué, vendredi après-midi, au niveau de l'avenue Habib Bourguiba, à Tunis, après la dispersion d'un rassemblement de citoyens, devant le théâtre municipal.

Les unités de la sécurité publique se sont déployés tout au long de l'avenue et des rues mitoyennes, ainsi qu'au niveau de ses accès, où des opérations de ratissages ont eu lieu.

Cette opération a été organisée en vue de prévenir toutes possibilités de troubles, comme l'a indiqué une source sécuritaire, à l'agence TAP qui a rappelé qu'un rassemblement de citoyens a eu lieu devant le théâtre municipal, pour exiger du gouvernement provisoire des éclaircissements concernant les déclarations faites, jeudi, par l'ancien ministre de l'Intérieur, Farhat Rajhi.

Les forces de sécurité ont cerné les lieux et dispersé les personnes rassemblées, ce qui a empêché que le rassemblement ne se transforme en manifestation.

Le journaliste de l'agence TAP a remarqué des accrochages entre des jeunes et des agents de l'ordre, au niveau de l'avenue de la liberté. Les jeunes ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, mais ils ont été rapidement dispersés.

Ces événements ont eu des retombées négatives sur l'activité commerciale, au centre ville. Tous les locaux de commerce ont baissé leurs rideaux et la circulation des véhicules a nettement diminué.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hYOTyuFNrqXfHtmK2zaNGg7IzGYg?docId=CNG.10a4941e47cfd641e6420165456b3307.5a1>

Manifestations réprimées à Tunis: excuses du ministère de l'Intérieur

(AFP) – 6 mai

TUNIS — Le ministère tunisien de l'Intérieur a promis une enquête vendredi après que la police eut réprimé des défilés anti-gouvernementaux à Tunis, frappant journalistes et manifestants dans un rare accès de brutalité de l'après Ben Ali.

Quinze journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par des policiers lors de la couverture de manifestations jeudi et vendredi dans la capitale, selon le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT).

Ces violences contre des journalistes étaient inédites en Tunisie depuis le 14 janvier, date de la chute du président Zine El Abidine Ben Ali.

Le ministère de l'Intérieur a présenté dans un communiqué ses excuses "aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement", affirmant son "respect pour le travail journalistique".

Il a également affirmé son respect "pour le droit de chaque citoyen tunisien à manifester pacifiquement", ajoutant qu'"une enquête sera ouverte pour déterminer les responsabilités pour ces débordements"

Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé vendredi à Tunis environ 200 manifestants, majoritairement des jeunes, qui réclamaient la "démission" du gouvernement transitoire et "une nouvelle révolution".

Du côté des forces de l'ordre, une source au ministère de l'Intérieur a déclaré que quatre policiers avaient été blessés, dont un grièvement, lors de la manifestation de vendredi.

Jeudi, environ 300 manifestants avaient été dispersés par la police à Tunis où les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes et procédé à des arrestations parfois très musclées.

Des internautes mobilisés sur Facebook avaient appelé à la tenue d'une manifestation de soutien à l'ancien ministre tunisien de l'Intérieur Farhat Rajhi, qui a suscité un vif émoi en dénonçant la préparation d'un "coup d'Etat militaire" en cas de victoire des islamistes aux élections prévues le 24 juillet d'une assemblée constituante.

Le ministère tunisien de la Défense a dénoncé ces déclarations.

"Ces propos représentent un grand danger pour la révolution du peuple tunisien et pour la sécurité du pays actuelle et future", a indiqué le ministère dans un communiqué, cité par l'agence officielle TAP.

Selon le SJNT, la répression des manifestations a pour but de "verrouiller les médias et de priver l'opinion publique des réalités" en Tunisie. Le syndicat met en garde contre les menaces "de faire retourner le pays sous l'oppression" de l'ancien régime.

L'organisation de défense des journalistes, Reporters sans Frontières (RSF) a aussi dénoncé ces violences et demandé au gouvernement de transition "d'ouvrir une enquête sur ces incidents et de donner des instructions claires aux forces de l'ordre afin que de telles pratiques cessent".

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=39012&Itemid=43

Suite aux déclarations de M. Farhat Rajhi: le ministère de la Défense dénonce les accusations lancées contre l'institution militaire

TUNIS, 6 mai 2011 (TAP) - Suite aux dernières déclarations de M. Farhat Rajhi, ancien ministre de l'Intérieur et actuel président de l'Instance supérieure des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, dans lesquelles il a lancé de graves accusations contre l'armée tunisienne, ciblant, tout particulièrement, l'un de ses membres en la personne, du général de corps d'armée, chef d'Etat-major des armées et chef d'Etat major de l'armée de terre, M. Rachid Ammar, le ministère de la Défense nationale indique dans un communiqué "que ces propos tendancieux ne doivent nullement être pris à la légère et qu'ils représentent un danger d'une extrême gravité pour la révolution du peuple tunisien et pour la sécurité du pays, au présent et à l'avenir".

Le communiqué ajoute que ces déclarations préméditées "nécessitent un examen approfondi de leurs sous-entendus et visées", une action qui relève uniquement de la compétence de la justice qui prendra son cours normal dans le cadre de son indépendance totale, "afin que l'on puisse distinguer le vrai du faux et qu'aucune partie ne puisse se jouer, à l'avenir, de la sécurité du pays ou contourner les principes de la glorieuse révolution".

Ces supputations et spéculations, ajoute le communiqué, "ne pourront atteindre le moral de l'armée nationale et de sa direction, et ne feront que renforcer sa détermination à poursuivre l'accomplissement de son devoir", en vue de préserver le régime républicain et la révolution de la jeunesse tunisienne.

<http://www.rnw.nl/africa/bulletin/tunisian-police-break-anti-govt-demo-tunis>

Tunisian police break up anti-govt demo in Tunis

Published on 6 May 2011 - 7:52pm

Riot police in Tunisia used tear gas and truncheons to break up a protest in central Tunis by about 200 people Friday, attacking reporters and photographers covering the event.

Uniformed and plain-clothes officers charged after firing volleys of tear gas canisters at the protesters, mainly youths, as they denounced the transitional government and called for "a new revolution".

Dog handlers and even a light armoured car took part in the operation, at on the central Habib Bourguiba Avenue.

As demonstrators and bystanders alike fled the police charge, officers surrounded individuals, some of them on the ground, kicking and beating them with truncheons and sticks.

A number of journalists, including an AFP photographer who said police struck him with iron bars, were also beaten up. The Tunisian journalists union and Paris-based media watchdog Reporters Without Borders denounced the police assault.

Tunisia's National Union of Tunisian Journalists (SNJT) said 15 media professionals had been attacked as they covered demonstrations on Thursday and Friday, updating their earlier figure of 14.

Tunisia's interior ministry issued a statement Friday apologising to "journalists and citizens involuntarily assaulted" and said it was opening an inquiry into who had been responsible.

The demonstration was called by supporters of former interior minister Farhat Rajhi, who caused uproar earlier this week with controversial remarks warning of a potential military coup, which he has since disowned.

Rajhi had spoken in terms of a coup in the making should an Islamist political party win elections on July 24.

"If the Islamist movement Ennahda (Renaissance) wins the next elections, the regime will be military," Rajhi said in a video posted on Facebook overnight Wednesday, comments he confirmed Thursday on radio Express FM.

But Rajhi on Friday distanced himself from his remarks.

He had not intended "to create a climate of tension during this particular period" of political transition in the north African country, he said.

"But unfortunately I was trapped by the two journalists (who posted the Facebook interview), who recorded me without telling me and thus failed to respect professional ethics," he added.

"I have called for calm on Tunisian radios," Rajhi told AFP.

"My statements were just purely hypothetical and not directed at anybody and I am not responsible for interpretations."

The defence ministry denounced his comments Friday.

"These remarks represent a great danger for the Tunisian people's revolution and for the current and future security of the country," said the ministry, in a statement reported by the official TAP news agency.

At least two press photographers were caught up in Friday's violence

"I was assaulted by four police on the stairs of the paper La Presse," AFP photographer Fathi Belaid said.

"They seized two cameras and a portable computer and hit me on the head with iron bars," he added.

Another photographer, Mohamed El-Hammi of the EPA agency, said police had beaten him up and taken his camera.

"I can't move my back any more it hurts so much," he told AFP before going for treatment.

On Thursday Associated Press photographer Hassan Dridi said police had kicked and punched him to the ground after he tried to photograph another police action against demonstrators.

Police dispersed around 300 pro-Rajhi demonstrators on Thursday.

The statement from the Tunisia's SNJT said uniformed and plain-clothed officers had targeted local and international reporters and photographers covering the recent protests.

Officers had broken cameras and chased journalists as far as the entrance to the offices of the newspaper, La Presse, said the union, denouncing the police action as a "crime against freedom of the press".

Journalists from Al-Jazeera, Reuters news agency, the Arab-language El-Sahafa and Tunisia's La Presse newspapers were among those assaulted, said the union.

In Paris, Reporters Without Borders said the violence was reminiscent of the Ben Ali regime and called on the transitional government to rein in the security forces.

http://www.rtf.be/info/monde/detail_tunisie-un-mort-lors-d-une-manifestation?id=6060643

Mis à jour le vendredi 6 mai 2011 à 18h34

Tunisie: un mort lors d'une manifestation

Les forces de l'ordre tunisiennes ont violemment dispersé vendredi environ 200 manifestants dans le coeur de Tunis qui réclamaient la "démission" du gouvernement transitoire et "une nouvelle révolution". Il y a eu un mort et des blessés

Les manifestants qui scandaient depuis une vingtaine de minutes des slogans comme "dégage" et "*le gouvernement de transition travaille toujours pour (le président déchu) Ben Ali*" ont fait face à un cordon de policiers déterminés à les empêcher de progresser en direction du ministère de l'Intérieur sur l'avenue Habib Bourguiba.

Puis soudain, les forces de l'ordre ont chargé les manifestants en tirant massivement des gaz lacrymogènes, créant un mouvement de panique parmi les manifestants, majoritairement des jeunes, et les piétons qui se sont tous lancés dans une course effrénée pour se mettre à l'abri pendant que les magasins baissaient leur rideau de fer. Les forces de l'ordre, dont la majorité

des effectifs étaient cagoulés, sillonnaient l'avenue Bourguiba à bord de moto, d'autres avec des chiens, à pied, et un blindé léger circulait également sur l'avenue.

Sous le regard d'hommes en costume cravate salués respectueusement par les forces de l'ordre, un manifestant est durement frappé par plusieurs policiers alors qu'il est tombé sur les rails des tramways verts sapin de Tunis. D'autres manifestants sont frappés à coup de matraque et de bâtons toujours encerclés par plusieurs policiers à la fois. Ensuite, la violence n'épargne pas non plus les journalistes, dont un photographe de l'Agence France-Presse (AFP), Fathi Belaid. *"J'ai été agressé par 4 policiers dans l'escalier du journal La Presse. Ils m'ont pris 2 appareils photo et un ordinateur portable et m'ont frappé sur la tête avec des barres de fer"*, dit-il.

Un autre photographe travaillant pour l'agence EPA, Mohamed El-Hammi, est également tabassé. *"Ils m'ont violemment tabassé et m'ont confisqué mon appareil photo et ce sont des policiers en civil qui m'ont confisqué mon matériel. Je ne peux plus bouger mon dos tellement j'ai mal"*, raconte-t-il à l'AFP avant de se rendre à la clinique.

La veille, c'est un autre photographe de l'agence américaine Associated Press (AP), Hassan Dridi, qui reçoit des coups de poing et de pied alors qu'il est à terre après avoir tenté de prendre des photos de la dispersion d'une manifestation.

La manifestation avait été appelée sur Facebook pour soutenir un ancien ministre de l'intérieur Farhat Rajhi, qui a provoqué un électrochoc dans le pays en évoquant la préparation d'un *"coup d'Etat militaire"*.

Avec AFP et Belga

<http://setrouver.wordpress.com/2011/05/07/sur-la-frontiere-de-louest-libyen-2/>

Sur la frontière de l'Ouest libyen

Publié le 07/05/2011 par Se trouver

La voiture roule à plus de cent kilomètres heures. Et ce, sans que le chauffeur tunisien n'ait l'air de prêter attention à la tempête de sable qui balaie la route depuis le matin. La visibilité n'excède pourtant pas la centaine de mètres. La chaleur est suffocante et le vent qui vient du Sahara noie toute l'atmosphère dans un épais nuage de poussière de désert. Le soleil semble lui même s'être égaré et de sa superbe habituelle ne reste plus qu'un petit disque timidement lumineux.

Cent trente kilomètres séparent Tataouine du poste de Dehiba-Wazan sur la frontière libyenne. Nous croisons un flux incessant de véhicules libyens depuis Tataouine.



Camions, pick-ups et berlines de fabrication japonaise ou coréenne sont comme des cathédrales filantes faites dans l'urgence de matelas, tapis ficelés et bâchés protégeant ce que leurs propriétaires ont bien pu emporter. Ils fuient les combats et surtout les bombardements qui font rage dans le djebel Nefussah depuis deux mois à l'ouest de la Libye. Les jeunes garçons et les pères de familles accompagnent les leurs en Tunisie pour repartir quasi immédiatement et sans trop tarder. Ils prennent le plus souvent le chemin du retour et gardent jalousement leurs villes, leurs villages en repoussant les assauts répétés des khaddafistes.

Il y a deux semaines, l'encercllement du djebel a été rompu par la prise ou plutôt la reprise de Nalut puis celle de Wazan et enfin du poste frontière par les insurgés libyens le 21 avril. Obligeant ce jour là 89 soldats et 13 officiers pro-khaddafi à se rendre aux autorités militaires tunisiennes acculés par les insurgés. Une dizaine de militaires libyens furent tués ce jour là et 25 blessés pour seulement un blessé du côté rebelle. Depuis les insurgés tiennent bon, bien que les milices de khaddafi, cette fois, ne leur aient repris ce poste pendant quelques heures jeudi dernier, le 28 avril. Les affrontements ont même continué ce jour là sur le sol tunisien provoquant la panique dans le village de Dehiba à trois kilomètres du poste. Des grads sont aussi tombés sur le village tunisien faisant plusieurs blessés et de nombreux tirs de part et d'autre ont été échangés. Les milices ont finalement dû se retirer repoussés dans un premier temps à coup de pierre par des villageois tunisiens furieux, dans un deuxième temps par les insurgés et dans un troisième par l'armée tunisienne. Celle-ci a d'ailleurs saisi à cette occasion une quinzaine de pick-ups et beaucoup de munitions. Les combats ont duré plusieurs heures et des miliciens khaddafistes blessés ont été arrêtés pour être ensuite emmenés à l'hôpital de Tataouine. Le lendemain une foule de libyens pro-insurgés tentait de le prendre d'assaut mais l'armée tunisienne intervenait encore une fois pour empêcher toute opération de représailles. Profitant de la confusion autour du poste de Dehiba-Wazan, les insurgés ont fini par le reprendre pour ne plus le lâcher depuis.

Samedi après midi, au poste frontière, des libyens vivant en Irlande sont venus jusque là par la route et par la mer pour apporter dans une huitaine de fourgons du matériel médical ainsi que deux ambulances dont l'une tractée par l'autre depuis plus de deux cent kilomètres. Le matériel à peine déchargé côté tunisien était instantanément rechargé sur d'autres camions et pick-ups destinés à rejoindre le djebel. Après l'effort, l'étreinte est collective. Joyeuse et affectueuse. On fige le souvenir de ce pur moment de camaraderie en photo. Une pose pour l'Histoire. Une pause dans l'Histoire avant de se quitter là et repartir respectivement de son côté sûr que chacun fera au mieux pour la victoire.

Des médecins tunisiens attendent aussi l'arrivée incertaine mais toujours probable de blessés du djebel. Ils ont les dents pleines de sourire et leurs yeux dévorés par des lunettes de soleil

laissent toutefois deviner une évidente fatigue. Ils sont venus de toute la Tunisie pour aider leurs frères libyens. Ils patientent en grillant quelques cigarettes, devisant le temps d'une accalmie des récents événements. Des caravanes organisés par les comités ou conseils populaires sont venus ici de tout le pays livrer aux libyens ce qu'ils ont pu collecter. Vivres, médicaments, jouets, couvertures, couches-culottes, etc. On croise là des gens de Gabès, Djerba, Tunis et d'ailleurs.

Aux bureaux des douanes, c'est la cohue.



Le minuscule local sous la halle est envahi par plusieurs dizaines d'hommes qui tentent d'accélérer les procédures d'entrées sur le territoire tunisien. Les douaniers essaient sans succès de mettre un semblant d'ordre dans cette situation. Et tandis les hommes agitent en guise d'éventail leurs passeports vert frappé d'un aigle, les femmes et les enfants attendent dans les voitures bourrées à ras bord cuits par la chaleur. Les voitures les unes derrière les autres filent par dizaines, peut-être plus d'une centaine, jusqu'en Libye. Une petite barrière métallique surmonté du drapeau des insurgés coupe cette file en deux et que parcourt sans relâche des bénévoles du croissant rouge tunisien distribuant eau et sucreries, s'assurant qu'il n'y ait pas de malades et que tout va au mieux. Côté libyen, derrière une petite table, des insurgés collectent les identités de tous ceux qui franchissent la frontière histoire de tuer le temps aussi. La plupart d'entre eux sont assis sur des chaises ou au sol, de préférence à l'ombre, les armes à la main ou entre les jambes.



Ils sont presque une soixantaine à s'être dispersé entre tous les bâtiments du poste criblés de balle. Le symbole amazigh est peint un peu partout sur les murs car il faut savoir que cette frontière coupe un territoire aussi peuplé de berbères. Des berbères libyens à qui Khaddafi n'a jamais reconnu la qualité de tribu, ainsi le djebel Nefussah est toujours dénommé par le pouvoir djebel Al-Gharbi. Nous parlerons donc pour ce qui nous concerne de djebel Nefussah.



Sur le poste-frontière, à la vue du seul pick-up surmonté d'une min ta, on se demande comment les insurgés ont pu tenir tête au khaddafistes. En fait la plupart des véhicules de combats des insurgés sont repartis pour Nalut. Mais d'après les récits fait par les combattants, leur détermination semble plus forte que celle des miliciens. Difficile d'en douter. Les discussions foisonnent un peu partout et l'on vient s'assurer ici des dernières nouvelles que crachent les téléphones satellitaires. A Nalut, à plus de cinquante kilomètres on se bat toujours. D'un petit promontoire on peut observer la seule route en dur se perdre au loin et disparaître après Wazan dans le djebel qui dévoile ses pentes abruptes et totalement nues.

Ce poste-frontière est une clé stratégique sur le front de l'ouest et même si Zouara et Zawiya, sur la côte tripolitaine, sont tombés depuis longtemps, impitoyablement réprimées par le pouvoir, le djebel se bat encore. Séparé du front est, celui-ci ne peut compter que sur la Tunisie pour s'approvisionner. Avant de conquérir ce poste, il y avait bien le désert pour faire passer des produits de première nécessité et fuir le djebel mais de nuit et tous feux éteints. Aujourd'hui, contrôler le poste c'est contrôler une des seules routes en dur qui relie la Tunisie à la Libye. Celle du nord est aux mains des milices et le drapeau vert flotte toujours sur Ras Jdir. Les militaires libyens semblent avoir disparu de ce poste depuis que certains d'entre eux aient décidé de désertre. Ces défections continuent malgré tout mais par la mer. Le 15 avril déjà, huit officiers d'état-major libyens dont quelques généraux étaient arrivés en barque au port d'el-ketf au dessus de Ben Gardene. Le 5 mai ce sont encore six officiers qui ont rejoint ce même port.

Tandis qu'à Ras Jdir, les blessés dans les combats de Zaoura et Zawiya passaient par le désert pour ne pas signer leur condamnation à mort. A Dehiba, on les réceptionne sans problème tout comme les malades. On échange des numéros de téléphone pour aider ceux qui viennent se réfugier en Tunisie. On assure. On rassure.

On voit aussi les camions et autres pick-ups repartir pour le djebel pleins débordant de tout sauf de ce que l'on ne peut faire passer là ou en de trop grosses quantités. Les armes et le matériel sensible ainsi que l'essence passeront ailleurs, c'est à dire partout sauf ici. Les forces de sécurité tunisienne fouillent tout de même tous les véhicules à l'aide de chiens renifleurs. Peu importe, la contrebande est dans cette région une longue et ancienne tradition et comme souvent dans ce genre de circonstances historiques, les contrebandiers sont aussi pour la plupart dans le camp des insurgés.

Dimanche 1er mai, les khaddafistes ont lancé une offensive pour tenter de s'emparer à nouveau du poste-frontière. En contournant Nalut par le nord, empruntant une piste passant le village de Takuk à travers les montagnes et qui flirtent avec la frontière. Ils pensaient

surprendre les insurgés mais ceux-ci les attendait et leur ont barré la route en dynamitant la montagne. Comme pour se venger de cette habile manœuvre, les milices khaddafistes ont tiré au hasard des dizaines de grads par dessus la montagne. Quatre d'entre eux se sont d'ailleurs écrasés sur le village de Dehiba en Tunisie mais sans faire de victimes ni de dégâts. Les insurgés dans le djebel ont répliqué par des tirs nourris durant toute l'après-midi. La route en direction de la Libye fut fermée par les militaires tunisiens qui depuis en ont profité pour installer des casemates plus conséquentes autour de Dehiba au cas où.

Jeudi 5 mai au matin, les milices khaddafistes sont revenus encore une fois à la charge mais par le sud de Wazan cette fois. Une quinzaine de pick-ups, des lance-missiles et quelques blindés transport de troupes ont donné l'assaut mais ont été arrêté par les insurgés à 17 kilomètres. 14 obus de mortier sont d'ailleurs tombés côté tunisien autour des localités de Martaba et Afina tandis qu'on se battait aussi à Ghelaya entre Wazan et Nalut.



Le même jour, bravant le risque de se trouver sous le feu des combats, une caravane de dix véhicules est arrivé à Dehiba en provenance de Ben Arous, Sfax, Gabès, Médenine et Tataouine apportant encore médicaments et produits alimentaires. Un autre convoi de trois camions quant à lui arrivait un peu plus tard de La marsa.

Bien que l'on parle d'une plus vaste offensive des khaddafistes sur le djebel, il faut bien considérer dans l'ensemble qu'à l'ouest le front est solidement tenu par les insurgés. Ils ne faiblissent pas et ne sont pas prêt de rompre. Et même si le djebel Nefussah pourrait se retrouver de nouveau encerclé comme il l'a déjà était, les insurgés ne se résigneront pas pour autant. Au sud de Tripoli, il faut le savoir, on s'organise de part et d'autre de la frontière. Le combat continue et ce combat ne prendra fin qu'avec la chute du régime et rien d'autre.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/05/07/sur-le-la-frontiere-de-louest-libyen-suite/>

Sur le la frontière de l'Ouest libyen suite

Publié le 07/05/2011 par Se trouver

Malgré les dépêches quotidiennes d'agences de presse faisant état de milliers de libyens franchissant la frontière de l'ouest pour se réfugier en Tunisie, on aurait tort de considérer que tous les libyens *fui*ent le pays. Comme le précédant article intitulé *sur la frontière de l'ouest* le signalait, les libyens viennent en Tunisie mettre les femmes, les enfants, les vieux à l'abri.



Pourtant beaucoup d'entre eux, de jeunes garçons et pères de familles du Djebel Nefussah, repartent au plus vite là-bas pour participer aux combats ou le plus souvent s'occuper de tâches logistiques et matérielles.

La Tunisie est désormais devenu la profondeur stratégique, l'arrière du front ouest pour les insurgés. D'un autre côté, les combattants blessés à Misrata et qui ont été rapatriés par bateau pour être hospitalisés à Tunis, Gabès, Sfax ou Djerba repartent dès qu'ils le peuvent, et si l'état de leurs blessures le permet, via l'Égypte pour retourner se battre dans leur ville. Tout comme les blessés du Djebel qui de Tataouine repartent rejoindre leurs frères d'armes à Nalut, Jadu, Yefren ou Zenten. Ce qui n'est pas le cas des soldats ou miliciens khaddafistes qui eux restent en Tunisie en attendant une quelconque issue à la guerre civile libyenne.



On mesure mal depuis l'Europe l'incroyable solidarité dont ont fait preuve les tunisiens vis-à-vis des réfugiés libyens et des immigrés en Libye. Et lorsque les tchadiens, ivoiriens, égyptiens, somaliens, soudanais, chinois, nigériens, érythréens, bengali sont arrivés par Ras Jdir dès la fin du mois de février pour fuir les premiers combats, il n'y avait personne d'autre que les tunisiens pour leur venir en aide. Les organisations humanitaires comme le HCR ou la Croix-rouge n'arrivèrent en effet qu'un mois plus tard. La croix rouge italienne n'ouvrant son premier camp qu'au début avril. On évoque le chiffre de 300000 réfugiés à être passé par les camps de Choucha et les différentes structures d'accueil spontanément mises en place dans tout le gouvernorat de Médenine. Ce sont les conseils et comités populaires de la révolution de tout le pays mais aussi des tunisiens qui suite à des appels sur les radios ont notamment organisés des caravanes de solidarité pour subvenir à tous leurs besoins et ce pendant les trois semaines qui ont suivi le 17 février. Au regard de l'hospitalité française concernant les 20000 tunisiens arrivés par Lampedusa, on ne souhaite qu'une chose à une certaine France d'en haut. Qu'elle dégage de la surface de la planète. Ses flics avec, évidemment.

Cet élan de solidarité ne s'est pas épuisé depuis la reprise en main de ces réfugiés par les organisations humanitaires internationales. Celles-ci, particulièrement l'OIM, se sont surtout empressés d'orchestrer une immense campagne de rapatriement par avion ou par bateau pour renvoyer les réfugiés dans leurs pays d'origine.

Aujourd'hui, les libyens seraient plus de 300000 à s'être réfugiés en Tunisie. Les tunisiens les ont accueilli la plupart du temps chez eux, partageant avec des familles entières leurs maisons comme à Dehiba ou à Tataouine. D'autres sont hébergés provisoirement dans des camps gérés par des associations caritatives tunisiennes, à Dehiba ou à Remada. Mais aussi dans les gymnases, les maisons pour jeunes, les maisons de la culture, les stades comme à Tataouine, en attendant de trouver d'autres solutions moins précaires. Les libyens les plus aisés louent quant à eux des maisons à Tataouine, Médenine, Ben Gardene, Zarzis, Djerba, Gabès, Sfax, Kebili et même Kairouan désormais. On ne trouve quasiment plus de maison à louer dans ces villes tellement le flux continu de réfugiés est devenu important. Conséquence de la férocité des bombardements et de la dureté des combats dans le Djebel Nefussah. Dans l'ensemble, Il faut aussi organiser le ravitaillement car bien souvent les ressources manquent à ces libyens partis dans l'urgence.

Et c'est là où les exilés libyens aux USA, au Canada, en Europe ou dans le Golfe s'avèrent précieux. De nombreux exilés sont venus en Tunisie avec d'importants fonds collectés dans les pays occidentaux ou moyen-orientaux destinés à financer l'aide aux réfugiés. Ils travaillent au sein d'associations qui s'occupent d'acheter et de fournir à ces réfugiés de la nourriture, de l'eau, des fournitures scolaires (les enfants libyens sont intégrés dans les écoles tunisiennes comme à Tataouine), des produits ménagers, etc.



Ces associations s'occupent aussi de ravitailler le Djebel en coordination avec les comités régionaux insurgés. Tous les jours des chauffeurs viennent du djebel charger leurs camions à Tataouine pour repartir aussitôt. De manière plus discrète évidemment, les exilés contribuent à l'effort de guerre en achetant des quantités astronomiques d'essence de contrebande venant le plus souvent d'Algérie mais aussi du matériel de communication moderne. Le passage de l'essence ne se fera pas par la route ni de jour au vu et au su de tous. La nuit, le désert, les pistes, l'expérience assureront au mieux que le Djebel n'en manque pas trop.

Il est bien probable que l'exil auquel le régime de Khaddafi a contraint ces trente dernières années un très grand nombre de libyens est un des éléments qui contribuera à mieux le faire chuter. Ces exilés qui ont déserté peu à peu la Libye pendant plus de trente années sont aujourd'hui devenu une force, une puissance de soutien inestimable pour l'insurrection.

Tandis que l'aéroport de Djerba est officieusement devenu depuis la mise en place de la No fly zone de l'OTAN l'aéroport international de Tripoli, les ports tunisiens sont devenus les points d'approvisionnement possible pour Khaddafi. Des lieux névralgiques que les libyens et tunisiens favorables à l'insurrection ont aussi placé sous surveillance. A Zarzis, un bateau égyptien est ainsi arrivé jeudi pour y débarquer 400 véhicules d'occasion achetés en Syrie. Bien que les médias aient annoncé que ces véhicules étaient des 4x4 pick-ups neufs destinés aux milices de Khaddafi, il n'en est rien. Mais l'information s'est toutefois répandue comme une trainée de poudre. Ce qui prouve qu'ici tous sont extrêmement vigilant sur l'approvisionnement en matériel potentiellement militaire de Khaddafi. Ces véhicules resteront toutefois bloqué et ce jusqu'à nouvel ordre suite à une décision commune de la police et des douanes tunisiennes. Tout comme ceux déjà bloqués à Gabès ou à La Goulette, le port de Tunis. Alors même si ces véhicules arrivaient à prendre la route par ruse ou par surprise, Les gens de Ben Gardene, dernière ville tunisienne avant le point frontière de Ras Jdir, feraient tout pour les bloquer comme ils l'ont déjà fait ces dernières semaines avec des tentatives de faire passer par là quelques petits convois de camions citernes en direction de la Libye. Le téléphone arabe n'est pas un mythe.

L'insurrection se joue aussi sur le renseignement, la logistique et les finances. Des questions auxquelles les insurgés libyens ont l'air d'avoir su répondre. Quant à Khaddafi, les libyens de Tunisie le disent perdu à court ou moyen terme. Tout dépendra de ses capacités financières car lui aussi se fournit en Tunisie pour les produits alimentaires avec ses propres réseaux d'intermédiaire. Et pour l'essence, il semblerait que ses capacités de raffinage aient été considérablement réduites depuis les bombardements de l'OTAN. D'après les amis libyens, Khaddafi ne peut plus compter que sur l'Algérie pour l'essence comme pour le ravitaillement en armes et munitions. La route saharienne entre l'Algérie et la Libye et qui passe par Ghadamès s'avère stratégique pour Tripoli. Le problème étant que pour le moment la route la plus directe de Ghadamès pour la capitale libyenne passe par Nalut. Ville toujours tenue par les insurgés obligeant les convois de ravitaillement à faire un détour de plusieurs centaines de kilomètres pour éviter le Djebel.



Détail peut-être anecdotique mais aujourd'hui pour Tripoli comme pour les insurgés de l'ouest chaque goutte d'essence compte.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=39112&Itemid=43

M. Farhat Rajhi démis de ses fonctions à la tête du HCDHLF

TUNIS, 7 mai 2011 (TAP) - M. Foued Mebazaa, président de la République par intérim, a décidé de mettre fin aux fonctions de M. Farhat Rajhi à la tête du Haut comité des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (HCDHLF).

<http://fr.canoe.ca/infos/international/archives/2011/05/20110507-075827.html>

Nouvelle manifestation antigouvernementale à Tunis

Agence France-Presse
07/05/2011 07h58

TUNIS - Plusieurs centaines de personnes manifestaient samedi dans le centre de Tunis, scandant des slogans antigouvernementaux au lendemain d'une manifestation violemment réprimée par la police, ont constaté des journalistes de l'AFP.

«Gaz lacrymogènes et cartouches, les Tunisiens n'ont pas peur», «Peuple tunisien, révolte-toi», «ministère de l'Intérieur, ministère terroriste», «Nous sommes fidèles aux martyrs de la révolution» tunisienne, scandaient les manifestants qui marchaient en direction du ministère de l'Intérieur entouré de barbelés, sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre de Tunis.

Devant le ministère de l'Intérieur, un représentant des autorités est venu saluer les manifestants dans un geste de conciliation après la brutale dispersion par les forces de l'ordre de manifestations jeudi et vendredi.

Ce responsable qui a embrassé quelques manifestants, leur a lancé un appel au calme, leur demandant d'«aider les policiers dans leur tâche».

Une faible présence policière était visible le long du parcours emprunté par les contestataires, tranchant avec les importants moyens policiers déployés les jours précédents à Tunis.

Les forces de l'ordre ont violemment dispersé vendredi environ 200 manifestants, majoritairement des jeunes, qui réclamaient la «démission» du gouvernement transitoire et «une nouvelle révolution».

Le ministère de l'Intérieur a promis une enquête sur ces violences et a présenté ses excuses «aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement», affirmant son respect «pour le droit de chaque citoyen tunisien à manifester pacifiquement».

Quinze journalistes couvrant ces événements pour des médias tunisiens et internationaux ont été brutalisés par des policiers, selon le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT).

<http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJJOE74608W20110507>

Tunisia police fire teargas to clear protesters

Sat May 7, 2011 3:01pm GMT

TUNIS (Reuters) - Tunisian police used teargas on Saturday to disperse protesters demanding the departure of the government and angry at a heavy handed response to demonstrations this week.

Scores of protesters scattered from the centre of Tunis as riot police fired teargas to clear them. Some youths with covered faces threw stones as they fled.

"The youths are still angry. They are calling for a new revolution," said cafe owner Hassan Ali. "Things are far from returning to normal".

Tension has risen in the North African country, whose "Jasmine Revolution" inspired uprisings across the Arab world, after a former minister warned of a possible coup by loyalists of the ousted government if Islamists win elections.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110507.OBS2605/scenes-ordinaires-de-violences-policieres-a-tunis.html>

Scènes ordinaires de violences policières à Tunis

07/05/11 à 14:18

Vendredi, une manifestation de jeunes indignés par une vidéo dévoilant les intrigues du Premier ministre par intérim a été violemment réprimée par la police. Raphaël de Gubernatis était sur place.

Ce vendredi 6 mai 2011, à Tunis, jour de la prière, on attendait vers quinze heures une nouvelle arrivée massive de fanatiques musulmans sur l'**avenue Bourguiba**. Des barbus enragés qui, depuis deux ou trois semaines, viennent occuper le terrain devant le théâtre municipal, haut lieu de l'impiété et de la luxure, afin de prier Allah la face contre terre et de proférer des messages de mort à tous ceux qui n'obéissent pas à leur délire. Théâtre, cinéma, musique, danse : pour eux tout est "**haram**", c'est à dire péché mortel. Et pour mieux faire passer le message, ils menacent d'égorger ceux qui pratiquent ou admirent ces disciplines impies.

Manœuvres contre-révolutionnaires du Premier ministre

Mais à onze heures, ce même jour, c'est une autre manifestation qui est aussi annoncée. Celle de jeunes gens indignés par la vidéo circulant sur la toile et dévoilant les intrigues du Premier ministre par intérim : une vieille ganache largement compromise avec le régime de Ben Ali, dont la vidéo tend à prouver **les manœuvres contre-révolutionnaires**. Ils sont plusieurs centaines, ces jeunes gens, quelques filles, mais surtout des garçons, agglutinés, comme ils l'avaient été la veille, sur les marches du théâtre municipal, criant leur courroux, mais pacifiques, mais disciplinés, comme on n'imaginerait guère de le voir en France, lançant de larges sourires aux rares passants étrangers comme pour leur montrer leur contentement d'être soutenus par des regards amis.

De seize à trente ans

Vers treize heures, les voilà tout à coup qui traversent la chaussée pour se regrouper sur le terre-plein arboré de l'avenue, face aux forces policières qui en barrent le cours en direction du ministère de l'Intérieur.

Bloqués, les jeunes manifestants (ils ont entre seize et trente ans), continuent de crier en chœur, agitant les mains vers le ciel, toujours aussi pacifiques, plutôt joyeux, sans nulle agressivité, sans intention affichée de provocation gratuite.

Violente répression

Brusquement des détonations éclatent, des bombes lacrymogènes fusent, des hurlements se font entendre, cependant que la police charge subitement avec une fureur et une violence sidérantes. Dans la panique qui les a saisis, par centaines les jeunes gens refluent et s'éparpillent, courent se réfugier dans les rues adjacentes, dans les cafés dont déjà on a débarrassé les terrasses en retirant à la hâte tables, sièges et parasols. Certains s'engouffrent dans le hall de l'Hôtel International subitement noir de monde. Mais ils sont plusieurs, trop nombreux, à être immédiatement rattrapés par les flics en civil, cernés par ces hyènes qui surgissent de nulle part, les coincent, les frappent, les traînent vers leurs congénères en uniforme lesquels frappent à leur tour avec une violence épouvantable des jeunes gens qui n'ont fait, pour tout crime, que crier leur indignation.

Chasse à l'homme

La chasse est ouverte. A nouveau des hurlements fusent des rangs des policiers. On investit les cafés pour en déloger brutalement ceux qui s'y sont réfugiés, les lancer dans les fourgons de la police. Les matraques tapent avec frénésie ; une noria de petites motos envahit l'avenue, enfourchées chacune par deux mercenaires masqués, l'un conduisant alors que l'autre, une grande batte dans les mains, tape sur tout ce qui est à sa portée. C'est terrifiant, effroyable, insoutenable. Les coups pleuvent avec une rage qui déshonore totalement le gouvernement provisoire tunisien et blessent des citoyens qui ne font rien d'autre que d'exercer leur droit de citoyens.

Chiens de garde

L'impression est épouvantable. Les chiens de garde qui torturaient et tabassaient sous Ben Ali, toujours en service, après avoir fui ou s'être cachés, ont repris du poil de la bête. La plupart se masquent le visage pour mieux pratiquer leurs exactions et n'en paraissent que plus ignobles encore. Tout cela survient alors que les Tunisiens viennent de renverser un régime totalitaire. On n'ose imaginer comment se comportait la police du temps de Ben Ali quand on la voit se conduire avec tant d'ignominie **à l'aube de la démocratie**. Mais on pressent que la contre-révolution menace.

Char d'assaut

A quatre heures de l'après-midi, un char d'assaut muni d'une mitrailleuse, de ceux qu'on voit en permanence stationnés entre la cathédrale Saint-Vincent de Paul et l'ambassade de France, un char d'assaut prend position à l'intersection de l'avenue Bourguiba et de la rue de Paris. Les fanatiques musulmans n'ont pas osé pointer leur vilain museau pour occuper le terrain. L'atmosphère est encore tout **empoisonnée par les gaz**. L'avenue, un temps plongée dans un silence mortel, dans un climat de peur, peu à peu s'anime à nouveau. Certaines terrasses de

café se remeublent et les premiers clients reviennent alors que tous les magasins maintiennent encore baissés leurs rideaux de fer. A l'Hôtel Intercontinental, des danseurs français effarés, à peine débarqués de l'avion qu'ils ont emprunté pour se produire au cours du festival de danse qui se déroule coûte que coûte, en plein cœur des affrontements, n'en reviennent pas d'avoir frôlé des événements qui les dépassent.

Raphaël de Gubernatis (depuis Tunis) - Le Nouvel Observateur

<http://www.leaders.com.tn/article/nouvelle-manifestation-samedi-au-centre-ville-de-tunis?id=5104>

Nouvelle manifestation samedi au centre-ville de Tunis

2011-05-07

Un grand nombre de manifestants se sont rassemblés, samedi matin, devant le théâtre municipal de Tunis, scandant des slogans hostiles au gouvernement et dénonçant les agressions commises par les forces de l'ordre contre les participants aux mouvements de protestation qu'a connus Tunis durant les deux derniers jours.

Les manifestants se sont dirigés vers le siège du ministère de l'Intérieur, appelant au départ du ministre de l'Intérieur, Habib Essid à qui ils font assumer la responsabilité des violentes agressions de la police contre les manifestants. Ces protestations interviennent, également, sur fond des déclarations de l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi.

Les manifestants ont scandé des slogans tels que "Ni peur ni terreur, le pouvoir est au peuple", " le peuple appelle à une nouvelle révolution" et "pas de place à une justice qui confisque la liberté d'expression".

Un colonel du corps de la sûreté nationale a tenté de rassurer les foules de protestataires qui ont demandé des éclaircissements sur les violences de la journée du vendredi.

Il a indiqué que ce qui s'est passé vendredi était une faute dont les auteurs doivent en rendre compte, affirmant qu'il s'agit de comportements individuels et qu'aucun ordre de recours à la force excessive n'a été donné contre les manifestants.

Il a indiqué à la correspondante de l'agence TAP que les agents de la sécurité publique ont été contraints, vendredi, à disperser les manifestants par la force, arguant du fait qu'ils ont reçu des informations sur l'intention de certains éléments perturbateurs de s'infiltrer dans les rangs des manifestants, dans le but de commettre des actes de pillage.

Il y a lieu de constater qu'en dépit du déroulement de la manifestation dans un cadre pacifique et l'engagement du colonel du ministère de l'Intérieur de ne pas intercepter les manifestants, les forces de l'ordre ont lancé des bombes lacrymogènes et pourchassé les manifestants au niveau les artères avoisinantes de l'Avenue Habib Bourguiba, faisant usage de leurs bâtons et matraques.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iyvcrunCNhYzMwC7ePbjoplifUpA?docId=CNG.3482b012315cc97b1f0faa8e07dca945.c01>

Tunisie: un proche de Ben Ali condamné, nouvelle manifestation à Tunis

07/05/11 à 21:41

Imed Trabelsi, neveu de l'épouse du président tunisien déchu Ben Ali, a été condamné à 2 ans de prison ferme pour consommation de stupéfiants, a indiqué à l'AFP une source judiciaire, annonçant ainsi la première condamnation d'un membre de l'ex-famille présidentielle. (c) Afp

La justice tunisienne a prononcé samedi sa première sentence contre un membre de l'ex-famille présidentielle Ben Ali, en condamnant Imed Trabelsi, neveu de l'épouse du président déchu, à deux ans de prison.

L'annonce du verdict est survenue pendant une nouvelle manifestation anti-gouvernementale, forte de plusieurs centaines de personnes, dispersée par les forces de l'ordre à Tunis qui ont procédé à des tirs de gaz lacrymogènes.

Plusieurs rafales de tirs de sommation ont été entendues.

"Imed Trabelsi a été condamné à deux ans de prison et à une amende de 2.000 dinars (environ 1.000 euros) pour consommation de stupéfiants", a déclaré une source judiciaire à l'AFP.

La lecture du verdict devant un tribunal de Tunis en présence du prévenu n'a duré que 30 minutes, selon cette source. La première audience publique dans cette affaire de consommation de stupéfiants avait eu lieu le 20 avril.

Imed Trabelsi est sans doute après l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali et son épouse Leïla l'un des hommes les plus détestés de Tunisie.

Arrêté le 14 janvier, jour de la fuite du président déchu en Arabie Saoudite, Imed Trabelsi avait été placé en détention avec d'autres membres de sa famille sur la base militaire à l'Aouina, près de Tunis.

"Cette condamnation ne va pas calmer le peuple qui réclame justice surtout dans cette période difficile", a commenté un militant des droits de l'homme, Mokhtar Yahyaoui, soulignant l'importance d'"informer les Tunisiens sur les autres implications d'Imed Trabelsi et leur faire comprendre qu'il ne s'agit que d'une première condamnation".

Imed Trabelsi avait été poursuivi sans succès en France pour "vols en bande organisée" pour s'être approprié en 2006 le prestigieux yacht de Bruno Roger, l'un des dirigeants de la Banque Lazard et proche de l'ex-président Jacques Chirac et de l'actuel chef de l'Etat Nicolas Sarkozy.

En mai 2007, la justice française avait émis un mandat d'arrêt à son encontre, mais la justice tunisienne avait refusé de l'extrader.

Sa première apparition devant la justice tunisienne, cheveux gominés et costume-cravate, entouré de policiers avait déclenché une vague de haine dans le public.

Sa défense avait fait l'objet d'un vif débat sur la nécessité de le défendre, des avocats affirmant que la chambre correctionnelle était incompétente pour le juger, ne faisant que redoubler la colère du public. Finalement le juge Lassad Chamakhi décidait de reporter le procès au 7 mai.

Mokthar Trifi, président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme, déclarait récemment que "chaque personne a droit à un procès équitable quel que soit son crime". "La dignité de chacun doit être préservée et nous sommes tous contre les traitements dégradants".

L'évocation des crimes commis par les Trabelsi, qualifiés de "clan quasi-mafieux" impliqué dans plusieurs affaires d'escroquerie, ne tarit pas dans la presse comme dans la rue.

"Il faut que la justice assume son rôle parce que c'est le seul moyen de tourner la page Ben Ali", a estimé Abderrazak Kilani, bâtonnier de l'ordre des avocats de Tunisie.

Dans le coeur de Tunis, de nouveau enveloppée par d'épaisses fumées de gaz lacrymogènes, la police a dispersé une nouvelle manifestation anti-gouvernementale.

Massés devant le ministère de l'Intérieur, entouré de barbelés, les manifestants scandaient des slogans comme "Gaz lacrymogènes et cartouches, les Tunisiens n'ont pas peur", "Peuple tunisien révolte-toi", "ministère de l'Intérieur, ministère terroriste".

La veille et l'avant-veille, la police avait violemment dispersé des manifestants qui réclamaient la "démission" du gouvernement transitoire et "une nouvelle révolution".

Quinze journalistes couvrant ces événements ont été brutalisés par des policiers, selon le syndicat national des journalistes tunisiens.

<http://www.hns-info.net/spip.php?article29408>

Violences contre-révolutionnaires à Tunis - Communiqué du syndicat général de l'enseignement supérieur - UGTT

mis en ligne samedi 7 mai 2011 par jesusparis

UGTT : Communiqué du syndicat général de l'enseignement supérieur Tunis, 07 mai 2011

Nous avons assisté ces derniers jours au retour de la répression et de la violence contre les manifestants sur l'avenue Habib Bourguiba et les avenues et rues avoisinantes avec des méthodes qui rappellent celles de l'ancien régime dictatorial, surtout après la nomination du nouveau ministre de l'intérieur.

Ce qui s'est produit les 5 et 6 mai, entre violences et agressions de la part de la police, fait surgir de nombreuses questions dont la plus importante est peut être celle-ci : est-ce que la révolution du 14 janvier s'est faite pour que la répression se trouve à nouveau dirigée contre le peuple tunisien qui s'est levé contre la dictature ?

Que signifie le comportement actuel du gouvernement de transition face aux manifestations pacifiques ? Où veut arriver le ministre de l'intérieur en utilisant les gaz lacrymogènes, la brutalité et les agents de police cagoulés pour pourchasser et terrifier les manifestants ?

Quel message le ministère de l'intérieur veut-il faire parvenir en violant les locaux de l'UGTT avenue de Carthage à Tunis et en détruisant ses portes et agressant ceux qui se trouvaient dedans ? Dans quel but agresser les journalistes ?

Où étaient les forces de sécurité lorsque les routes étaient coupées, les institutions publique et privés cambriolées et brûlées ? Les citoyens sont confrontés à des braquages quotidiennement. Où est la police lorsque les écoles sont saccagées et les écoliers mortifiés ?

Est-ce que le nouveau ministre de l'intérieur a seulement pour rôle la protection du ministère de l'intérieur et l'interdiction des manifestations sur l'avenue Habib Bourguiba ?

Le syndicat général de l'enseignement supérieur dénonce fermement ces manières répressives et ces agressions et demande le jugement de ceux qui en sont responsables.

Le syndicat général de l'enseignement supérieur attire l'attention sur le fait que ces derniers événements peuvent être intentionnels pour propager le désordre et le chaos et créer un climat de surtension pour justifier par la suite le recours à la répression violente au lieu de créer un climat propice à la démocratie et à la liberté, les deux choses pour lesquelles la révolution a lutté.

Ces événements ont des objectifs contre-révolutionnaires contre lesquels les enfants de la révolution de la dignité continueront de lutter ainsi que contre ceux qui en sont responsables, restes de l'ancien régime, qui sont soutenus par ce gouvernement qui leur donne le pouvoir d'intervenir et de contrôler l'Etat.

Le peuple poursuivra sa lutte jusqu'à leur départ.

Du syndicat général de l'enseignement supérieur

Le secrétaire général : Sami TAHRI.

Traduit de l'arabe par Beyeder pour HNS-info

Note de la traductrice : il y a de nouveau un couvre-feu à Tunis de 21h à 5h.



<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/couvre-feu-a-tunis-apres-des-violences-et-pillages-en-banlieue-07-05-2011-1439793.php>

Couvre-feu à Tunis après des "violences et pillages" en banlieue

Publié le 07.05.2011, 21h37

Un couvre-feu nocturne a été décrété samedi à Tunis et dans sa banlieue après plusieurs jours de "violences et pillages", ont annoncé les ministères de la Défense et de l'Intérieur. | **Fethi Belaid**

Un couvre-feu nocturne a été décrété samedi à Tunis et dans sa banlieue après plusieurs jours de "violences et pillages", ont annoncé les ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Le couvre-feu s'applique de 21H00 à 05H00 (22H00 à 06H00 GMT) pour une durée indéterminée, ont précisé les ministères dans un communiqué cité par la télévision et l'agence TAP.

Les autorités ont justifié la mesure en affirmant que des pillages et violences s'étaient produits dans la capitale tunisienne et sa banlieue au cours des deux derniers jours.

"Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense annoncent qu'un couvre-feu a été décidé avec interdiction de circuler dans Tunis et sa grande banlieue à partir d'aujourd'hui de 21H00 jusqu'à 05H00 en raison des violences et pillages commis dans la banlieue de Tunis vendredi et samedi et surtout dans la nuit de vendredi à samedi", selon le texte.

Selon une habitante, des jeunes ont saccagé et pillé un grand magasin d'électro ménager, une pharmacie et ont incendié plusieurs véhicules dans la banlieue défavorisée d'Ethadamen où des manifestations s'étaient déroulées en janvier, avant la chute du président Ben Ali, le 14

janvier dernier.

Des informations non confirmées font aussi état de violences dans la ville de Gabes, dans le Sud, et à Sidi Bouzid, dans le centre, d'où était parti le mouvement de contestation en décembre.

Des manifestations anti-gouvernementales se sont déroulées chaque jour depuis jeudi à Tunis et ont été parfois durement réprimées par les forces de l'ordre.

Avenue Bourguiba, dans le centre de Tunis, aucun véhicule ne circulait à part quelques voitures de police samedi soir. Des barbelés bloquaient les accès au ministère de l'Intérieur, a constaté une journaliste de l'AFP.

AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110508.OBS2626/couvre-feu-a-tunis-apres-trois-jours-de-manifestations.html>

Couvre-feu à Tunis après trois jours de manifestations

08/05/11 à 10:51

Les rassemblements contre le gouvernement transitoire tunisien ont été durement réprimés par les forces de l'ordre ces deux derniers jours.



Tunis, le 6 mai. Le ministère de l'Intérieur affirme que des violences et des pillages se sont produits dans la capitale et sa banlieue. (AFP)

Un couvre-feu nocturne a été décrété samedi 8 mai à Tunis et dans sa banlieue, après **plusieurs jours de manifestations**, qui ont conduit à des "violences et pillages", selon les ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Selon une habitante, des jeunes ont saccagé et pillé un grand magasin d'électro ménager, une pharmacie et ont incendié plusieurs véhicules dans la banlieue défavorisée d'Ethadamen.

Des informations non confirmées font aussi état de violences dans la ville de Gabes, dans le Sud. Mais aussi à Sidi Bouzid, dans le centre, d'où était parti le mouvement de contestation en décembre, qui avait conduit à la chute de Ben Ali le 14 janvier.

Après l'annonce du couvre-feu, avenue Bourguiba, dans le centre de Tunis, aucun véhicule ne circulait à part quelques voitures de police samedi soir. Des barbelés bloquaient également les accès au ministère de l'Intérieur.

"Peuple tunisien révolte-toi"

Des **manifestations anti-gouvernementales** se sont déroulées chaque jour depuis jeudi à Tunis, et ont été parfois **durement réprimées** par les forces de l'ordre.

Samedi, le dernier rassemblement a réuni plusieurs centaines de personnes dans la capitale tunisienne. Il a été dispersée par les forces de l'ordre, qui ont procédé à des **tirs de gaz lacrymogènes**. Plusieurs rafales de tirs de sommation ont également été entendues.

Auparavant, les manifestants, réunis devant le ministère de l'Intérieur entouré de barbelés, scandaient des slogans comme "Gaz lacrymogènes et cartouches, les Tunisiens n'ont pas peur", "Peuple tunisien révolte-toi", "ministère de l'Intérieur, **ministère terroriste**" ou encore "Nous sommes fidèles aux martyrs de la révolution".

Tentative de conciliation

Un représentant des autorités était venu les saluer dans un geste apparent de conciliation. Ce responsable avait **embrassé quelques manifestants** et avait lancé un appel au calme, leur demandant d'"aider les policiers dans leur tâche".

Vendredi, les forces de l'ordre avaient déjà violemment dispersé environ 200 manifestants, majoritairement des jeunes, qui réclamaient la "démission" du gouvernement transitoire et "une nouvelle révolution".

"Coup d'Etat"

Le ministère de l'Intérieur a promis ensuite une enquête sur ces violences et a présenté ses excuses "aux journalistes et aux citoyens **agressés involontairement**". Avant d'affirmer son respect "pour le droit de chaque citoyen tunisien à manifester pacifiquement".

Quinze journalistes couvrant ces événements pour des médias tunisiens et internationaux ont été brutalisés par des policiers, selon le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT).

Des internautes sur Facebook avaient appelé à manifester pour soutenir l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi. Celui-ci a suscité un vif émoi en dénonçant la préparation d'un "**coup d'Etat militaire**" en cas de victoire des islamistes aux élections prévues le 24 juillet. Des allégations démenties par le ministère de la Défense.

Nouvelobs.com - AFP

<http://www.come4news.com/tunis-couvre-feu-et-commissariat-brule-739168>

Tunis: Couvre feu et commissariat brûlé

08 May 2011

Ce samedi aurait dû être le jour de la manifestation pour sensibiliser la population contre les idéologies du parti islamiste Ennahdha. Mais les derniers événements en ont décidé autrement. Cette manifestation qui aurait rassemblé plus 10 000 personnes a été remplacée par des scènes de désolation partout dans le pays. A l'heure où je mets cet article sous presse, la police est entrain d'affronter des manifestants en bas de mon immeuble à la cité ibn Khaldoun.

Dès 17h les policiers étaient à pieds d'œuvre. Hier soir déjà ils ont dû repoussés les attaques de quelques jeunes (une vingtaine qui voulaient bruler le commissariat). Les policiers ont

semble t-il retenu les erreurs lors de la révolution. Donc dès 17 h ils ont fermé les portes du commissariat de Ibn Khaldoun, rappelons que ce commissariat avait été brûlé lors de la révolution. Armés des kalachnikovs (aucun coup de feu n'a encore été tiré), c'est avec des bombes lacrymogènes qu'ils sont entrain de disperser les manifestants qui scandent des Alla'hou Akbar (Dieu est grand) et lancent des pierres sur les policiers. L'heure est irrespirable, nous qui sommes dans des maisons même ont es yeux rouges. Ce sont des rafales de bombent lacrymogènes qui sont tirés chaque minute. Je regardais la scène par le balcon mais j'ai dû être obligé de rentrer fermer les volets tellement l'air était irrespirable. Rien en semble faire reculer à en juger les tirs de bombes lacrymogènes à défier la police

Tunis sous couvre feu

Ce samedi l'avenue Habib Bourguiba n'a pas fait exception et a accueilli son lot de violence avec les affrontements entre les policiers et quelques centaines de manifestations. Les policiers n'ont pas lésiné sur les moyens. Armés de matraques et les lances de bombes lacrymogènes, ils étaient même accompagnés par des voitures blindées qui ramassaient ça et là les manifestants tabassés et arrêtés.

Fait rare en Tunisie où au temps de Ben Ali, seul le sport rassemblait tous les tunisiens, un autre acteur s'est invité lors du 8e de finale de Ligue africaine de football qui se jouait au stade de Radès à savoir la violence. Le math a du être interrompu à seulement 10 minutes de la fin du match. Et pour cause, un incendie qui s'est déclaré dans les gradins du stade suivi des affrontements d'une rare violence. Et c'est encore avec d'énormes quantités de gaz lacrymogènes que la police a dispersé les 15 000 spectateurs.

Suite donc aux événements de cette journée, le gouvernement de transition a dû être amenée à décréter un couvre feu nocturne dans tout le Grand Tunis et ce jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure qui exclue les cas médicaux d'urgence et ainsi les que les travailleurs de nuit risque de s'étendre très bientôt dans tout le pays au vu des scènes de violence à Sfax et dans autres villes du pays notamment Sidi-Bouزيد d'où est parti la contestation ayant abouti à la chute de Ben Ali.

Mis à Jour : Commissariat d'Ibn Khaldoun Brûlé.

Les manifestants sont venus à bout des policiers qui malgré le soutien de deux 4-4 de l'armée ont vidé les liés. L'histoire se répète. Le poste de police d'Ibn Khaldoun vient d'être brûlé. Le scénario de la révolution s'est répété. Reste à savoir si cette violence va se propager dans les autres quartiers.

Rendez vous demain matin pour l'évaluation des dégâts.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/05/09/tunis-couvre-feu-et-contre-feux/>

Tunis: Couvre-feu et contre-feux.

Publié le 09/05/2011 par Se trouver

Mercredi 4 mai, dans l'après-midi, la Tunisie découvre une vidéo explosive postée sur les réseaux sociaux avant que toutes les radios du pays n'en reprennent le contenu.

Une interview de Fahrât Rajhi, ex-ministre de l'intérieur destitué par le premier ministre Béji Caïd Essebsi à la fin du mois de mars, a véritablement mis le feu aux poudres. Fahrât Rajhi fut notamment responsable de la dissolution du RCD et de la confiscation de ses biens. Cet ancien magistrat détesté par les cadres de son ministère avait échappé de peu au lynchage par ceux-ci lors de sa prise de fonction. A l'origine du limogeage de plusieurs responsables policiers, il fut par la suite jugé trop dérangeant et trop dangereux par la hiérarchie policière et depuis remplacé par Habib Essid.

Dans cette vidéo, on le voit et l'entend révéler la préparation d'un coup d'état par le général et chef d'état-major des armées Rachid Ammar pour prendre le pouvoir en cas de victoire électorale des islamistes aux élections du 24 juillet. Fahrât Rajhi dénonce aussi en vrac le rôle des Sahéliens qui ne voudraient pour rien renoncer au pouvoir (Les sahéliens : de sahel ou littéralement la côte, région côtière entre Tunis et Sfax comprenant les villes de Sousse, Monastir et Mahdia dont est originaire la majeure partie de la classe politique tunisienne depuis l'indépendance, Habib Bourguiba et Zine Ben Ali en sont les plus notoires représentants). Mais aussi la direction occulte de Kamel Letaiéf, ex-ami intime de l'ex-dictateur, homme d'affaires et magnat du bâtiment, l'accusant de diriger le gouvernement et de désigner les ministres en sous-main. Des propos que Fahrât Rajhi a finalement regretté le lendemain. Ce qui n'empêcha pas les autorités de transition de vivement réagir en démentant farouchement les assertions de l'ex-ministre de l'intérieur.

Cependant, il n'en fallait pas beaucoup plus pour jeter de nouveau sur l'avenue Bourguiba à Tunis plusieurs centaines de personnes, venues là pour appeler au départ du gouvernement de transition. Depuis les marches du théâtre municipal jusqu'aux lignes de barbelés qui protègent le ministère de l'intérieur, l'on pouvait entendre « *Echaâb yourid ethaoura min jadid (Le peuple veut une nouvelle révolution)* », « *pas de peur, pas de terreur, la souveraineté est entre les mains du peuple* » ou « *Peuple, révolte toi contre les restes de la dictature* ». Le rassemblement fut dispersé par la force deux heures plus tard par les BOP (Brigades de l'Ordre Public, équivalent des CRS).



Vendredi 6 mai en tout début d'après-midi, un nouveau rassemblement fut organisé encore avenue Bourguiba et cette fois-là les BOP s'illustrèrent encore dans leur registre habituel. Et si, en France, on en est encore à considérer qu'il y ait de bons et de mauvais flics, le fameux et inénarrable duo comique du gentil et du méchant des millions de français qui ont connu le grand spectacle de la garde à vue, à Tunis, il est bien difficile de distinguer chez le flic moyen s'il n'est que pervers ou s'il n'est que pervers et brutal. La seconde forme semble remporter tous les suffrages en ces temps démocratiques chez les BOP. Il est d'ailleurs assez rare de ne pas voir une charge de police s'interrompre pour rebrousser chemin sur une vingtaine de mètres afin d'aider un collègue à finir à coup de pieds et de matraques une personne jetée au

sol à l'aide de ses propres cheveux. La plupart du temps, celle-ci est laissée inanimée sans volonté particulière de l'interpeller. Toute le reste de cette après-midi, les affrontements continuèrent dans tout le centre de Tunis, les journalistes et photographes furent systématiquement poursuivis, comme jusqu'au siège du quotidien *La presse de Tunisie* où les BOP rappelèrent cet organe de presse si proche de Ben Ali au souvenir de cette si douce dictature. Si MAM n'eut finalement pas le temps de faire parvenir quelques livraisons de palettes de grenades lacrymogènes, la police n'en est pas pour autant en manque puisque des sociétés américaines ont suppléé à cette absence actuelle de la diplomatie française. Une générosité limitée puisque personne n'a pourtant songé à équiper les BOP de masque à gaz. Ce qui, au vu de leur propre penchant à arroser leur environnement de lacrymogènes, les met dans une situation tout aussi lacrymale que les émeutiers. Bref les tunisois ont éprouvé dans les larmes et les plaies que leur police n'avait pas connu de *révolution* depuis le « miracle » du 14 janvier. Malgré ce que cet article révélera un peu plus loin et ci-dessous.



A signaler que plusieurs commissariats ont été incendiés vendredi soir dans des municipalités du Grand Tunis. A Ben Arous, au Kram et à La goulette entre autres. Ce dernier avait été réinstallé dans de nouveaux locaux suite à l'incendie de l'ancien et dont ce blog avait publié quelques photos il y a moins d'un mois. Le Couvre feu a été décrété hier dans tout le Grand Tunis (Tunis, Ariana, La Manouba, Ben Arous) jusqu'à nouvel ordre, de 21h à 5h du matin, par décision des ministères de l'intérieur et de la défense nationale.

Ces événements sont à considérer dans une ambiance politique empoisonnée à tous les niveaux par deux éléments non négligeables. La réhabilitation forcée des forces de sécurité et le régime de la rumeur. Deux éléments qui s'intègrent dans un processus politique qui consiste à faire passer un suppositoire à pachyderme dans un trou de souris. L'image est grossière mais certainement moins que cette tentative d'obliger le peuple tunisien à choisir entre liberté ou sécurité. Certains chroniqueurs et éditorialistes n'hésitant pas à plagier un ex-trotskyte et ex-loser présidentiel, Lionel Jospin, en affirmant, comme il l'avait fait en 1997, augurant du climat sinistre et délirant agitant depuis l'ensemble de la classe politique française, que la première des libertés est la sécurité.



Cela fait déjà plus d'un mois que l'artillerie lourde du gouvernement national de transition, entre autres, bombarde les esprits pour transformer les forces de sécurité de Ben Ali en acteur de la révolution tunisienne. Le point d'orgue dans ces manœuvres dignes de l'intelligence d'artilleurs serbes sur les collines de Sarajevo furent les festivités organisées à Carthage par le président par intérim Foued Mebazaa en présence du ministre de la justice Karoui Chebbi et l'actuel ministre de l'intérieur Habib Essid commémorant le 55ème anniversaire de la création des forces de sécurité le 18 avril.



Au cours de cette cérémonie pleine de remises de galons et de galoches en tout bien tout honneur, les flics sont quand même des gens virils et même souvent des mecs, des vrais. Le président Mebazaa a honoré la mémoire de ceux « *qui ont perdu leurs vies dans l'exercice de leurs nobles fonctions pour protéger les tunisiens et défendre la patrie* ». Appelant les forces de sécurité intérieure à « faire preuve de labeur et de vigilance pour préserver les principes du système républicain et le prestige de l'État ». Insistant ce jour là sur la nécessité de consolider les acquis de la révolution, défendre la souveraineté de l'État et s'imprégner des principes démocratiques et des droits humains. Saluant au passage les grands sacrifices et la détermination des forces de sécurité intérieure à préserver la souveraineté de la patrie et protéger les institutions de l'état, à rétablir la sécurité et à rassurer les citoyens en faisant respecter la loi et servir l'intérêt public. Pour continuer avec ces déclarations proprement indigestes, le ministre de l'intérieur a ponctué cette cérémonie en rappelant « *la pleine appartenance* » des forces de sécurité intérieure au peuple tunisien et « *leur ferme* » volonté de participer à la sauvegarde des acquis de la révolution et à la réalisation de ces objectifs. Il a affirmé qu'il ne ménagera aucun effort pour permettre aux cadres et agents de la sécurité intérieure d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions afin de consolider le rétablissement de la sécurité et la reprise économique du pays. « Notre relation avec le citoyen doit être basée sur la confiance, le respect mutuel, la transparence et la primauté de la loi ». Ces interventions se sont conclues sur une cérémonie en mémoire des deux *martyrs* des forces

de la sécurité intérieure. Le ministre rappelant « L'important rôle de ces agents dans la protection de la révolution ». Une minute de silence a ensuite été observée à leur mémoire.



A Thala, les familles des martyrs tombés, comme tant d'autres en Tunisie lors des journées de décembre et janvier, attendent toujours des inculpations de moins en moins probable de policiers identifiés comme les assassins.

Le lendemain de cette odieuse cérémonie, le quotidien *Le temps* titrait « Les BOP se défendent : Il n'y a pas de sniper dans nos rangs ». Le journal citait là d'obscurs responsables, sans jamais les nommer, qui prétendaient que ces snipers étaient venus de Libye et financés par Kadhafi en personne. Le journal n'hésitait pas non plus à se lancer dans de périlleuses analyses. « *Maintenant que le président a pris la fuite, il est temps que justice soit faite, surtout pour la perte en vies humaines dans la population. Mais le fait que la police ait toujours été sommée d'exécuter les ordres, comme cela se passe dans n'importe quel autre pays, suffit-il qu'on la juge automatiquement coupable de meurtres de civils, avec préméditation en plus, et sans de surcroît en établir les preuves. Le responsable ne serait-il pas surtout celui qui les a donnés?* ». Habile, très habile quand on sait qu'aucun ordre écrit n'a été donné pour réprimer. Si on ne peut savoir qui les a donnés ces ordres, c'est donc que ce n'est la faute de personne et surtout pas la faute de ces pauvres petits instruments de la terreur qu'étaient les BOP. Dans le même article on pouvait également lire les déclarations d'un lieutenant de police. Celui-ci y affirmait qu'« *On utilisait des bombes lacrymogènes et on voyait des gens mourir devant nous, nous en étions choqué nous aussi* ». Cet article s'acharnait à faire la scabreuse démonstration que la police n'avait fait qu'exécuter les ordres rappelant en guise de conclusion qu'« *on comptait 90 maisons de policiers incendiées, 2 morts par balles et plus de 600 gravement blessés dans le corps de police* ». Pauvres biquets...

Rappelons aussi qu'entre autres à Sidi Bouzid et Kasserine, des familles affirment que les agents des forces de l'ordre ont assassiné de sang froid. Plusieurs d'entre elles disposent de listes nominatives dont elles réclament en vain depuis des mois l'arrestation et le jugement. Ces assassins continuent pourtant à se promener tranquillement sans être inquiétés. Et bien que ces familles organisent régulièrement des manifestations pour pousser les autorités à agir, celles-ci font la sourde oreille. Un tueur notoire est même monté en grade à Sidi Bouzid et on lui a décerné cette promotion à titre de récompense pour « *ses mérites pendant la révolution* ».

Dès lors tout est possible et le 20 avril, les agents des forces de l'ordre ont fait grève. Enfin une grève d'un genre particulier. Ceux-ci ont porté un brassard rouge pour protester contre toutes ces accusations qu'ils jugent infondées et qui essaient de leur faire porter le chapeau de

la répression. Ces dénégations répétées des forces de police ont même poussé les militaires à faire un communiqué officiel dans lequel ils affirmaient qu'ils n'avaient jamais tiré sur la population. Alors si c'est pas toi et si c'est pas moi, c'est qui ? Personne ? Et c'est ainsi que les forces de l'ordre tentent très grossièrement de se disculper en désignant selon eux les vrais responsables des tueries. Les mystérieuses milices du RCD à la solde de Kadhafi utilisant des munitions israéliennes parce que sa mère était juive. Des choses que l'on entend vraiment trop souvent dans la bouche des tunisiens.

L'Etat joue sur le pourrissement de la situation et sur l'inquiétude engendrée par cette période de transformation. Les peurs sont comme partout instrumentalisées. Et depuis quasiment deux mois, beaucoup de tunisiens s'en sont aussi donnés à cœur joie dans les tribunes offertes par les journaux et autre rubriques d'opinions comme dans les discussions de café pour fustiger l'inaction des forces de l'ordre face à ce qu'ils dénoncent comme un climat d'insécurité générale. Les vendeurs à la sauvette, les hooligans, les mendiants, les évadés de prison, les sit-in et autres grèves faisant d'office figure d'épouvantail à moineaux. On les accuse de tous les maux et surtout de compromettre la situation du pays. On se plaint d'un manque de sécurité et donc de police.

Il est vrai que celle-ci avait de bonnes raisons de se faire oublier un moment ou au mieux de se faire un tant soi peu discrète. L'armée suppléant à cette absence temporaire et nécessaire. Vu la place qu'elles ont occupé et le rôle qu'elles ont joué pendant la dictature bourguibio-benaliennne, comment pourrait-il en avoir été autrement après une révolte faisant chuter ce qui était un véritable état policier.

Pourtant vu de Tunis, on assiste depuis plusieurs semaines à un retour progressif et certain de ces forces de sécurité. Comme le soulignait un ami de Gabès, peut-on imaginer un état sans police ? On ne peut répondre fatalement que par la négative à une question aussi implacable. La force d'un État étant à la mesure de sa capacité à exercer sans partage son monopole de la violence. Nous serions tentés d'ajouter une question subsidiaire. Peut-on imaginer une révolution sans État ? La question évidemment feinte car il ne s'agit pas de l'imaginer, il faut pouvoir en élaborer sa possibilité concrète. Une réponse peut-être prétentieuse mais nécessaire s'il l'on ne veut pas voir les éternels schémas historiques se répéter.



En Tunisie pour l'instant, *la révolution* prend les mêmes et recommence. Tout comme il n'est pas possible de liquider totalement les deux millions de tunisiens qui faisaient partie du RCD, il semble difficile pour les tunisiens de ne pas pouvoir envisager de se passer de cette police qui fut celle de la dictature et qu'ils voudraient comme par magie voir devenir du jour au lendemain celle de la nouvelle Tunisie « *révolutionnaire* ».



Dans un article à paraître bientôt, nous tenterons de dire en quoi et comment le régime de la rumeur comme artefact politique alimente ce processus de restauration de l'autorité de l'État et de réhabilitation de la police. Quels sont les enjeux immédiats d'une révolution sans nul doute possible, inachevée ?

Tunisie, lundi 9 mai 2010

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2011/05/09/au-moins-un-mort-dans-des-affrontements-a-tunis_1519052_1466522.html

Manifestation de journalistes à Tunis après les violences du week-end

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 09.05.11 | 12h55 • Mis à jour le 09.05.11 | 15h38



Un journaliste au milieu des manifestations et des gaz lacrymogènes, dimanche 8 mai à Tunis. Reuters/ZOUBEIR SOUISSI

Plusieurs dizaines de journalistes ont manifesté lundi 9 mai dans le centre de Tunis pour dénoncer les violences dont ils ont été victimes lors des manifestations, qui ont fait au moins un mort ce week-end.

"Liberté, Liberté pour la presse tunisienne", ont scandé des journalistes à la face de policiers, qui ont formé un cordon de sécurité sur l'avenue centrale Habib-Bourguiba, à proximité du ministère de l'intérieur, entouré de barbelés et où sont stationnés des blindés depuis plusieurs mois.

"Presse libre et indépendante", "Non à l'atteinte des journalistes", "pas de démocratie sans presse libre", pouvait-on lire sur de grandes banderoles déployées par des journalistes qui répondaient à l'appel du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJ).

"C'est un mouvement de protestation pour dire au gouvernement que nous refusons ses excuses et que nous exigeons un engagement ferme pour préserver la liberté de la presse dans le pays et que nous exprimons notre refus du verrouillage des médias", a précisé le syndicaliste Zied El Hani. Le ministère de l'intérieur avait présenté vendredi soir dans un communiqué *"ses excuses aux journalistes et aux citoyens agressés involontairement",* affirmant son *"respect pour le travail journalistique"*.

Défilant lundi sur l'avenue Bourguiba qui résonnaient de multiples coup de sifflets et de klaxons "solidaires", les journalistes rejoints par des dizaines de manifestants ont ensuite défilé devant le siège du journal *La Presse*, où des journalistes ont été violentés vendredi dans les locaux même de la rédaction.

EXCUSES DES SYNDICATS DE POLICE

Quinze journalistes travaillant pour des médias internationaux et tunisiens ont été brutalisés par des policiers lors de la couverture de manifestations jeudi et vendredi dans la capitale. Ces violences inédites depuis la chute de Ben Ali, avaient fait craindre un retour des méthodes répressives utilisées par l'ancien régime, qui avait multiplié contre les journalistes des méthodes d'intimidation ainsi que des filatures, des menaces et des interrogatoires.

Khaled Errahali, membre du syndicat des forces de l'ordre, présent lors de la manifestation, s'est déclaré *"désolé pour ce qui est arrivé aux journalistes qui ont soutenu leurs revendications pour la fondation de leur syndicat",* une première en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. *"Je suis venu présenté aux noms des mes collègues, nos excuses et exprimer notre solidarité avec les journalistes et pour appeler à juger les responsables de ces actes",* qualifiant les excuses du ministère de tutelle *"d'insuffisantes"*.

AU MOINS UN MORT CE WEEK-END



Des policiers en civil arrêtent un manifestant sur lequel un couteau aurait été trouvé, le 8 mai 2011, à Tunis. Reuters/ZOUBEIR SOUISSI

Un homme a été tué dimanche à Slimane, dans la banlieue de Tunis, alors qu'il tentait de s'interposer au cours d'une manifestation pour empêcher des jeunes de lancer des pierres sur un poste de police, indique, lundi, Abdallah Gasmî, témoin du drame et coordinateur du Parti du travail démocratique. *"Des jeunes ont commencé à se diriger vers un poste de police et une préfecture de police à Slimane en jetant des pierres"*, raconte-t-il. *"Ils ont ensuite jeté des pierres sur un soldat et l'armée a procédé à un tir de sommation pour éloigner les jeunes. C'est alors que Mahmoud El-Tounsi, 25 ans, a été touché par une balle à l'abdomen"*, a-t-il ajouté. Il a succombé à sa blessure dans un hôpital. Le couvre-feu a été décrété samedi à Tunis et dans sa banlieue après plusieurs jours de manifestations hostiles au gouvernement. Il est en vigueur de 21 heures à 5 heures pour une durée indéterminée.

Les autorités tunisiennes n'ont pas communiqué sur le nombre de victimes au cours des troubles survenus pendant le week-end. Depuis jeudi, les manifestants antigouvernementaux ont été réprimés par un important dispositif policier avec des gaz lacrymogènes et des matraques.

Une source du ministère de l'intérieur, citée par *La Presse*, a indiqué que certains agents qui ont agressé des journalistes vendredi avenue Habib-Bourguiba avaient été identifiés, et a souligné que l'enquête va se poursuivre afin de déterminer les responsabilités.

Incertitude sur les élections du 24 juillet

Dans un discours télévisé à la nation, le premier ministre du gouvernement provisoire tunisien, Béji Caïd Essebsi, fait planer la doute sur la tenue des élections le 24 juillet d'une assemblée chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour l'après-Ben Ali.

"Le gouvernement s'est engagé en choisissant la date du 24 juillet et on tient à cette date, mais si le comité des réformes dit qu'il y a des empêchements techniques et logistiques ce sera une autre probabilité à discuter", a-t-il déclaré dans cette intervention dimanche soir. *"Il est vrai qu'il y a une lenteur dans l'étude de ce dossier mais la haute commission chargée de préparer ces élections cruciales de juillet est autonome et le gouvernement lui apporte seulement son soutien matériel et logistique"* a-t-il ajouté.

Il a rappelé que l'action du gouvernement provisoire *"cessera le jour de l'élection de l'Assemblée nationale constituante"*.

Ces déclarations interviennent dans un contexte où des partis politiques tunisiens demeurent divisés sur la date des élections.

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=39169&Itemid=43

Après une nuit de pillage et de destruction: 70 personnes arrêtées dans le Grand Tunis



TUNIS, 8 mai 2011 (TAP) - Suite aux opérations de pillage et d'incendie menées, samedi, dans certains quartiers du district du Grand Tunis, en dépit du couvre-feu décrété de 21H00 à 05H00, 70 individus parmi les personnes impliquées dans ces opérations et dont la majorité possèdent un casier judiciaire, ont été arrêtés.

Certains de ces individus ont été arrêtés, selon un communiqué rendu public, dimanche, par le ministère de l'Intérieur, en flagrant délit.

Il convient de préciser que des espaces commerciaux à Sidi Hassine et au Kram, dans le grand Tunis, ainsi que des logements (Gouvernorat de Sousse) ont été saccagés et pillés, ceci outre l'incendie du siège de la direction régionale de l'agriculture, à Sidi Bouzid.

La même source précise, également, que 5 postes de police et de la garde nationale, à El Mnhla, Cité Intilaka, El Mourouj, Cité Ibn Khaldoun et Kasserine, ont subi d'importants dégâts.

Le ministère rappelle, d'autre part, qu'à la suite des incidents regrettables survenus lors de la rencontre de football, qui a opposé, samedi, au Stade de Radès, le Club Africain au club soudanais Al Hilal, pour le compte des 8èmes de finale retour de la Ligue des champions d'Afrique de football, 9 agents de la sécurité ont été blessés, dont un en état grave. Ils ont tous été transférés vers l'hôpital de La Marsa.

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/nouvelle-montee-violence-tunis-99626.html>

Tunisie, l'après Ben Ali

Publié le 9 mai 2011 à 10h58

Nouvelle montée de violence à Tunis

Des combats entre manifestants anti-gouvernementaux et policiers se sont déroulés ce dimanche à Tunis, malgré la mise en place d'un couvre-feu dans la ville et sa périphérie.



Des affrontements ont eu lieu dimanche à Tunis SIPA

De violents affrontements ont embrasé dimanche le centre-ville de Tunis. Des manifestants anti-gouvernementaux s'étaient réunis pour la quatrième journée d'affilée. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser. Les manifestants étaient environ 200 et s'étaient donné rendez-vous sur les marches du théâtre municipal et avenue Habib Bourguiba. Ils ont chanté l'hymne national et scandé des phrases hostiles aux forces de l'ordre. Les émeutiers demandaient plus de réformes de la part du nouveau gouvernement, mis en place après la chute de Ben Ali le 14 janvier. Parmi les slogans lancés, on pouvait entendre : « *gouvernement dégage* », ou « *flics, bande de lâches* ».

Des pillages dans la banlieue de Tunis

Précédemment, à Ettadhamen, une banlieue défavorisée de Tunis, des bandes de jeunes se sont livrés à des pillages et saccages dans la nuit de samedi à dimanche. Pourtant, un couvre-feu avait été décrété samedi soir dans la capitale tunisienne, de 21 heures à 5 heures pour une durée indéterminée. Le ministère de l'Intérieur a annoncé que cinq postes de police et de la garde nationale ont été incendiés dans les troubles qui ont secoué Tunis et sa périphérie samedi avant l'entrée en vigueur du couvre-feu. Le principal mouvement islamiste Ennahda (Renaissance) tente de calmer les pilleurs et de protéger la population.

Les manifestations anti-gouvernementales durent depuis jeudi 5 mai à Tunis. Elle sont violemment dispersées à coups de matraque et de gaz lacrymogène. Une source proche du gouvernement a révélé à l'AFP : « *Des milices du parti du président déchu Ben Ali (le Rassemblement constitutionnel démocratique, dissous le 9 mars) payent des jeunes pour semer le trouble dans le pays* ».

http://www.tap.info.tn/fr/index.php?option=com_content&task=view&id=39232&Itemid=43

Le PTPD annonce la mort de l'un de ses militants à Soliman

TUNIS, 9 mai 2011 (TAP) - Un militant du Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD) a trouvé la mort lors des actes de violence survenus, dimanche soir, à Soliman dans le gouvernorat de Nabeul.

Selon un communiqué publié, lundi, par le PTPD, "Mahmoud Ben Hammouda Toumi (26 ans), diplômé au chômage, a été touché d'une balle dans le dos, alors qu'il tentait de s'interposer pour empêcher des manifestants de lancer des pierres sur un poste de police".

Le PTPD appelle à l'ouverture "d'une enquête sur les circonstances de la mort de la victime qui doit être menée par une commission impartiale et de poursuivre en justice toute personne impliquée dans ce crime".

<http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5g6EpuSX9YCN7X2aq87Q8LgyP1Q3g?docId=6796144>

Tunisie: un jeune tué par balle à Soliman (nord-est)

De The Associated Press – Il y a 5 jours

TUNISIA, Tunisia — Un jeune Tunisien militant d'un parti légal a été tué par balle dimanche soir lors d'une manifestation à Soliman, une ville située à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Tunis, a-t-on appris lundi auprès du responsable local du Parti de l'action nationale démocratique (PAND), Abdallah Gasmi.

Selon M. Gasmi présent sur les lieux, la victime, Mahmoud Toumi, 26 ans, était chargé de la coordination de la jeunesse du PAND. Il a été touché par une balle qui lui a percé le bassin en voulant s'interposer entre une centaine de manifestants dont certains lançaient des pierres sur des militaires positionnés devant le siège de la délégation (sous-préfecture) de la ville.

"Transporté encore vivant mais dans état grave à l'hôpital local, selon les médecins, il devait être transféré à l'hôpital proche de Grombalia, mais (il) est décédé en cours de route", a relaté le responsable du PAND à l'Associated Press.

Il s'est dit "étonné" que les militaires aient ouvert le feu "pour la première fois sur les manifestants" malgré les troubles causés par les jeunes, la plupart âgés de 15 à 17 ans. "C'était injustifié, d'autant que seuls quatre ou cinq jeunes lançaient des pierres sur eux", a-t-il témoigné.

La manifestation de dimanche, la deuxième après celle survenue vendredi dernier au cours de laquelle une usine a été pillée, intervenait après les déclarations controversées faites en milieu de semaine par l'ancien ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi qui ont provoqué de vives réactions dans le pays. Celui-ci a notamment évoqué la menace d'un coup d'Etat militaire au cas où les islamistes remporteraient les élections prévues le 24 juillet prochain.

A Tunis et dans plusieurs banlieues ainsi que dans des régions de l'intérieur du pays, des postes de sécurité ont été incendiés et des magasins ont été pillés lors de manifestations similaires au cours des derniers jours. Elles ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre qui ont procédé à 70 interpellations de fauteurs de troubles la plupart pris en "flagrant délit", selon le ministère de l'Intérieur.

Lors d'une intervention télévisée dimanche soir, le Premier ministre Béji Caïd Essebsi a déclaré que les propos de M. Rajhi, selon lui "très graves, mensongers et irresponsables", étaient susceptibles d'entraîner des poursuites judiciaires.

Il a par ailleurs plaidé pour le maintien de la date du 24 juillet pour le scrutin devant permettre l'élection d'une assemblée constituante, en n'écartant pas l'éventualité d'un report "en cas de force majeure ou pour des raisons techniques". AP

Arrestation de 197 individus impliqués dans divers crimes au cours de la nuit du lundi à mardi

TUNIS, 10 mai 2011 (TAP) - Les campagnes sécuritaires renforcées menées par des unités de la sécurité intérieure et de l'armée nationale ont permis l'arrestation de 197 individus, au cours de la nuit du lundi à mardi, dans toutes les régions du pays.

Ils sont impliqués dans des crimes divers, notamment, des vols, des pillages de biens publics et privés, des agressions contre les unités de la sécurité et de l'armée avec jets de pierres et tentatives de dégradation de locaux de la sécurité et d'établissements administratifs.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur ajoute que, parmi ces arrestations, figurent, également, des personnes ayant enfreint le couvre-feu et les mesures d'interdiction de la circulation, ainsi que 56 individus en possession d'armes blanches.

Vingt-cinq personnes ont été arrêtées à la cité Ettadhamen, Mnihla et la Cité du 2 mars à Tunis, pour infraction au couvre-feu, tapage et désordre sur la voie publique, trafic de drogue et constitution de bandes de délinquants.

Le ministère de l'Intérieur indique, dans son communiqué, que 629 individus ont été arrêtés, au cours de la période allant du 5 au 9 mai, dont 88 ont commis des vols, 98 pour ivresse et tapage sur la voie publique, 164 recherchés, 58 pour avoir semé la terreur auprès des citoyens, 37 pour infraction au couvre-feu, 24 pour braquages, 24 pour avoir déclenché des incendies et 27 pour port d'armes blanches.

Par ailleurs, 50 agents appartenant à la garde nationale, à la sécurité publique et aux unités d'intervention, ont subi des agressions au cours des événements survenus aux mois de mars et avril 2011. Le ministère de l'Intérieur précise que la plupart de ces agressions ont eu lieu dans les régions de Tunis, Sfax, Jendouba et Gabès.

Conférence sur "les législations et le financement des partis politiques en ...

TUNIS, 13 mai 2011 (TAP) - Le Centre Kawakibi pour la transition démocratique et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont organisé vendredi, une conférence sur "les législations et le financement des partis politique en Tunisie: approches comparatives".

Les travaux ont porté sur les législations relatives à la réglementation, à l'organisation de l'activité des partis, et à leur financement public et privé, ainsi que sur les mécanismes de suivi et de contrôle de l'Etat vis à vis des partis, sans pour autant porter atteinte à leur droit à la liberté d'action politique.

Participent à cette conférence des juristes, des experts tunisiens et étrangers, des représentants des partis politiques tunisiens et des composantes de la société civile, dans l'objectif d'élaborer des recommandations sur la loi de financement des partis politiques en Tunisie notamment dans la perspective de la campagne électorale pour l'élection de l'Assemblée nationale constituante.

Lors de la séance d'ouverture, M. Mustapha Beltaief, membre de la commission d'experts de la haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique, de la transition démocratique, a souligné que la démocratie nécessite la mise en place de règlements pour l'action politique.

Une situation, a-t-il ajouté, qui explique l'importance de la loi, dans l'organisation de l'activité des partis et dans la garantie de leur financement en toute transparence. Il a fait remarquer que le grand nombre de partis qui ont émergé en Tunisie est une conséquence normale et saine, qui reflète la soif de l'élite à participer à la chose publique "après des décennies de refoulement et de peur".

De son côté, M. Mohamed Belhocine, représentant résident du PNUD à Tunis, a mis en exergue le besoin des partis politiques, notamment les nouveaux, d'un financement public, à l'approche de la campagne électorale, relevant la nécessité de tirer profit des législations des pays ayant des traditions démocratiques, en matière de promulgation de lois des partis, dans la mise en œuvre de réformes politiques, particulièrement sur le plan du dialogue national, de l'opération électorale et du développement de la société civile.

M. Mohsen Marzouk, président du comité exécutif du centre "Kawakibi", a, pour sa part, appelé, à la mise en place d'un conseil national des partis politiques tunisiens ayant pour mission d'approfondir le dialogue civil pluraliste entre tous les partis et de consolider leurs capacités organisationnelles et de communication.

Il a, dans ce contexte, souligné l'importance du pacte républicain dans l'engagement des différentes sensibilités politiques à respecter les règlements juridiques et civils qui défendent le processus de réforme politique.

Au cours de la première séance qui a porté sur "les législations des partis politiques" trois interventions ont été faites. La première a mis en relief la nécessité que la loi sur les partis prépare la plateforme institutionnelle préparant la transition démocratique et s'accorde avec la loi électorale, celle des associations et de la presse.

M. Eric Thiers, conseiller des services de l'Assemblée nationale française, a évoqué l'expérience de son pays, dans le domaine de l'organisation de la vie politique. Il a souligné l'importance du rôle du cadre juridique dans la l'organisation de la vie politique.

Il a, à cet effet, insisté sur la nécessité de créer des mécanismes de contrôle de la transparence du financement afin de garantir une compétition équilibrée entre les partis et lutter contre la corruption et les groupes de pression.

De son côté, Henady Foued, du Centre Al Qods a exposé l'expérience de la Jordanie dans l'élaboration d'une loi sur les partis, loi qui a connu deux amendements importants, en 1992 et 2007, et qui "n'a pas pu répondre aux attentes des partis dans l'instauration d'un climat politique démocratique pluraliste", en Jordanie.

Elle a souligné que les réformes législatives revendiquées par le peuple jordanien, lors des dernières manifestations, ont conduit à la création d'une commission de dialogue national qui va se pencher sur l'élaboration d'une nouvelle loi électorale et une autre pour les partis consacrant leurs droits de bénéficier d'un financement public permanent et équitable.

La deuxième séance qui a porté sur "le financement des partis politiques" a comporté deux interventions.

Dans la première, Mme Ingrid Van Biezen, professeur de politique comparée à l'université de Leiden, a insisté sur la nécessité pour l'Etat de créer un mécanisme de contrôle des financements et de la gestion financière des partis, lui permettant de prendre connaissance de l'origine et du volume des aides et des dons accordés aux partis.

En parallèle, l'Etat doit prévoir l'interdiction totale des financements provenant de l'étranger et des administrations publiques, ainsi la sanction des partis qui ne respectent pas la loi ou dont les financements ne sont pas transparents.

La deuxième intervention a porté sur "le contrôle des financements des partis par la cour des comptes".

Le juge près la cour des comptes de Tunis M. Houcine Haj Massaoud a mis l'accent sur l'obligation pour les partis politiques de présenter un rapport annuel à la cour et qui explique la méthode de gestion des financements publics.

Il a souligné la nécessité d'accorder l'indépendance à la cour des comptes afin qu'elle accomplisse sa mission sans contraintes gouvernementales, et de créer une commission nationale de contrôle des financements des partis.

La troisième séance de la conférence s'est déroulée dans le cadre de trois ateliers de travail autour du "financement entre le secteur public et du secteur privé", "les comptes et les partis politiques" et "les moyens de l'Etat pour le contrôle des partis".

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gZeAN8nFE2jYXmvCxUxnZi4DR1A?docId=CNG.8003785688c4b26bfd3a052c96c6665d.511>

A Tunis, des habitants exaspérés par les soubresauts de violence

De Najeh MOUELHI et Sonia BAKARIC (AFP) – 13 mai 2011

TUNIS — Devant son restaurant avenue Habib Bourguiba à Tunis, Mohamed Salah, se dit exaspéré par des violences qui lui ont fait perdre sa clientèle et, comme beaucoup d'autres, il réclame un retour à l'ordre dans la Tunisie agitée de l'après Ben Ali.

"Notre pays va vers l'inconnu et il faut élire d'urgence un président pour le sauver car j'ai l'impression de vivre dans les territoires occupés et cela ne doit plus durer", dit-il exténué, en faisant référence aux scènes d'Intifada des territoires palestiniens.

Comme la plupart des Tunisiens interrogés sur l'avenue Bourguiba, épice de la contestation anti-gouvernementale, il estime que la "priorité des priorités" est de rétablir l'ordre et de relancer l'économie.

La révolution tunisienne était avant tout un mouvement qui a puisé sa force sur le terrain social, avec une jeunesse minée par le chômage et par la mauvaise situation économique face à la fortune colossale accumulée par le clan Ben Ali pendant 23 ans.

Après l'effervescence provoquée par la chute du président, le gouvernement de transition ne parvient toujours pas à relancer l'économie et à rétablir la sécurité.

A quelques mètres du restaurant de Mohamed Salah, Abdelhamid, un retraité de 70 ans, lance qu'il veut avant tout le rétablissement de la sécurité même si cela doit provoquer un report des élections d'une assemblée constituante prévues le 24 juillet. "Notre pays, dit-il, est au bord du gouffre sur le plan économique et sans sécurité. il ne peut y avoir des élections libres alors il vaut mieux les reporter à une date ultérieure".

L'hypothèse d'un report de ce scrutin a été soulevée ces derniers jours par une intervention télévisée du Premier ministre Béji Caïd Essebsi, qui a évoqué la "lenteur" des travaux préparatoires.

A Tunis, où aucune affiche électorale n'a encore fleuri, Slim un serveur de café lance devant une terrasse bondée: "On ne peut pas bâtir une démocratie dans une atmosphère polluée" par les violences.

De fait, les commerçants de cette avenue, devenue le lieu symbolisant le renversement du régime autoritaire de Ben Ali le 14 janvier avant de devenir un axe où manifestants s'opposent aux forces de l'ordre du nouveau gouvernement, ont pris l'habitude de baisser leur rideau de fer à chaque manifestation pour protéger leur établissement.

Parmi des passants qui semblent vouloir profiter d'une belle journée estivale, Karima, jeune médecin, estime elle aussi que "la priorité c'est la sécurité". "Je veux pouvoir sortir librement quand je veux et où je veux notamment à l'approche de l'été. Je veux seulement la paix!, dit-elle, ajoutant être sceptique sur la tenue des élections à la date prévue en raison de l'insécurité.

Après des manifestations réprimées par la police et des pillages, un couvre-feu nocturne a été rétabli le 7 mai à Tunis et sa banlieue.

Elle dit vouloir "sortir de cette situation stressante et ne plus voir de manifestations et ces scènes de violences entre Tunisiens sur l'avenue Bourguiba qui est devenue un champ de bataille".

Ridha, un enseignant de 55 ans, estime quant à lui, que la "la priorité c'est l'emploi et la sécurité ainsi que le renforcement des acquis relatifs aux libertés fondamentales".

"Les élections, poursuit-il, ne vont pas aboutir à un vrai changement dans le pays, l'Assemblée constituante telle qu'elle est conçue ne sera pas représentative de la force populaire, des jeunes qui étaient très actifs lors du 14 janvier tout comme les couches sociales défavorisées".

Un membre de l'UGTT, la centrale syndicale tunisienne, Abdeljalil Bedoui estime lui, que "ce sont des bandes anti-révolutionnaires qui cherchent constamment à provoquer l'instabilité".

Le couvre feu dans le grand Tunis réduit de minuit à 04H00

TUNIS, 14 mai 2011 (TAP) - Le couvre feu décrété dans le district du Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et la Manouba), a été réduit et prend effet de minuit à 04h00 à partir de samedi 14 mai 2011, annoncent les ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale dans un communiqué rendu public samedi.

Les deux départements exhortent les citoyens à ne pas répondre aux appels à la violence et au désordre, à préserver la sécurité et la paix sociale, au service de l'intérêt supérieur du pays.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/05/17/un-plan-economique-pour-soutenir-la-transition-democratique-en-tunisie_1523298_3232.html

Point de vue

Un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie

LEMONDE | 17.05.11 | 14h48 • Mis à jour le 24.05.11 | 15h45

Prenant de court tous les analystes et toutes les prédictions, le peuple tunisien a demandé et obtenu la fin d'un régime autocratique. Avec sa révolution non violente, le peuple tunisien a lancé un profond mouvement démocratique dans le monde arabe qui pourrait bien remodeler la zone méditerranéenne et l'Union européenne. Il est essentiel que les pays membres du G8 saisissent toute l'importance de cet événement et fassent le nécessaire pour que la Tunisie puisse être et demeurer l'exemple en matière de changement social, économique et démocratique pour l'ensemble de la région et au-delà.

Pour parachever sa révolution, le peuple tunisien s'est engagé avec détermination dans la construction d'un Etat démocratique fondé sur des institutions pérennes. La transition démocratique est en marche. De nombreux pays de la région ont toute leur attention focalisée sur la Tunisie et un échec de sa transition démocratique serait une victoire pour toutes les dictatures de la région et une sévère défaite pour la démocratie.

Nous avons la responsabilité collective de faire en sorte que cette transition réussisse et de prouver que la coopération économique est la meilleure barrière contre les extrémismes. Le risque auquel nous avons à faire face est celui d'une mauvaise coordination des actions ; le risque que le reste du monde attende que la Tunisie ait achevé sa transition pour l'aider, alors que la Tunisie a besoin de cette aide pour réussir cette transition.

Sur le plan économique, les transitions démocratiques engendrent souvent une courbe en "j" : une perte de croissance, avant une reprise. La Tunisie a besoin d'assistance internationale afin d'éviter la phase de décroissance initiale que son économie et sa société ne peuvent pas se permettre. La révolution n'a certes pas de prix, mais elle a un coût.

La croissance économique pour 2011 devrait passer au-dessous de 1 % et les émeutes ont déjà coûté 2 milliards de dollars (1,4 milliard d'euros) à l'économie, ce qui équivaut à 4 % du PIB. Le tourisme est très affecté et pourrait conduire à une augmentation du chômage. Le climat d'instabilité a poussé les agences internationales de notation à dégrader la Tunisie.

Les besoins immédiats sont nombreux en termes d'assistance budgétaire, d'assistance technique, d'aide humanitaire et sanitaire pour les réfugiés de Libye ainsi qu'en termes de soutien international pour le maintien du subventionnement des denrées alimentaires et de l'énergie.

Dans le moyen et le long terme, le niveau d'éducation élevé de la population tunisienne est son principal atout pour devenir l'une des démocraties les plus dynamiques de la région. L'instauration de la démocratie devrait permettre une meilleure redistribution des richesses entre les régions et dans la société. Les prochains mois seront sans nul doute semés d'embûches. Une transition réussie vers la démocratie après de longues années d'un régime autocratique est une tâche lourde et difficile. Construire l'Etat de droit tout en préservant les acquis nécessite concertation et doigté.

Mais, nous, économistes, savons que les investissements se jugent sur le long terme. Nous avons la ferme conviction que la mise en place d'institutions démocratiques sera un facteur déterminant de l'amélioration de l'attractivité et des performances économiques sur les moyen et long termes.

La révolution a suscité appui, sympathie et respect. Il nous faut désormais aller plus loin. Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'éviter que la Tunisie n'entre dans un cercle vicieux : pauvreté et augmentation du chômage entraînant une augmentation du populisme et de l'extrémisme qui, à leur tour, conduisent à l'isolationnisme et, de là, à l'accroissement de la pauvreté et du chômage. Au niveau international, la conséquence en serait la propagation des extrémismes ainsi que la multiplication des vagues de migrations fuyant ces extrémismes.

Les membres du G20 ont déclaré en février : "Nous nous tenons prêts à apporter notre soutien à l'Egypte et à la Tunisie le moment venu par des réponses coordonnées avec les institutions internationales et les banques régionales de développement, pour accompagner les réformes que ces pays adoptent au bénéfice de la population tout entière et leurs efforts de stabilisation économique."

Il s'agissait là d'une première étape. Nous appelons les dirigeants du G8, qui se réuniront le 27 mai à Deauville, à soutenir la transition en Tunisie et à soutenir une feuille de route qui serait élaborée et conduite par la Tunisie ; feuille de route qui identifierait les acteurs impliqués et les montants à mobiliser.

Plus précisément, nous appelons à :

1. Une aide immédiate pour les subventions alimentaires et énergétiques ainsi que pour un plan de recyclage à l'intention des diplômés chômeurs.
2. Un plan du G8 doté de 20 à 30 milliards de dollars sur cinq à dix ans afin d'investir dans le désenclavement de l'intérieur du pays. Le développement des transports, des infrastructures technologiques, des pôles technologiques et industriels sont, en effet, des priorités absolues afin d'être en mesure de créer le tissu de PME dont les zones déshéritées ont tant besoin.
3. Rétablir, grâce à ce plan, la confiance indispensable au rebond : développer un cadre concurrentiel pour les industries et les services, mettre l'accent sur les petites entreprises, optimiser l'intermédiation financière notamment au travers d'une restructuration du système

financier (capitalisation des banques, traitement spécifique pour les prêts non performants, microfinance, fonds d'investissement, fonds d'amorçage...).

4. Une déclaration claire sur les modalités de mobilisation et de coordination entre les différentes institutions financières (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque européenne de reconstruction et de développement, Banque européenne d'investissement, etc.) afin qu'elles puissent contribuer de manière optimale à la croissance et à la restructuration de l'économie tunisienne.

5. La création d'une institution financière spécifique à la région car la Tunisie et l'Egypte seront probablement suivies par plusieurs autres pays. Ce serait là un symbole politique fort pour la région et une garantie de coordination optimale des efforts de la communauté internationale.

6. Un engagement, à titre individuel, des pays européens participant au sommet d'appuyer l'obtention pour la Tunisie du statut de partenaire associé de l'UE avec un plein accès aux fonds structurels européens.

7. La création de mécanismes garantissant un meilleur accès au savoir et favorisant les échanges entre jeunes tout autour de la Méditerranée et au-delà.

La Tunisie est le leader de la transition démocratique arabe. Le statut, exceptionnel pour le monde arabe, qu'y a acquis la femme est un grand facteur d'espoir. Sa petite taille en fait un parfait laboratoire de la démocratie. Elle nous offre l'occasion unique de prouver que la démocratie peut suivre un développement harmonieux dans la région. Le coût d'un tel laboratoire, le coût du plan que nous préconisons, n'est que de 2 % à 3 % du coût de la réunification allemande et inférieur au coût d'un à deux mois de la guerre en Irak.

Philippe Aghion, économiste, Harvard University ; Jacques Attali, économiste ; Christian de Boissieu, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne ; François Bourguignon, Paris School of Economics ; Daniel Cohen, ENS ; Jean-Paul Fitoussi, Sciences Po ; Rainer Klump, Centre of European Integration and International Economics, Francfort ; Wolfgang Koenig, Goethe Universität, Francfort ; Jean-Hervé Lorenzi, université Paris-Dauphine ; Stefano Micossi, College of Europe ; Olivier Pastré, IMBank et université Paris-VIII ; Richard Portes, London School of Economics ;

Jean-Louis Reiffers, université du Sud ;

Hélène Rey, London Business School ;

Nouriel Roubini, New York University ;

Joseph Stiglitz, Columbia University ;

Klaus F. Zimmermann, Bonn University.

Collectif Article paru dans l'édition du 18.05.11

Arrestation de 44 criminels à El Omrane

TUNIS, 19 mai 2011 (TAP) - Quelque 44 criminels recherchés et ayant des antécédents judiciaires ont été arrêtés, depuis lundi dernier, à El-Omrane, a-t-on appris de source sécuritaire.

Selon le chef de district de la sécurité d'El Omrane, les forces de l'ordre ont arrêté, en collaboration avec des unités de l'armée nationale et des habitants de la région, 3 évadés de prison et 3 individus recherchés.

Elles ont, également, arrêté 5 autres personnes en état d'ivresse et accusées d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs et de violation du couvre-feu, a-t-il précisé.

Les forces de l'ordre, a-t-il ajouté, ont, aussi, procédé à l'arrestation de deux individus pour vente illicite de boissons alcoolisées et de 5 autres personnes impliquées dans l'incendie du poste de police de la Cité El-Intilaka.

Quelques 26 individus ont été, également, arrêtés dont 5 sont impliqués dans l'incendie du poste de police de la cité Ibn Khaldoun.

http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?a=24962&temp=1&lang=fr&t=519

Tunisie - La lumière sur le "gouvernement de l'ombre"

26/05/2011

Tel un leitmotiv, l'expression «gouvernement de l'ombre» revient inlassablement. Entre info et intox, le Tunisien ne sait plus où se donner de la tête. La position officielle est discréditée, le gouvernement en place voit sa « légitimité » fondre comme neige au soleil. Entretemps, les rumeurs courent alimentées et entretenues par des parties (ou des partis) ayant intérêt à ce que la rue ne retrouve jamais son calme.

Ce n'est pas la composition de ce gouvernement de l'ombre qui intrigue, mais la possibilité qu'il existe et l'étendue de son pouvoir qui dérange.

Est-ce le secret cultivé par les anciens régimes, 55 années durant, qui met de l'huile sur le feu ? Soit-il ! Néanmoins, il y a des signes qui ne trompent pas.

Entre théorie du complot, conspiration, jeu d'argent et de pouvoir, l'existence d'un gouvernement de l'ombre fascine. Dans la Tunisie post-révolution, les cartes sont brouillées et la vision floue.

Le tout Tunis s'affole : on a aperçu Hédi Baccouche se glisser à l'intérieur du Premier ministère. Baccouche n'est autre que le mentor politique de Ben Ali, le théoricien du fameux «coup d'Etat médical » et, semble-t-il, une des figures de proue du gouvernement de l'ombre de l'ancien régime.

En face, le gouvernement Ghannouchi entretient le mystère : aucune déclaration officielle ou officieuse ne filtre soit pour affirmer ou infirmer cette histoire. Il n'était pas habitué à rendre des comptes et à communiquer, quand bien même il le voudrait.

Cette « lacune » de communication a permis à cette histoire d'enfler : le site d'information rue89.com reprend l'information, relayée par une infinité de médias. Effet boule de neige oblige, ce qui était censé être une rumeur, est désormais une «vérité absolue». Et toujours pas de position officielle du gouvernement !

Les salons de Tunis parlent toujours des revenants, des mystérieux, du come-back des « Beldis » (les vieilles familles tunisoises), de la «République des copains», du retour des « Souahliya » (les Sahéliens du Centre-Est de Tunis) ...

Mais l'attention du peuple a été accaparée (ou détournée) par les histoires des milices, des brigands, de l'émigration clandestine, des évasions des prisons (véritable Prison Break en live) ... pour le reste, Béji Caïd Essebsi, en vrai crack de la politique, s'en charge.

Mais, vint cette « interview du malheur » qui déclenche le retour de la violence et du couvre-feu et, dans la foulée, la théorie du complot, lorsque Farhat Rajhi évoque le fameux « gouvernement de l'ombre ».

Parallèlement, les sites d'information rapportent les récits des liaisons enchevêtrées entre M. Caïd Essebsi, Letaïef, Baccouche, Bennour (Ahmed), Ghannouchi (Mohamed), Karoui (Hamed et Hakim) ...

Le gouvernement a, certes, changé, mais la position officielle est invariable : pas de réponse !

De là à dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu il n'y a qu'un pas, d'autant plus que lors de son interview du 8 mai 2011, Béji Caïd Essebsi nous a laissé sur notre faim.

Quelques jours d'émeutes, de tourmente et de peur pour que la Tunisie retrouve le calme. M. Rajhi, à qui on voulait retirer son immunité de magistrat, se fonde d'une déclaration tonitruante, une sorte de mea-culpa dans laquelle il « innocente » le Général Ammar.

Mais, dans cette même déclaration, point de Kamel Eltaïef, qu'il a pourtant accusé d'être à la tête de ce gouvernement de l'ombre!

Or, si « la politique est l'art de mentir », Super Farhat ne revient pas pour autant sur sa position : l'homme fort du premier quinquennat de Ben Ali (1987 – 1992) est désigné comme celui qui tire les ficelles du gouvernement provisoire. Comme si Farhat Rajhi cherche, coûte que coûte, à impliquer Eltaïef sans pour autant présenter l'ombre d'une preuve.

Des médias vont même jusqu'à lui attribuer la possession de preuves compromettantes des hommes influents de la Tunisie post-révolution. Thèse, par ailleurs, confirmée par le juge Mokhtar Yahyaoui dans un journal algérien (Al Chourouk). Solidarité entre magistrats ou règlement de compte, on n'en saura rien. Cependant, les propos de M. Yahyaoui n'ont pas été démentis !

C'est d'ailleurs autour du personnage du très discret Kamel Letaïef, que tournent les histoires les plus folles.

Dans son blog (samibenabdallah.rsfblog.org) Sami Ben Abdallah souligne le 21 mai 2011 que « Béji Caïd Essebsi et Ben Ali ont en commun un ami qui s'appelle : Kamel Eltaïef ».

L'Express qui publiait, le 10 mars 2011, une interview du même Eltaïef écrivait : « Proche du Premier ministre Béji Caïd Essebsi, Kamel El Taïef a retrouvé depuis peu les effluves de la politique ».

Contre les propos de Rajhi, l'accusé s'est défendu corps et âme. Toutefois, le 5 mai 2011, Naoufel Ouertani sur Shems FM, lui demande : « Avez-vous été consulté par les premiers ministres ? Avez-vous décidé la nomination de quelques ministres ? ». Kamel Letaïef, zappe la question, et déclare qu'il n'a fait que donner son avis en toute sincérité !

Aussi, Nicolas Beau - réputé être bien informé de ce qui se trame sur la scène tunisienne - rapporte, le 27 mars 2011 dans son blog, une conversation téléphonique avec Leila Kallel, fille de Abdallah Kallel : « A écouter Leila, son père n'aurait trouvé aucun journal prêt à lui donner la parole.

Toujours selon elle, Abdallah Kallel aurait quelques ennemis irréductibles, au sein du sérail, qui alimenteraient la campagne contre lui, notamment Kamel Eltaief, le meilleur ami de Ben Ali jusqu'au mariage avec Leila en 1992. Or, c'est vrai, l'ami Kamel a repris du service aujourd'hui, conseille l'actuel Premier ministre et balance contre ses adversaires auprès de la presse, notamment à Jeune Afrique », pouvons-nous lire. Deux mois se sont écoulés, l'information n'a pas été, officiellement, démentie !

Et quand la « rumeur » rapporte que Slim Amamou, aussi néophyte en politique que Farhat Rajhi, a corroboré lundi dernier les mêmes propos sur la radio Express FM l'existence d'un gouvernement de l'ombre, nous sommes en droit de se dire qu'il y a anguille sous roche !

« Rumeur » médiatisée par une animatrice d'Express FM sur son mur de Facebook. Une animatrice qui n'est pas à son premier exercice de propagation de rumeurs puisqu'il y a quelques semaines, elle inventait l'histoire d'une tentative d'attentat contre le Premier ministre en citant des sources sûres !

L'information de Slim Amamou a été cependant rapidement démentie par la radio, l'intervieweur, l'animatrice et, via Twitter, par l'intéressé lui-même.

L'autre « rumeur » qui alimente les « salons » est celle des gouvernements étrangers et leur implication dans la révolution du 14-Janvier et, par la suite, dans la marche du gouvernement. A écouter ces rumeurs, la CIA serait derrière la Révolution tunisienne, par l'entremise d'El Jazira, Kamel Morjane est l'homme des Américains qui ont fini par le lâcher au profit d'Ennahdha dont les dirigeants étaient aux Etats-Unis il y a quelques semaines. Et puis, il y a les Français qui sont derrière on ne sait qui, puisque la France (qui envoie un ministre par semaine) ne peut pas lâcher son pré-carré.

Il n'en demeure pas moins qu'aucun élément plausible ne peut confirmer la thèse d'un gouvernement de l'ombre. Encore moins, le rôle de Kamel Eltaief ou d'un quelconque pays étranger qui voudrait « plomber » la révolution tunisienne. Raisonnablement, on ne devrait donc pas y croire. Au maximum, il y a des lobbies qui soutiennent tel ou autre courant, ce qui est tout à fait normal dans toute vie politique qu'elle soit démocratique ou non.

Cela dit, ceux qui colportent les rumeurs connaissent parfaitement l'axiome de Neale Donald Walsch (dans Conversation avec Dieu), « si vous dites un mensonge suffisamment gros, suffisamment longtemps, ce mensonge deviendra la " vérité " ».

Adem Ben Ammar

<http://allafrica.com/stories/printable/201105270375.html>

Africa: Tunisian Revolution Did Not Come Out of Nowhere

Sadri Khiari

26 May 2011

interview

Béatrice Hibou speaks to France-based Tunisian dissident and intellectual Sadri Khiari about the roots of the Tunisian revolution and why no-one saw it coming.

The Tunisian revolution has been the detonator of the wave of protests and uprisings which have spread across North Africa and the Middle East since January, 2011. Sparked by the self-immolation of Mohamed Bouazizi on December 17, 2010, the Tunisian revolution quickly spread from the towns in the central mining and agricultural regions of the country to the coastal cities, including the capital Tunis. Mass demonstrations, riots and strikes compelled President Ben Ali to flee the country on January 14. The ultimate outcome of the still fluid revolutionary process remains undetermined. So far popular mobilization and the forces activated by them - a series of parties, associations, unions, and intellectuals now organized in a loose coordinating committee (Le comité de salut public la tunisienne) have succeeded in forcing the retreat and partial dissolution of the networks of repression of the Ben Ali regime, changing the composition of the interim government a number of times and implementing their demand for a constituent assembly, from which Ben Ali's old ruling party, Le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) will be excluded for ten years. Governed by a new electoral law passed on April 11, elections for this assembly are scheduled for July 24.

Sadri Khiari is a Tunisian dissident now living in France, where he is a leading intellectual of Le Parti des Indigènes de la République (PIR), an anti-racist political party founded in 2010. He has published a number of books on Tunisia 'Tunisie, le délitement de la cité - coercition, consentement, résistances' (Paris: Karthala, 2003) and on the post-colonial situation in France [Pour une politique de la racaille (Paris: Textuel, 2006); La contre-révolution coloniale en France (Paris: La Fabrique, 2008), and Sainte Caroline contre Tariq Ramadan (Paris: La Revanche, 2011)].

BÉATRICE HIBOU: What is your interpretation of the Tunisian events?

SADRI KHIARI: One can explain a popular revolution as little as one can anticipate its beginning. It appears as a break in the normal course of things, an abrupt acceleration of political temporality, a historical rupture that expresses itself by the surging crowds that insert themselves into the centres of power in order to brutally push aside those who are supposed to lead and represent them. The popular revolution can thus be identified in the exceptional moment when politics dispenses with its mediations; direct democracy becomes reality, raw, tumultuous and alive. On the occasion of recent developments in Tunisia, numerous commentators remembered Lenin's famous formula: 'a revolutionary period is characterized by the inability of those at the top to rule and govern in the old way and the stubborn refusal of those below to be governed in the old way.' From this point of view, the revolution is the instant when the conflict between those 'at the top' and those 'below' reaches a boiling point.

The Tunisian revolution is no exception in this regard. Mohamed Bouazizi's tragic suicide represented this breaking point. But the strategist of Russia's October Revolution spoke of a 'revolutionary period,' not of revolution. He recalled the period of uncertainty when the conflict rages on but is not yet settled, when the relations of force are unstable and open up a horizon of multiple possibilities without guarantees. In Tunisia, the powerful popular mobilization that forced Ben Ali to take to his heels is a revolution, a moment in a revolutionary period which is obviously not over yet today. In 'the land of Jasmin,' the pot was

about to boil over. The question that imposes itself is the following: why did we not see that the revolution was imminent?

BÉATRICE HIBOU: If one cannot explain the revolution, can one nevertheless explain why no one saw it coming, or, to put it differently, why the situation before the revolts was explosive?

SADRI KHIARI: If there was one country in the Arab world that appeared sheltered from revolutionary influence, it was Tunisia. Saturated with publicity about the peaceful tranquility of a Tunisia destined to produce sand and parasols, and a few golden-skinned waiters as well, European public opinion could not possibly imagine this country as the site of dramatic political conflicts. Tunisia seemed to be a country without history. This tourist imaginary did not necessarily determine all of the political, intellectual and media spheres, in which there was general confidence in the 'stability' of Tunisia. However, the blindness of these spheres undoubtedly grew out of a measure of self-delusion. One only sees what one wants to see and what one wants to show to others. Determined to support the regime of President Ben Ali, the big powers (U.S., France, the E.U.) and the international financial institutions never stopped promoting a discourse of Tunisian 'stability': proper levels of growth and satisfactory macro-economic equilibrium; slow but sure integration into the world market; the formation of a 'middle class' destined to play the role of social shock absorber; reasonable and peace-loving foreign policy; and, finally, a democratic transition, albeit one slowed by a lack of 'transparency' in 'governance' and hampered by the imperative of maintaining security against the 'threat of Islam.' In other words, the only potential of political destabilization was detected where it did not exist: in Islamic fundamentalism.

This type of discourse was carried widely by the big international media outlets and a good number of commentators and social scientists. It was not only a result of self-interested complacency vis-à-vis the Tunisian regime. It was also helped along by elitist, bureaucratic and state-centred ways of understanding society. There was little interest in observing the real development of public opinion among the disadvantaged strata of the Tunisian population; their (occasionally spectacular) forms of resistance garnered no, or very little, attention. All that analysts took into account were the attempts of organized oppositional forces to act in the 'rational' sphere of politics, even as they were either not officially recognized or severely repressed.

But no matter how active they were, political organizations and resistance groups represented an extremely small fringe of the population. In part because of repression, their marginality was frequently but wrongly interpreted as a sign indicating the absence of effective opposition against Ben Ali's regime. I could also evoke this suspect ideological representation of Tunisians as docile and peaceful, with a penchant for reform and negotiation. This form of culturalism is congruent with the tourist imaginary that confuses the professional servility of the elevator attendant with an almost natural tendency to prefer reconciliation to conflict. While I cannot elaborate further on this point, I would like to finish by pointing to the tendency of numerous researchers to focus only on structures, institutions and other mechanisms of power without taking into account the forms of resistance they provoke. Politics, understood as relations of force, is thus emptied of its content and Tunisian history appears condemned to eternal inertia.

BÉATRICE HIBOU: Did this appearance of stability only exist in the eyes of foreigners? Why did the domestic opposition not see the revolts coming?

SADRI KHIARI: Indeed, even in Tunisia, the explosive political situation was hardly recognized by observers, even those engaged in one resistance movement or another. Or, to be more precise, if a large-scale spontaneous revolt similar to the bread riot of 1984 was considered possible, this revolt was not expected to take on an explicitly political dimension, let alone lead to the downfall of the President of the Republic. Outside a few far left groups like the Communist Workers' Party of Tunisia (Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT)) directed by Hamma Hammami, or a personality like the former leader of the Tunisian human rights league, Moncef Marzouki, the prospect of large popular mobilization did not figure prominently in the strategic horizon of oppositional forces. In this light, it is significant that in 2008, during the revolt in the mining basin of the Gafsa region, the decisive moment I will come back to later, most opposition forces stayed quiet for a number of weeks before demonstrating timid support. This support was meant to underline the severity of the social situation and the urgent need to pass reforms rather than to widen the realm of popular contestation.

One could develop a sociological analysis of the parties and associations in question and note the degree to which their cadres belonged to relatively privileged sectors of Tunisian society, but such an approach, while not without pertinence, would ignore other equally important factors like the long history of political militancy of many of these cadres. For example, a number of Tunisian opposition leaders began their long trajectory in political groups whose revolutionary ambitions and attempts to appeal to the people had been systematically dashed. Also, the models of radical rupture to which they subscribed in the past collapsed or turned out to be ineffective when the myth of soft 'democratic transition' based on negotiations between certain fractions of power and 'reasonable' currents of the opposition started to spread.

I also need to underline that the Tunisian opposition, isolated and persecuted, was forced to seek support outside the country in the hope of exercising pressure on the regime. One of the perverse effects of this political choice was that strategies of lobbying for human rights became substitutes for attempts to change the relations of force in Tunisia. These are only a few dimensions of the problem but, in any event, it is clear that just as the signs of a political crisis were difficult to miss even for those without a sociological microscope, spontaneous or organized forms of mobilizing the disadvantaged strata of the population were not part of the political equation for most Tunisian opposition forces.

BÉATRICE HIBOU: Despite these signs of mobilization, the regime appeared solidly in place...

SADRI KHIARI: It is true that this may seem paradoxical. Allow me to use this opportunity to remind you of the fragile foundations that allowed Ben Ali to stay in power during a considerable twenty-three years. The success of the coup d'état on November 7, 1987, can be explained above all by the profound decomposition of the top layers of power within Habib Bourguiba's state. This was a crisis of succession prolonged and intensified by another crisis: the growing inadequacy of the sociopolitical pact put in place after independence in 1956 and the emergence of new social realities. Widely contested, the hegemony of the Destour movement was transformed into simple authority resting much more on coercion and clientelistic mechanisms than on consent, to use a Gramscian concept. Examples of this transformation were the alignment with power of the Union générale tunisienne du travail (UGTT) in 1985 and the ferocious repression of the Ennahdha party (political Islam) in the months preceding Ben

Ali's coup. Ben Ali moved into the Palais de Carthage, the presidential residence, while those 'at the top' appeared 'incapable of governing as before' and 'those at the bottom,' which were in ascendancy since the 1970s, suffered a grave defeat with the repression of their two principal forms of expression, the UGTT and Ennahdha.

Thin as a sheet of rolling paper, Ben Ali's legitimacy rested for a few months on the illusion that he was going to annul Bourguiba's last years and reform the regime by incorporating the different social and political forces. An apparent 'trade union reconciliation,' a democratic opening administered in homeopathic doses, and tolerance for the activities of the Ennahdha movement allowed him to neutralize opposition. The latter became more virulent toward the end of 1989, and then the Gulf War started. Ben Ali refused to participate in the anti-Iraqi military coalition and thus won momentary popularity; he managed to garner the support of certain elements of the democratic opposition while the leadership of Ennahdha was divided between pro- and anti-Saddam factions. The police apparatus was then set in motion, benefiting from the crisis of Ennahdha. Already begun before the Gulf War, the dismantling of the party accelerated and took a rare form of violence, particularly between 1991 and 1994. The slogan 'no freedom for the enemies of freedom' allowed Ben Ali to benefit from a decade of passive complicity on the part of the overwhelming majority of the Tunisian democratic movement, and, until his downfall, the major Western powers. In lockstep with the repression of Ennahdha, the most combative trade union tendencies as well as all forms of democratic protest were brutally silenced.

This brief reminder of the first years of the Ben Ali regime is important, it seems to me, to understand some of the underlying reasons why Ben Ali was able to install authoritarian rule despite his notable incapacity to build a new moral legitimacy and a renewed social compromise. I will refrain from describing the mechanisms of repression, restriction, and control put in place in the 1990s to compensate for the lack of legitimacy of the regime. I must however add that the mafia-like practices at the highest levels of power - arbitrary police and administrative rule, generalized clientelism and corruption - contributed to a sense, widely shared among all social strata, that power was an incarnation of authority without moral standing. Ben Ali's regime was thus fundamentally different from Bourguiba's. In fact, the morality of Bourguiba as 'supreme combattant' (combattant suprême) was never questioned, not even when Bourguiba's rule was most contested. Everyone knew about the privileges the top layers of the bureaucracy claimed for themselves, but, unlike with Ben Ali, the system itself was never identified as one that functioned essentially to allow a morally corrupt family network to enrich itself illegally and claim absolute power.

BÉATRICE HIBOU: But how and since when did this perception of immorality spread?

SADRI KHIARI: In this case, too, the important moment was in the early 2000s, when illegal diversion of goods, a racket of corruption involving major enterprises, and suspicious accumulation of wealth became more widely known in the guise of satirical comments denouncing the nepotism of the 'families' around Ben Ali. This rumour, which was impossible to verify then, spread with ease because it was common knowledge that the various representatives of the Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD)[1], the bureaucracy or the police had few scruples when it came to profiting from their positions of power. Quite often, the intricate links between the networks of power, money and delinquency (such as smuggling rings in the border regions) were there for everyone to see.

To illustrate, I think back to the revolt in the Gafsa region cities in 2008. This popular movement, which lasted six months, began in the small town of Redeyef and spread to the principal mining centres in the region before hitting a wall of repression. Importantly for my purposes, this revolt took off when a local job recruitment process was circumvented by company directors, administrative branches of the state and local representatives of the trade union. Of course, unemployment was a key background condition of the revolt but what sparked and amplified anger to such an extent were the practices of the regime, which were perceived to be contrary to social morality.

In the same vein, I have to mention also, and perhaps above all, the growing role of Leïla Ben Ali, a power- and money-hungry woman considered of low moral standards. Even more than the President himself, this woman symbolized the moral corruption of the system. Tunisians blamed the regime of Ben Ali for his immorality more than his authoritarianism. To put it differently, the regime not only lacked moral authority, it was perceived to be an authority without morals. An authority without moral standing is a form of power that imposes itself on society; it is seen as external to it, so to speak, and whoever possesses it is considered an usurper driven by his personal interests, which he is willing to satisfy by any means possible. One does not criticize him for inadequate or unjust policies but for threatening society's moral foundation. One does not dismiss him, one brings him to justice. The perception of Ben Ali's power as an authority without morals is undoubtedly key to grasp some of the particularities of the Tunisian revolution, and the widespread consensus that supported it.

BÉATRICE HIBOU: Contrary to what many observers presupposed, 'the social question' was not the primary factor in the movement for you.

SADRI KHIARI: This is indeed an important point. In my opinion, a strictly socio-economic analysis of the Tunisian revolution is incapable of discerning its deep dynamic. It is true that the movement began in the most deprived regions of the country and social demands were formulated from the beginning (often by groups of politicized militants and trade unions). These demands, important as they were, were not at the heart of the process which led to the departure of the President. The same is true for the question of democracy. Any Tunisian dissident with a degree of experience can testify to the difficulty of translating the concerns of disadvantaged populations into the normative language of democracy, that of parties and civil rights groups. When this language is taken up at a mass scale, one needs to ask oneself what kind of expectations it corresponds to. Neither the socio-economic nor the democratic explanation (nor a combination of the two) suffices to explain the degree to which this sentiment against Ben Ali is shared across social cleavages. To understand this consensus, one needs to make use of a notion that is difficult to define and is often neglected, yet is at the heart of numerous currents of revolt: dignity.

I noted earlier that Ben Ali, his wife and those close to them were perceived to embody the moral corruption of the regime. I now need to add that each Tunisian was forced to be complicit with corruption to a certain degree. This phenomenon led to a form of collective and individual self-degradation. The system of repression and surveillance developed by Ben Ali thus led to a sentiment of indignity as much, if not more so, as fear. Multiple compromises, different ways of paying allegiance to power, even active participation in its networks (all of which were often necessary to find a job, get promoted, open a business, get administrative matters resolved, or simply avoid everyday problems) produced frustrations, humiliations, and feelings of disrespect for oneself and others in all social classes.

In Tunisia, power substituted institutionalized contempt for intersubjective and institutional recognition, which are necessary for all forms of ethical hegemony. The degrading of the collective self-image of Tunisians compounded the sense of degradation of each individual. The hero of the revolution, the young Mohamed Bouazizi who set himself on fire, may have provoked such a widespread sense of identification not because he lived in misery but because he was purposely humiliated by a municipal bureaucrat who slapped him in the face after confiscating his merchandise. The revolt that followed in the wake of his act of desperation can in this sense be interpreted as carrying forward a demand for social recognition that everyone knew could not be satisfied by the regime and, in fact, required the ouster of Ben Ali as the architect of generalized indignity. Although various slogans chanted during the protests revealed concerns with democracy and economic matters, the Tunisian revolution expressed above all a will to recover a sense of individual and collective self-respect.

BÉATRICE HIBOU: You recently wrote 'Tunisie: Le délitement de la cite. Coercition, consentement, résistance' (Paris: Karthala, 2003). Was the revolution made possible by a disruption in the equilibrium that existed between these three components (coercion, consent and resistance)?

SADRI KHIARI: Contrary to superficial representations, Tunisia was not an inert and rather contented society. Only in non-revolutionary periods does there exist a more or less forceful integration of people into mechanisms of domination. But one has to admit that this integration, real as it often is, does not exclude insubordination. Docility, even collaboration, is itself mixed with a lack of discipline, transgression, or direct or masked forms of resistance, which remain hidden most of the time because they are individual or do not take the classic forms of protest or political action. If numerous Tunisians asked themselves every day 'how to profit from the system,' many, often the same ones, asked themselves also how to slip through the net and escape requests for collaboration, if not reject the machinery of power. These were the people who withstood the pressures to join the RCD and its satellite organizations, who 'forgot' to donate to the one of compulsory solidarity funds (Fonds de solidarité nationale, police raffles etc.), who refused to go through the mandatory intermediaries for the purposes of career advancement, or those who struggled to circumvent censorship on the web, those who stayed at home during RCD ceremonies or on election day, those in the office, at home or with friends who reported the latest jokes or rumours about the real or supposed depravities of the ruling 'families,' those who built networks of solidarity among family, in neighbourhoods and regions, the youth who risked clandestine emigration or the others who confronted the police in the stadia. Evasion, subterfuge, individual rebellion, and all the molecular forms of sedition that go along with authoritarian regimes continuously increased during the last years of the Ben Ali regime. To grasp this reality of everyday resistance, it was enough, methodologically speaking, to exhibit more empathy for 'those below' and show less fascination with power and its operations.

By the way, like individual rebellion, collective forms of resistance rarely made it onto the observers' radar. Even though it did not grow in a linear fashion and faced much repression, more or less organized collective resistance has developed for at least ten years. Between 1999 and 2001, after a decade of repression and disarray, the democracy movement in Tunisia reinvigorated itself. The first sign of this was the founding of the Conseil national des libertés en Tunisie in December 1998, which was followed very quickly by the constitution of other independent organizations, the revival of the Tunisian Human Rights League, journalist Taoufik Ben Brik's hunger strike (which was widely reported in France), lawyer activism (the importance of which the mobilizations of the last few weeks have demonstrated), stirrings

within the judiciary, the increased resolve of two of the legal opposition parties (PDP[2] and Ettajdid[3]) as new parties like the CPR[4] or the FDTL[5] emerged and PCOT and Ennahdha tried to restructure themselves.

These initiatives were covered in Tunisia by the Arab media such as Al-Jazeera and stimulated other forms of resistance. They remained largely confined to the traditional sphere of protest and failed to attract new generations of activists. Although the powerlessness of the opposition and the weakness of their influence over the population were often subject to ironic comments, the small margin of manoeuvre these forms of opposition managed to eke out since 1999 despite persecution and repression have undoubtedly helped to spread critical information among a growing public opinion. They also facilitated efforts to build spaces and networks of resistance, which, despite their intermittent and muddled character, were not without efficacy (as their participation in various mobilizations, including those at the beginning of the revolution, demonstrated).

It is also important to underline how in the last few years, political dissidence via internet networks emerged and rapidly expanded together with the generalization of cellphone usage. In spite of the sophistication of control and censorship, these new tools of communication also made it easier to spread information, create networks and virtual organizational forms which also became vectors of democratic contestation, particularly among youth. Also important to mention is the formation of a radical Islamic scene that broke with the Ennahdha party and rejected the regime's policies in its own way.

BÉATRICE HIBOU: You speak about a social movement but you only mention political parties!

SADRI KHIARI: Be patient, I am getting there. To this awakening of the democracy movement, one has to add the reconstitution of what one can call, for the lack of a better term, social movements, which are difficult to grasp given the scarcity and inaccessibility of information. It seems to me that social forms of resistance reemerged in two phases. Revolts by students and the unemployed in various cities in the early 2000s, organized strikes in the public sector and private sector enterprises, wildcat strikes and other forms of protest (particularly in the textile and tourist sectors) were expressions of change compared to the preceding decade. This renewal manifested itself in particularly striking ways since 2008 in the long struggle of inhabitants in the mining region of Gafsa that began to spread before being brutally repressed. This was undoubtedly the major turning point. Since then, Tunisia witnessed other, more limited, protest movements in Skhira, Feriana, Jebeniana, and, in the summer of 2010, in Ben Guerdane, as in many small towns in the most disadvantaged regions in the country. In the end, there was Sidi Bouzid and we all know the rest. Despite their sporadic character, weak if not inexistent media coverage, repression, defeat and the lame compromises that resulted from them, and despite the apparent lack of links between them, the social movements Tunisia witnessed in the last decade helped foment an atmosphere laden with protest, an accumulation of experiences and the construction of informal activist networks of which the Tunisian revolution is a product.

This schematic representation of social mobilization would be even more incomplete if I did not mention the struggles within the UGTT against the bureaucratic grip of its secretary general, Abdessalam Jrad, and against the trade union central's subservience to power. These struggles allowed the most militant labour activists to gain influence in certain sectors (postal service, education etc.) and in the local and regional branches of the labour movement. This

made it possible for the UGTT to play a more important role in the revolution against the stated positions of the Secretary General, particularly in the last week of mobilization. As we know, the board (Commission administrative) of the UGTT ended up supporting the popular demands and the general strikes that proved decisive in setting in motion the revolutionary process, notably in Tunis and Sfax.

BÉATRICE HIBOU: Is it already possible to detect the lines of force in future developments?

SADRI KHIARI: Although the departure of Ben Ali was likely organized by a few leaders of the RCD and their foreign 'advisers,' there is no doubt that this scenario was only considered under the pressure of popular mobilization. The latter was also strong enough to force the departure of the RCD ministers in the first transition government after the President's escape and, more recently, the resignation of the Prime Minister and other members of government. While the fall of Hosni Mubarak and the revolutionary mobilizations in Libya have shown that the impact of the Tunisian revolution goes much beyond the Tunisian border, it is too early to evaluate the magnitude of internal political upheaval.

It seems clear to me, however, that a satisfactory understanding of current developments is not possible without questioning the modes of analysis that have shaped perspectives on Tunisia. More sustained attention needs to be given to the 'politics from below,' non-institutionalized forms of resistance, and, more generally, the more or less subterranean dynamics at work within the different layers of the population. Finally, and without wanting to unduly isolate and rank each of the multiple factors that have determined the popular explosion in Tunisia (growing economic difficulties, the weight of authoritarianism etc.), it appears pertinent that analyses of political processes and protest movements pay more careful attention to that intangible need for recognition and dignity.

This interview was conducted by Béatrice Hibou. It was first published in Politique africaine no. 121, March 2011. The translation is by Stefan Kipfer.

[1] Bourguiba's old Parti socialiste destourien, which was taken over by the Ben Ali regime.

[2] Parti démocratique progressiste led by Ahmed Najib Chebbi, a lawyer and now a member of government.

[3] The new name of the Tunisian Communist Party after it opened its ranks to democratic and secular oppositional currents.

[4] Congrès pour la république, a non-recognized party founded in 2001 by Moncef Marzouki, the former president of the Tunisian Human Rights League (Ligue tunisienne des droits de l'homme).

[5] Forum démocratique pour le travail et les libertés, a legal party founded in 1994 by Mustapha Ben Jafaar, a former leader of the Mouvement des démocrates socialistes, which split off from Bourguiba's party. The FDTL is a member of the Socialist International.

Tunisie - Arrestation de plus de 1.600 personnes en 8 jours

06/06/2011

1.600 personnes ont été arrêtées, dans la période allant du 28 mai au 4 juin 2011, à l'issue des campagnes sécuritaires menées conjointement par les unités de la sécurité et celles de l'armée nationale, dans les différentes régions du pays.

Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, diffusé lundi 6 juin 2011, l'implication des personnes arrêtées a été prouvée dans des crimes divers.

675 d'entre-elles sont recherchées pour des crimes divers alors que 120 ont commis des agressions, 218 des vols, 66 pour consommation et vente de produits stupéfiants et 274 en état d'ébriété sur la voie publique.

Les autres ont été arrêtées pour d'autres crimes comme la constitution de bande organisée et hold-up de banques.

Les personnes arrêtées ont été traduites devant la justice.

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Human-Rights-Watch-appelle-%C3%A0-la-lib%C3%A9ration-de-Samir-Feriani,520,25180,1>

Tunisie - Human Rights Watch appelle à la libération de Samir Feriani

10/06/2011

Dans un article paru sur son site officiel, l'organisation Human Rights Watch (HRW) a lancé un appel aux autorités tunisiennes pour la libération de l'officier de police Samir Feriani, arrêté après avoir écrit une lettre au ministre de l'Intérieur, dénonçant de graves exactions. Il a, en effet, accusé des officiels du ministère de l'Intérieur de détruire des archives.

Dans sa lettre, M. Feriani affirmait que le 20 janvier, des véhicules du ministère de l'Intérieur s'étaient rendus dans un local hébergeant des archives du ministère et que des officiers avaient détruit des papiers et des cassettes. L'officier haut gradé soutenait que le matériel visé par la destruction incluait des archives de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) dont le siège était situé à Tunis de 1982 à 1994, et qui d'après lui décrivaient les relations de Ben Ali avec le Mossad, l'agence de renseignements israéliens.

« Les autorités tunisiennes devraient libérer l'officier de police Samir Feriani qui est actuellement en détention militaire, abandonner toute accusation contre lui qui ne serait fondée que sur ses efforts pour alerter l'opinion, et porter les autres accusations éventuelles devant un tribunal civil », lit-on sur le site de l'organisation.

Cet officier haut gradé, détenu depuis le 29 mai dans la caserne militaire d'El-Aouina, dirigeait avant son incarcération un programme de formation d'officiers au ministère de l'Intérieur.

« À un moment où de nombreux Tunisiens pensent que les responsables qui ont terrorisé la population sous Ben Ali conservent d'importants pouvoirs au sein de l'institution sécuritaire, le gouvernement provisoire devrait encourager ceux qui tirent la sonnette d'alarme, et non pas utiliser les lois discréditées du gouvernement déchu pour les emprisonner », a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch.

La réponse adéquate aux accusations de Feriani serait, selon Sarah Leah Whitson, de lancer une enquête à leur sujet. « En le détenant, les autorités découragent d'autres personnes qui voudraient alerter l'opinion, et révèlent à quel point il est urgent, pour la Tunisie post-Ben Ali, d'amender ses lois répressives, en particulier celles qui prévoient des peines de prison pour des délits liés à la liberté d'expression », ajoute-t-elle.

Z.D